2.50 F
BELGIQUE : 20 FB
LUXEMBOURG : 20 FLUX
MAROC : 2.80 DH

Combat

SOCIALISTE

N°29 SAMEDI 4,
DIMANCHE 5,
LUNDI 6 AVRIL 1981

Ils parlent aujourd'hui dans *Combat socialiste*

MICHEL ROCARD
(PAGE 4)

MARIE-PAULE BELLE
(PAGE 4)

HUBERT DUBEDOUT
(PAGE 5)

ANDRE HENRY
(PAGE 18)

CLAUDE SANTELLI
(PAGE 21)

Dans ce numéro, supplément spécial

LE PETIT GISCARD ILLUSTRE

(PAGES 9 à 16)

Les propositions socialistes pour la mer

(PAGE 5)

Deux usines fermées

BEZIERS EN ETAT DE CHOC

(PAGE 6)

FRANCIS LEMARQUE CHANTE
PARIS POPULI
Un siècle d'histoire de Paris.
De 1830 à 1945, une fresque populaire en chansons, illustrée par un audio-visuel.
DU 31 MARS AU 26 AVRIL - à 20h15
THEATRE DE LA GAÎTE MONTPARNASSE
26, rue de la Gaîté Paris 14 Tél. 322 16 18

Lionel Jospin à TF1

REFUSONS LE CHOMAGE: LA DIGNITE BLESSEE NE S'INDEMNISE PAS !

***« Les hommes et les femmes de ce pays ne demandent pas qu'on leur dise qu'il y a le système d'indemnisation de chômage le plus élevé. Ils demandent du travail, la dignité, l'indépendance »,* a déclaré, face à Jean-François Deniau, le premier secrétaire du PS.**

Médiocres diversions

JEAN-FRANÇOIS DENIAU, porte-parole de Giscard d'Estaing, a fait piètre figure, jeudi soir, au « Grand Débat » de TF1, face à Lionel Jospin, premier secrétaire du PS. Question de talent. Et de conviction.

Il faut reconnaître qu'il est difficile de convaincre quand on a un aussi mauvais dossier à défendre. C'est la faute au pétrole, s'est contenté de plaider Jean-François Deniau. Réponse-rengaine qui n'a pour objet que de vouloir dissimuler la responsabilité de Giscard.

On est en plein Molière, avec Toinette, la servante déguisée en médecin, qui attribue tous les troubles de son malade imaginaire « aux poumons ». Le chômage ? Le pétrole ! La hausse des prix ? Le pétrole ! La chute des investissements ? Le pétrole ! Les inégalités ? Le pétrole ! Les faillites d'artisans et de commerçants ? Le pétrole ! La baisse du revenu des agriculteurs ? Le pétrole ! La crise de la sidérurgie, du textile, de la pêche ? Le pétrole, vous dis-je !

Le bilan (1) est si lourd qu'il n'est pas défendable. Aussi, depuis le début de la campagne électorale, Giscard et les siens cherchent à détourner l'attention en créant des incidents ou en soulevant de fausses questions. On a occupé une bonne semaine d'indignation diplomatique à propos de la déclaration de François Mitterrand sur Giscard à Varsovie. On a ensuite parlé chiffres, en truquant volontairement ceux avancés par le candidat socialiste concernant la création de 210 000 emplois pour les jeunes dans la fonction publique et l'administration communale.

Giscard vient de découvrir un nouvel argument pour éviter le vrai débat. Selon lui, François Mitterrand ne respecterait pas les institutions en prévoyant, après la victoire du candidat socialiste, la nomination d'un nouveau premier ministre et d'un nouveau gouvernement. Parce que le président de la République ne peut lui-même renvoyer le premier ministre. Conclusion : Barre restera en place !

Outre le fait que de Gaulle tout autant que Pompidou n'ont pas hésité à « démissionner » d'office leurs premiers ministres (y compris Chaban-Delmas, qui venait pourtant d'obtenir une large confiance de l'Assemblée nationale), il est, de tout temps, dans la tradition républicaine que le premier ministre présente sa démission lors de l'élection d'un nouveau président de la République. Tous l'ont fait.



Et pourrait-il en être autrement ? Imagine-t-on Barre demeurant à Matignon, vissé dans son fauteuil, avec François Mitterrand à l'Elysée, bafouant ainsi la volonté du suffrage universel ?

Que Giscard en arrive à de si médiocres manœuvres montre son inquiétude. Cela prouve, également, comme Lionel Jospin l'a mis en évidence, que Giscard refuse l'alternance et qu'il est prêt à user de tous les moyens pour maintenir la droite au pouvoir.

A nous de l'en chasser.

Claude GAULT

(1) On lira, dans ce numéro, le Petit Giscard illustré, *qui met en relief certains aspects les plus scandaleux de la politique giscardienne. Ce supplément à* Combat socialiste *sera diffusé à un million d'exemplaires.*

VU DE BOURGOGNE

Claude Tillier le révolté

ILS se nomment Roger Denux, Marcel Barbotte ou Lucien Hérard et font revivre avec passion, à travers leurs récits, le passé humain des divers terroirs de la Bourgogne : la côte et ses vignerons, le Morvan forestier, la plaine de Bresse avec ses fermes basses dans les champs de maïs. Albert Colombet, lui, donne la moitié de son temps à *Pays de Bourgogne,* sa revue littéraire et artistique, tandis que Joseph Brulet, Georges Riguet, bien d'autres animent *le Morvandiau* où refleurit notre langue régionale.

Peut-être un jour, sous la plume fervente de l'un d'eux, verrons-nous resurgir un romancier du siècle dernier, qui connut la gloire nationale et internationale avant de mourir trop tôt, à quarante-trois ans: je parle de Claude Tillier, beaucoup trop oublié de nos jours, né à Clamecy en 1801 et qui habita plus tard Nevers. La France lui doit *Mon oncle Benjamin,* cette satire pleine de verve des milieux de « la haute », où quelques crétins, possédant par héritage titres et richesses, jettent de la poudre aux yeux des gens naïfs. Mais Benjamin, une espèce de don Quichotte rigolo et sympathique, en rupture avec sa caste, refuse de faire le beau mariage qui viendrait redorer son blason. A lui la liberté et le célibat !

« *Je mettrais volontiers ce roman à mon programme de seconde, l'an prochain,* me confiait un professeur ami qui enseigne dans un lycée de Dijon. *Tillier est vraiment un homme de nos jours. Originaire d'une famille d'artisans, et malgré les diplômes acquis, il a connu le chômage et la misère dans une France où les brillantes relations avaient plus d'importance que les mérites. Ses pamphlets sont des cris. Pas étonnant que cet autre Nivernais, Jules Renard, célèbre, lui, ait écrit par la suite des préfaces aux livres du père de Benjamin...! Une rue porte le nom de Claude Tillier, à Paris, dans le quartier de la gare de Lyon. De même à Nevers et à Clamecy. Pourtant, les jeunes ignorent tout de cet écrivain virulent, moqueur et généreux qui avait fondé l'Association, ce journal dynamique où il réclamait une école nationale affranchie et dénonçait l'effrayante inégalité qui existe entre ceux qui bouffent trop et ceux qui crèvent de faim.* »

Pour Claude Tillier, le succès vint, mais trop tard. L'homme mourut pauvre et usé par les privations qu'une gloire soudaine ne pouvait effacer en un jour. Il laissait quelques livres, beaucoup d'articles et une certaine idée, fière, qu'il avait de lui-même : « *L'oppresseur me craint et l'opprimé espère en moi : voici la plus belle des richesses.* »

Marilène CLÉMENT

Les droits sur les terrains agricoles

Militant socialiste depuis l'âge de dix-sept ans (j'ai vingt-deux ans), je suis intallé jeune agriculteur (grâce à l'aide de toute ma famille) dans une zone de Piémont.

Lorsque j'entends parler de l'installation des jeunes, je ne peux m'empêcher plusieurs réflexions que je tiens à vous énumérer :

1. Le prix de la terre (spéculation foncière, SAFER, etc).
2. Les taux d'intérêt par tranche de 150 000 francs.
3. Les droits d'enregistrement pour un jeune qui achète une propriété sont les suivants :

a) 17 % pour les terres et les bâtiments d'exploitation ;

b) 7 % pour la maison d'habitation (qui la plupart du temps est vétuste donc peu évaluée par rapport aux terres).

Je trouve scandaleux de penser que l'on achète des terrains à bâtir (résidences secondaires qui, dans nos cantons de montagne, empêchent l'installation des jeunes) avec seulement 7 % de droits.

L'Etat pénalise au départ les jeunes en faisant payer 17 %.

Je vous demande de transmettre à François Mitterrand cette démarche, pour qu'il puisse, au cours de cette campagne électorale, dénoncer le scandale et promettre aux jeunes qui s'installent (s'il est élu) l'exonération des droits sur les terrains agricoles.

Personne n'en parle dans cette campagne et, croyez-moi, cette affaire touche pas mal de monde et serait appréciée par les jeunes agriculteurs en instance d'installation.

Exemple : une propriété achetée 450 000 francs.

Terre : 400 000 F à 17 % ..... 68 000 F
Habitation : 50 000 F à 7 % ..... 3 500 F
Total des droits . 71 500 F

Il faut ajouter à cela les 20 % d'autofinancement, soit 450 000 francs × 20 % ..... 90 000 F

Pensez-vous qu'un jeune puisse disposer d'une telle somme ? Non, et j'en parle en connaissance de cause.

N. LUCHON

SOCIALISTE ET « U ET A »

Je partage profondément l'opinion des cinq dirigeants CGT qui se sont exprimés dans le journal, sur le principe de l'indépendance syndicale par rapport aux partis politiques.

Aussi me paraît-il fondamental que notre parti, à tout instant, rejette toute idée selon laquelle la FEN, FO, voire la CFDT puissent représenter les idées du PS sous prétexte que ces organisations regroupent des militants socialistes. Pourquoi donc *Combat socialiste* — qui, à juste titre, n'a jamais parlé de FO en disant « *syndicat à majorité socialiste* » — a-t-il, pendant une semaine, plus ou moins accrédité la thèse selon laquelle « UID » c'est le PS et « U et A » c'est le PCF ?

Il est regrettable qu'à aucun moment le journal n'ait rappelé la déclaration du SNES sur l'Afghanistan ; cela aurait permis aux lecteurs de constater qu'elle n'est pas celle du PCF. De même, rejeter sur « U et A » la responsabilité de la baisse du nombre d'adhérents en omettant de préciser que presque tous les syndicats ont subi le même sort ces dernières années, c'est faire l'économie d'une analyse sur le syndicalisme en période de crise.

Faut-il rappeler que le SNI a aussi perdu des adhérents, dans les mêmes proportions ; serait-ce la faute de la direction « UID », *donc* du PS ?

Mais il y a plus grave encore : en faisant croire aux lecteurs que les socialistes se reconnaissent dans « UID », c'est faire croire que le projet éducatif de la FEN coïncide avec celui du parti. Or, notre projet (rapport Mexandeau), sur bien des plans, n'est pas celui de la FEN. Le projet, pour « « « une école progressive du SNES, sur la formation des maîtres, par exemple, ou sur le rôle déterminant du second cycle, est plus proche du nôtre. Je me pose donc des questions quant aux choix que fera notre parti pour l'école de demain.

J'espère, si notre candidat est élu, que de larges négociations s'ouvriront sur l'éducation, comme cela a été dit à Evry. Mais je souhaite que le SNES soit, dans la FEN, l'interlocuteur pour les questions relevant du second degré long. Car, jusqu'à présent, la FEN, qui devrait représenter tous ses adhérents, a surtout défendu le point de vue « UID » sur l'école.

Le devoir du PS est de veiller à ce que les intérêts de *tous* les travailleurs soient défendus. Or, en tant qu'enseignante du second cycle, je ne me sens pas défendue par la FEN-« UID » ; celle-ci, en ce moment-même, négocie des accords sur la grille des salaires qui me menacent gravement en tant que travailleur. C'est pour cela, et non parce que j'ai la nostalgie de l'union de la gauche, que, socialiste, je milite au SNES-« Unité et Action ».

A. SARFATI,
Essonne

La culture en danger

Le dimanche 26 avril au soir, le suffrage populaire rendra son verdict à l'issue du premier tour de scrutin. François Mitterrand peut et doit gagner.

Les thèmes les plus souvent abordés — avec raison — sont l'inflation, l'extension dramatique du chômage, le déficit extérieur; mais il en est un qui est tout aussi prioritaire : la culture. Le symposium organisé par le PS a associé, dans un même élan de paix, justice et liberté, l'érudition d'hommes et de femmes de science et de lettres, ainsi que la sagesse d'hommes d'Etat. Il faut continuer sur cette lancée : « *La culture et la liberté en France sont en danger* » notait Bertrand Poirot-Delpech dans *le Monde* du 28 novembre dernier.

C'est en faisant face à ce danger que le PS pourra effectuer sa « percée conceptuelle », notion fondamentale pour le progrès de la culture et l'avenir du socialisme français.

Patrick MARTIN
Conflans-Ste-Honorine

Météo

Lente amélioration

Vendredi : temps couvert et brumeux sur la majeure partie du pays. Des éclaircies au cours de la journée, surtout dans le Centre. Les vents faibles à modérés de secteur nord-est pourront être temporairement forts dans les régions méditerranéennes.

Samedi : peu de changements, des pluies sur les Pyrénées. Le temps brumeux et couvert s'éclaircira dans l'après-midi.

Dimanche : Rétablissement progressif du beau temps, surtout dans le Midi, où les vents diminueront. Ailleurs, temps brumeux le matin avec de plus en plus d'éclaircies et de soleil.

Combat SOCIALISTE

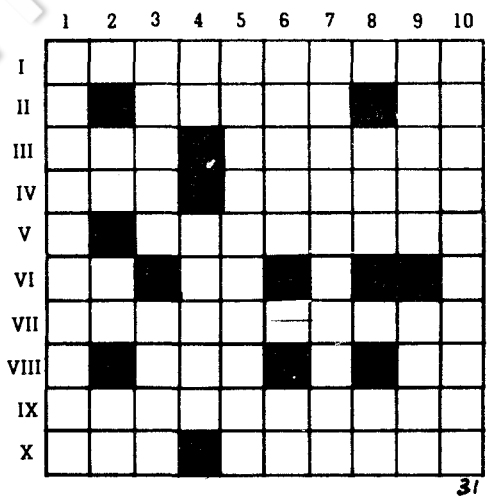
Claude Germon, directeur de la publication.

Claude Gault, rédacteur en chef ; **Ghislaine Toutain, Edouard Bailby, Michel Friedman, Guy de Faramond, Jean Weber**, chefs de service ; **Jean-François Huchet**, secrétaire général ; **Jean-Jacques Salmon**, secrétariat de rédaction.

Jean-Claude Karsenty, administrateur ; **Patrick Ducheyron**, ventes.
Rédaction : 7 *bis*, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris. Tél. 551.97.53.
Publicité Paris : René Lenormand, 10, rue de Solférino, 75007 Paris. Tél. 550.34.35.
Publicité Province : OFRES, 67, boulevard de Clichy, 75009 Paris. Tél. 285.72.57.
Impression : PIO, 1, boulevard Ney, 75019 Paris.
Commission paritaire : n° 52224.

Mots croisés

Par J.-P. Winkel



SOLUTION DU N° 30

Horizontalement. — I. Députation. — II. Ino. R. Od. O. — III. Replâtré. U. — IV. I. U. Coté. T. — V. Galvaniser. — VI. I. Ais. L. Mi. — VII. Suissesses. — VIII. M. Réas. Eus. — IX. Emérite. Te. — X. Ses. Terres.

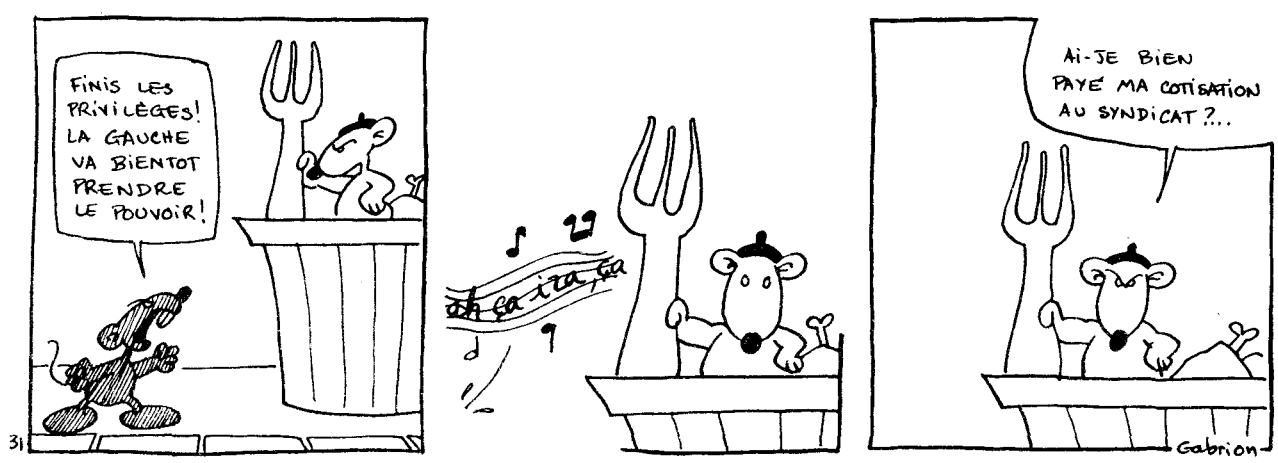
Verticalement. — 1. Dirigismes. — 2. Ené. A. U. Me. — 3. Populaires. — 4. U. L. Viser. — 5. Tracassait. — 6. A. Ton. Este. — 7. Tortils. Er. — 8. Idées. Se. R. — 9. O. Emeute. — 10. Nourrisses.

PROBLEME N° 31

Horizontalement. — I. A l'Est, celui des partis n'existe pas. — II. Ecrivain rationaliste. Note. — III. Chevalier dans un sens, patriarche dans l'autre. François est le chef de la nôtre. — IV. Supprime. Fief de Pierre Maurois. — V. Six décuplé. — VI. Dépouillé. Dans le libellé de chaque entreprise commerciale. — VII. Elles pèsent beaucoup dans nos choix électoraux. — VIII. Leur compagnie n'est pas forcément appréciée, même par des républicains. Deux chez les Romains. — IX. Décoratif. — X. Parue. Ce que la droite fait avec les plâtres.

Verticalement. — 1. Celle de chaque éligible est parfaitement connue. — 2. Cruelle alternative, dans l'isoloir. Vieille ville. Ile-de-France. — 3. Petites boîtes d'où sortira bientôt la victoire de la gauche. Boutons impossibles à tourner, mais difficiles à supprimer. — 4. Répétitif. Son service est parfois musclé. — 5. Intraduisible dans un discours de Mme Tatcher. — 6. Opposé à ici. Neuf romain. Préposition désuète. — 7. Celles de la suffisance de la droite n'ont d'égales que celles des prix. — 8. Fibre textile très emmêlée. Plus intime que vous. — 9. A ne pas confondre avec le bardot. Refusai d'accepter. - 10. Celui de la Saint-Martin est en autre saison. Emmagasine .

Rat-le-bol



FRANÇOIS MITTERRAND DANS LA LOIRE ET LE RHONE

«Ce que je dis a valeur de contrat»

De nos envoyés spéciaux Jérôme BOUVIER et Bruno DELAPALME.

LES mairies gagnées par la gauche, l'émergence de nouveaux responsables qui en a découlé, leurs capacités, constituent la meilleure chance de la France en cas de victoire socialiste.

C'est ce que François Mitterrand a voulu souligner depuis la mairie de Saint-Chamond où il a par ailleurs avancé l'idée d'un nouveau type de politique contractuelle.

TGV, avion, voiture : le périple qui a précédé le meeting du jeudi soir à Lyon a permis à François Mitterrand d'échanger quelques mots avec les militants venus à sa rencontre à chaque étape : Dijon, Saint-Etienne et Saint-Chamond.

Dans cette dernière ville, où il a fait une longue intervention, sous le regard figé d'un portrait d'Antoine Pinay qui tint la ville pendant plus de quarante ans et l'image un peu désuète des paysans immobiles de *l'Angélus*, François Mitterrand s'est entretenu avec tous les militants et élus socialistes du département.

Saluant le maire (PS), Jacques Padet, qui a donné aux socialistes *« une des victoires les plus significatives de 1977 »*, il a voulu partir de cet exemple pour démontrer que ceux-ci sont aujourd'hui les plus aptes à gouverner la France :

« Les élections de 1977 nous ont fait gagner 40 mairies de plus de 30 000 habitants. Nous en totalisons aujourd'hui 81.

La démonstration faite par les socialistes de leur capacité à gérer la vie quotidienne de nos communes dans une réelle volonté socialiste montre que je n'aurai pas de peine à m'entourer de femmes et d'hommes capables d'administrer le pays. La compétence des socialistes est devenue telle que le moment de l'histoire se propose de lui-même où les socialistes doivent gérer la France. »

Puis, dénonçant de nouveau la politique giscardienne qui fait tant de ravages, François Mitterrand a rappelé ses propositions en les intégrant dans le cadre d'une politique contractuelle.

« Ce que je dis a valeur de contrat. Ce que nous avons dit pouvoir nationaliser le sera. Ce qui n'est pas sur notre liste ne le sera pas. J'entends inaugurer une politique contractuelle dans la vie politique de ce pays. Tous les éléments que je propose dans notre campagne ont valeur de contrat », insistait-il.

A Lyon: «La relance permettra de vaincre la récession»

Ils étaient venus de l'Indre, de la Savoie, de la Loire, du Rhône ; ils étaient venus en délégation de Grèce, d'Espagne, d'Arménie et d'Allemagne fédérale pour soutenir le candidat socialiste. 14 000 personnes brandissaient leurs banderoles et donnaient vie à l'immense coquille du palais des sports de Lyon.

ROSES tendues, poings levés, la foule se laisse aller avec délice au frisson des grands moments. *« C'est mieux qu'en 1974 »*, clame, anonyme, un vieux militant. Sur la scène à fond bleu, des roses encore, et Georges Moustaki (dédoublé sur écran géant). Le succès est tel que le premier secrétaire fédéral du Rhône, Yvon Deschamps, ouvre son discours par la boutade : *« Je regrette que nous ayons manqué d'ambition en ne prenant que la plus grande salle de Lyon. »*

La salle est chaude quand Jean-Pierre Chevènement lance : *« Avec Giscard, quel cafard ! Avec Mitterrand, quel élan ! »* Quand Pierre Mauroy lance à son tour : *« Jamais cette campagne n'a été aussi simple : ou bien on rempile, ou bien on change et on élit Mitterrand »*, c'est le délire...

Le candidat socialiste, très détendu, monte à la tribune et donne, d'emblée, la trame de son discours : *« Une autre politique, oui, mais laquelle ? Celle qui oppose à la récession la relance ; au chômage le travail et le partage du travail ; aux inégalités la justice sociale ; à sept ans d'échec l'alternance. »*

L'emploi, c'est la relance de l'économie. Le candidat socialiste oppose le Plan aux décisions des quelques technocrates qui veulent tout diriger : *« Oui, ce plan qui fait fuir nos adversaires ; le Plan, haute et vaste conception du socialisme de la liberté, que de Gaulle lui-même appelait « ardente obligation ». De Gaulle était-il donc un marxiste-léniniste ? Il nous l'avait caché. »*

François Mitterrand note au passage que, parmi ceux qui se réclament du général, il fallait trouver *« un poignard pour l'abattre, en 1969. On a trouvé un vingt-cinquième couteau : Valéry Giscard d'Estaing »*.

Sous un tonnerre d'applaudissements, le leader socialiste conclut : *« L'heure est venue, alors que nous en sommes capables, de gouverner... J'ai posé des questions au PCF, il faut qu'on me réponde. Il faut que les forces de la gauche dialoguent, étudient la possibilité d'un contrat de gouvernement. Mais cela ne concerne plus le président, mais les partis politiques. Je n'entends pas modifier le contrat qui lie le président à son peuple. »*

LIONEL JOSPIN-JEAN-FRANÇOIS DENIAU A TF1

«Pourquoi feriez-vous demain ce que vous n'avez pas fait hier?»

Le premier grand Face-à-face télévisé de la campagne électorale a mis en présence, jeudi soir 2 avril, Lionel Jospin, premier secrétaire du Parti socialiste, et Jean-François Deniau, un des proches collaborateurs du président sortant. Le premier secrétaire du PS a critiqué la politique de Valéry Giscard d'Estaing et a présenté les propositions socialistes face à un interlocuteur... qui n'avait pas grand-chose à dire.

IL revenait à Jean-François Deniau, après tirage au sort, de poser la première question : *« Avec qui gouvernerez-vous ? »* Lionel Jospin a répondu très clairement : *« Vous confondez tout. Nous sommes dans une élection présidentielle et vous voulez déjà parler de ce que feront les partis. Je trouve que c'est illogique... Ce qui est logique, et Giscard d'Estaing l'a dit, c'est qu'il existera, après l'élection, une majorité présidentielle rassemblée autour de François Mitterrand. Il formera un gouvernement de transition qui prendra des mesures immédiates ; ensuite, dissolvant l'Assemblée nationale, il laissera le soin aux formations politiques de discuter pour parvenir à un accord... »* Il devait revenir, au cours du débat, sur l'alternance : *« Il faut réaliser l'alternance dans ce pays »*, pour assurer la stabilité des institutions, moraliser la vie publique, décentraliser, *« afin que les Français puissent prendre des décisions plus près de leur vie. »*

Sur le plan économique, Lionel Jospin n'a pas nié la réalité de la crise. Mais il faut faire la part des choses, a-t-il observé, entre ce qui est dû à la crise et ce qui est dû à la politique menée par le président sortant. Cette politique a organisé le chômage, la baisse ou la stagnation du pouvoir d'achat, comme



Raymond Barre s'en vantait récemment à la télévision. Elle a conduit à la faillite de secteurs entiers de l'industrie, comme la sidérurgie ou le textile, désorganisant l'économie de nombreuses régions.

« Pourquoi feriez-vous demain ce que vous n'avez pas fait dans les sept ans écoulés ? a demandé le premier secrétaire du PS.

Aujourd'hui, des millions de personnes vivent avec la perspective de ne pas pouvoir trouver de travail dans leur région. »

Que pouvait répondre Jean-François Deniau à un réquisitoire dont les Français sont amenés chaque jour à éprouver la réalité ? *« Nous avons réussi à faire face à la crise,* a-t-il déclaré, *et nous sommes maintenant en mesure de préparer l'avenir. »*

Le plan Giscard pour l'emploi, évoqué dans cette perspective par l'ancien ministre du candidat sortant, a laissé Lionel Jospin tout à fait sceptique.

« Vos experts prévoient 2 500 000 chômeurs en 1985 si les orientations actuelles ne sont pas changées, a-t-il fait valoir. *Or, votre plan pour l'emploi se situe dans ces orientations. Les hommes et les femmes qui sortent de mon IUT ne demandent pas qu'on leur donne des indemnités de chômage. Ils demandent du travail, la dignité, l'indépendance ! »* En admettant même que ce plan crée un million de postes de travail ou de formation, le chômage continuerait de se situer à son niveau d'aujourd'hui.

Pour Lionel Jospin, la lutte pour l'emploi, fondée sur les six mesures proposées par François Mitterrand, passe par une relance de l'économie française, accompagnée d'une relance des investissements et de la production afin de maîtriser l'inflation. Il avait beau jeu de répliquer à Jean-François Deniau, qui faisait valoir son désaccord sur les *« solutions extrêmes » : « Les solutions extrêmes, c'est les 2 500 000 chômeurs que le pays compterait en 1985 si Giscard est réélu. »*

A défaut de vouloir engager une discussion sérieuse sur le bilan du septennat, Jean-François Deniau ne savait que dire : *« Je ne comprends pas bien, ce n'est pas clair, ce n'est pas précis... »*

Comme Lionel Jospin lui faisait observer qu'on demandait toujours à François Mitterrand de chiffrer ses propositions, ce qui devrait amener Giscard à chiffrer les siennes, Jean-François Deniau a lancé que le chiffrage du candidat sortant n'était autre que le budget de la nation — confondant les propositions pour l'avenir d'un « citoyen-candidat » avec la loi de finance officielle votée par le Parlement.

« Nous ne prétendons pas que nous allons tout arranger en quelques semaines, a conclu Lionel Jospin. *Mais nous pensons que la politique menée par François Mitterrand est la seule possible pour faire face à la situation et améliorer les conditions de vie des Français. »*

Ghislaine TOUTAIN

Spécial P.S.

Réunions publiques

• **Lundi 6 avril.** Georges Sarre à Annecy (Haute-Savoie) ; Louis Mermaz à Morestel (Isère) ; Paul Quilès à Auch ; Pierre Mauroy à Coudequerke-Branche (Nord) ; Yvette Roudy dans le Haut-Rhin ; Christiane Mora à Confolens (Charente) ; Pierre Joxe à Is-sur-Tillé, puis à Pontaillet ; Claude Estier à Colmar ; Michel Coffineau à Sezanne ; Anne Trégouët dans le Doubs ; André Laignel dans le Lot ; Alain Bombard à Thonon-les-Bains ; Christian Nucci et Jean Poperen à Roussillon ; Lionel Jospin à Valenciennes ; Antoine Sanguinetti sur le thème « Paix, emploi, liberté » à 20 h 30 à la salle des fêtes, rue Pierre-Brossolette, au Kremlin-Bicêtre. François Mitterrand à la mairie de Freyming-Merlebach (18 h 30), puis à Metz (20 h 30).

• **Mardi 7 avril.** Edwige Avice à Bordeaux ; Louis Mermaz à Liévin (18 heures), puis à Lumbres (Pas-de-Calais) à 21 heures ; Pierre Mauroy à Suresnes ; Jean-Pierre Chevènement à Saint-Etienne ; Christiane Mora à Surgères, à Fourras, puis à Rochefort ; Laurent Fabius à Bourg-en-Bresse ; André Laignel dans l'Isère ; Claude Germon à Epinay-sur-Orge ; Christian Nucci à Gramata dans le Lot ; Lionel Jospin à Poitiers ; François Aubin, député de Nantes et délégué national à la Santé, à Craon.

INTERVIEW

Roger DELPEY et « LA MANIPULATION » de Giscard... et Bokassa

Dans le numéro 30 de Combat socialiste *daté du 7 avril*

ENTRETIEN AVEC MARIE-PAULE BELLE

«J'y crois vraiment!»

La chanteuse Marie-Paule Belle, membre du comité de soutien à François Mitterrand, nous a expliqué les raisons de son engagement.

— Pourquoi associer votre nom à celui de François Mitterrand ?

— Ce qui est nouveau pour moi, c'est d'avoir mon nom dans le comité de soutien. Le fait de voter François Mitterrand n'est pas nouveau, ça fait des années que je vote pour lui, mais personne ne le savait. Maintenant, je pense que c'est le moment crucial où les choses peuvent changer : si je peux aider à convaincre des gens indécis, c'est le moment de le faire. Je constate qu'il y a beaucoup d'irresponsabilité politique à l'heure actuelle. Je n'approuve pas l'action de certaines personnes — je parle en particulier de Coluche — Je trouve que ça fausse le jeu politique, je ne trouve pas ça tellement drôle comme attitude.

— Pourquoi ce candidat plutôt qu'un autre ?

— Je suis contre le pouvoir personnel, ce qui est le cas en ce moment. François Mitterrand est le seul que l'on voit sur les affiches entouré d'une équipe, et pour moi c'est très important parce que j'ai toujours travaillé en équipe et que je crois beaucoup au travail de groupe.

— Qu'attendez-vous d'une société socialiste ?

— Un juste partage des valeurs. Qu'il n'y ait plus de problèmes de classes, de milieux, de catégories. Tout ce que j'ai peut être à tout le monde. Ma maison pourrait être une maison de la culture dans mon village. Mon idéal dans mon métier est de partager. Je voudrais que l'on juge les gens pour ce qu'ils sont, et non pour ce qu'ils représentent ; que le pouvoir de la culture cesse d'appartenir toujours aux mêmes ; qu'il y ait toujours la même dépendance des uns par rapport aux autres ; que l'on vive dans une société plus humaine où l'on puisse communiquer les uns avec les autres. Les gens n'en peuvent plus de cette robotisation ; ce qu'ils veulent, c'est être aimés et aimer les autres.



Marie-Paule Belle : *« Le candidat socialiste est le seul que l'on voit sur les murs entouré d'une équipe. »*

— Quel est votre engagement en tant que chanteuse ?

— C'est un engagement au second degré, c'est différent de Jean Ferrat. Certaines de mes chansons traitent des thèmes que l'on peut considérer comme engagés, mais je ne chante pas pour un public limité, je chante pour tout le monde. Evidemment, si Chirac me demandait de chanter pour lui, je ne le ferais pas, mais je pense que mes chansons peuvent plaire à des gens de droite.

Je n'aime pas les catégories, je suis antisexiste, antiraciste. Je m'engage pour une action à laquelle je crois de tout mon cœur, mais je ne vois pas de quel droit je leur imposerais mes idées. Je leur dis ça pour les aider à voir clair, je leur dis voilà ce que je pense, qu'en pensez-vous ?

— Croyez-vous que François Mitterrand sera élu ?

— Oui, bien sûr ! Je pense qu'il n'a jamais eu autant de chances que maintenant. Il y a beaucoup de gens qui étaient pour Giscard aux dernières élections, et qui ne le sont plus parce qu'ils sont déçus. Ils se rendent compte que ça ne sera pas si terrible d'avoir un gouvernement socialiste. C'est génial ! C'est la même ambiance d'excitation que nous avons connue en 1974. Evidemment, après on était très triste, mais maintenant c'est la même motivation, encore plus forte. C'est un élan du cœur, c'est instinctif, j'y crois vraiment !

Propos recueillis par Colette PARIS

POINTS FORTS

La cohérence du changement



(Photo Pascal Lebrun)

par Michel ROCARD

Membre du Bureau exécutif du Parti socialiste

La présence des militants socialistes dans la campagne pour l'élection présidentielle, la nature de leurs interrogations et de leurs interventions, leur souci d'expliquer et de convaincre plus que d'affirmer, leur refus de se contenter de slogans simplistes me rassurent sur notre capacité de gagner cette bataille, et, plus encore, sur notre aptitude à tenir bon dans ce combat encore plus long et difficile qui sera, par la continuité d'une politique sachant s'inscrire dans la durée d'un septennat, de transformer la France.

Avec les élus et les syndicats

Parmi toutes les sollicitations qui me viennent des sections et des fédérations en cette période, je suis frappé du nombre et de l'importance des rencontres qui sont organisées avec les organisations syndicales ou professionnelles, les associations, les élus locaux, bref, tous ceux qui sont les relais naturels des préoccupations du monde du travail. La qualité de ces échanges, la richesse qu'ils permettent afin de vérifier, sur le terrain, comment s'adaptent nos propositions aux réalités d'une profession ou d'une région montrent que la victoire du candidat socialiste est prise au sérieux par tous et attendue par le plus grand nombre. Certes, il ne s'agit pas d'acquiescer à chaque revendication et de promettre tout à tout le monde. Mais du moins est-il essentiel de mesurer, y compris dans la confrontation, que nos objectifs et notre démarche pourront effectivement, une fois le pouvoir conquis, se traduire dans les faits.

Dans une démocratie retrouvée

Il serait en effet illusoire de penser qu'il suffira de lois ou de décrets pour changer ce qui a besoin de l'être dans un pays anesthésié par plus de vingt ans de pouvoir conservateur. On ne transformera pas le système scolaire sans la participation active des syndicats d'enseignants et des autres personnels, et des associations de parents d'élèves. On ne transformera pas le monde agricole sans la participation active des organisations professionnelles qui représentent les paysans. On ne décentralisera pas le pouvoir sans le concours actif des élus locaux et régionaux. On ne fera pas entrer la démocratie dans l'entreprise si tous les syndicats ne prennent pas en charge cette volonté.

Sans doute y aura-t-il des freins ou des résistances à vaincre et à surmonter pour que cette volonté de changement s'affirme. C'est là que je crois indispensable le rôle et l'intervention des partis politiques et d'abord, bien sûr, du Parti socialiste. Car qui, mieux que les militants, se trouvera au point de rencontre de cette volonté politique et des préoccupations qui sont celles du mouvement social ?

A un moment où il est de bon ton de dénigrer les partis politiques, de se situer « en dehors » d'eux, j'estime qu'il est indispensable de rappeler que rien ne se fera sans eux. Dans une démocratie retrouvée, il ne s'agit pas seulement qu'ils « concourent à l'expression du suffrage », comme dit la Constitution, mais qu'ils assurent la cohérence du changement politique et social. Les militants socialistes y auront une part d'autant plus grande qu'ils seront, dès à présent, les intermédiaires de ce dialogue dont je parlais plus haut.

On ne transforme pas seul un pays comme la France. La victoire de François Mitterrand ouvrira les portes d'une grande dynamique populaire. Sachons y être prêts.

APRES L'HUMANITE EN MARCHE
MARTINSART PRESENTE



LES GRANDS REVOLUTIONNAIRES

Biographies, analyses politiques, importants extraits de l'œuvre des géants qui ont contribué à forger les événements, qui ont guidé l'humanité vers plus de justice, de liberté, de bonheur.
• Les Géants de 89 : Danton, Marat, Robespierre...
• Les Socialistes scientifiques : Marx, Engels, Gramsci.
• Les utopistes, les anarchistes : Fourier, Proudhon, Bakounine... • Femmes et Révolution : Flora Tristan, Louise Michel, Rosa Luxemburg... • Les communistes au pouvoir : Lénine, Trotsky, Tito...
• L'Orient : Gandhi, Ho Chi Minh, Mao Tsé Toung... • L'Amérique Latine : Castro, Che Guevara Salvador Allende... • Les Défenseurs des droits de l'homme : Lincoln, Schoelcher, Luther King... • La justice dans la liberté : Jean Jaurès, Léon Blum, Senghor, Dubcek... et bien d'autres.
Relevons parmi les auteurs : J.P. Biondi, Michel Charzat, J.-Claude Colliard, Régis Debray, Gérard Delteu, Marc Ferro, F. Fonvieille-Alquier, Pierre Guidoni, Lionel Jospin, Pierre Joxe, Jean Lacouture, Jiri Pelikan, Jean Rous, etc.
Huit volumes magnifiquement illustrés, qui présentent l'histoire et l'actualité d'une manière vivante, engagée, porteuse d'espérance.



Je souhaite recevoir gratuitement et sans aucun engagement une information complète sur "Les Grands Révolutionnaires".
Nom Prénom
Profession (facultatif)
Adresse complète
Date
A retourner aux Editions MARTINSART
58, rue des Capucins 41200 ROMORANTIN

BREF

La dynamique unitaire

LES militants socialistes, communistes, et les syndicalistes du mouvement Union dans les luttes considèrent qu'il y a « *un net infléchissement dans le sens unitaire* » de François Mitterrand et de Georges Marchais. Guy Bois (PC) et Stelio Farandjis (PS) ont présenté jeudi, au cours d'une conférence de presse, les résultats de leur réunion nationale tenue à huis clos. Ils ont lancé un nouvel appel aux travailleurs pour relancer cette « dynamique unitaire ». Ils considèrent que, pour « *instaurer un climat nouveau au sein de la gauche* », trois règles s'imposent : se placer dans la perspective d'un gouvernement d'union socialiste-communiste, conclure un accord sur les revendications sociales essentielles, arrêter la polémique.

Union dans les luttes réclame, d'autre part, un 1er-Mai unitaire. Les animateurs du mouvement ont invité les travailleurs à reporter au second tour tous les suffrages sur le candidat de la gauche restant en lice.

Chirac fait le bilan

Jacques Chirac a dressé, jeudi, le bilan de sa campagne. Après avoir rappelé qu'il était « *le seul candidat à proposer le renouveau dans la sécurité* », le maire de Paris a présenté le calendrier de son action : « *Si je suis élu, le gouvernement constitué à la fin du mois de juin préparera les décisions prévoyant les allégements fiscaux, la mise en œuvre du programme de prêts bonifiés, les économies à réaliser dans le budget de l'Etat, et les mesures en faveur des personnes âgées et des familles...*

» *Je ferai part au premier Conseil européen, qui se tiendra après mon élection, de nos intentions concernant la réforme de l'organisation européenne... Devant le Fonds monétaire international, le ministre des Finances fera part de nos propositions de réforme du système monétaire et du rôle de l'or. Un projet de loi sera présenté portant réforme de l'article II pour permettre un usage plus large du référendum. La réforme régionale sera soumise au Parlement, ainsi qu'une loi d'amnistie et d'indemnisation des rapatriés.* » Et lorsqu'on lui demande avec quelle majorité il pense mener à bien son action, il répond : « *Je ne ferai aucune exclusive.* » Il paraît malgré tout convaincu que la majorité d'hier le soutiendra demain. La droite aura changé de chef, c'est tout.

C. P.

Rendre aux HLM leur rôle d'outil privilégié des collectivités locales

Un entretien avec Hubert Dudebout, député socialiste de l'Isère, maire de Grenoble

Le chômage a, jusqu'à présent, éclipsé beaucoup d'autres problèmes dans la campagne présidentielle, entre autres ceux du logement. *Combat socialiste* a publié dans son édition du 30 mars le rapport secret de l'Union nationale des organismes HLM, qui révélait l'échec de la politique du logement social. Le Parti socialiste présentera le 15 avril ses propositions dans ce domaine.

— Que pensez-vous de la politique du logement du gouvernement ?

H. D. — Giscard a cultivé les fausses réformes, dont on constate l'échec. La réforme foncière, signée Robert Galley, créant le plafond légal de densité (PLD) devait maîtriser le coût de l'immobilier dans les centre des villes car, disait-il, la spéculation s'est emparée des terrains périphériques.

Résultat : jamais le prix de l'immobilier n'a tant augmenté partout. La charge foncière est devenue prohibitive.

— Et la réforme du logement de janvier 1977 ?

H. D. — Elle devait régler les problèmes des catégories les plus modestes et banaliser les logements sociaux, les rendant moins ségrégatifs. Nous avions prévu qu'une telle réforme toucherait en fait les ménages aux revenus « moyens-bas », qui paieraient la solidarité au profit des plus pauvres, mais que tous les autres, aux revenus les plus élevés, ne participeraient pas à cet effort de solidarité.

C'est ce qui s'est passé. Et les organismes HLM ainsi que les collectivités locales se refusent à appliquer les mécanismes du conventionnement, pour ne pas faire fuir les familles modestes qui vivent dans des logements sociaux.

En attendant, nous publions une interview d'un responsable socialiste connaissant particulièrement bien les problèmes de terrain, auteur de remarquables opérations de réhabilitation dont ses administrés ne peuvent que se féliciter : Hubert Dubedout, député de l'Isère, maire de Grenoble.



— Giscard a encouragé la maison individuelle...

H. D. — Avec les charges foncières, dues à l'inefficacité de la loi, et le coût de l'accession à la propriété, seules les couches aux revenus « moyens-supérieurs » peuvent réaliser ce rêve.

Les familles à revenus modestes sont obligées d'accepter des terrains plus éloignés et non dotés d'équipements collectifs, ou alors des logements fabriqués en série, dont les chalandonnettes sont un triste exemple.

— Quelles sont alors les grandes lignes des propositions du PS ?

H. D. — D'abord, assurer la maîtrise du sol par l'établissement d'un impôt foncier sur la valeur vénale déclarée et opposable au tiers, en cas d'achat par la collectivité locale.

Ensuite nous renouvelons nos propositions de 1976 de réduire les exonérations fiscales, qui permettent actuellement aux plus riches de réaliser des placements immobiliers en spéculant sur les logements anciens. Si nous parvenons à réduire ces exonérations, les recettes ainsi dégagées seraient transférées sur le logement social, que le gouvernement a aujourd'hui pratiquement privatisé.

Enfin, nous voulons rendre aux organismes HLM leur rôle d'outil privilégié des collectivités locales et de « généralistes de l'habitat ».

Propos recueillis par Guy de FARAMOND

La mer retrouvée

La politique socialiste de la façade maritime

Périodiquement la mer revient à l'ordre du jour. Mais, curieusement, à chaque fois qu'elle est en péril ou que ceux qui en vivent connaissent divers problèmes. Pour que la façade maritime française retrouve le rôle essentiel qu'elle peut et doit jouer, le Parti socialiste vient de publier un ouvrage, *la Mer retrouvée* (1), qui définit une nouvelle politique de la mer.

LA marée noire causée par le naufrage, le 7 mars 1980 au large de Roscoff, du pétrolier malgache *Tanio* coûtera finalement près de 500 millions de francs. Auparavant, il y a eu les factures, plus ou moins réglées, du *Torrey Canyon* en 1967, du *Bohlen* en 1976, ou encore de l'*Amoco Cadiz* en 1978. Ainsi, avec le « flot » des marées noires, l'attention des Français se tourne-t-elle vers la mer. Qu'un conflit des marins-pêcheurs éclate comme lors de l'été dernier, et c'est l'avenir économique de l'océan qui est débattu. Que l'accès à certaines plages soit interdit, et c'est la politique du littoral qui est discutée.

Aussi, pour que l'intérêt de la façade maritime de la France ne se limite pas à des débats épisodiques, le Parti socialiste a présenté, jeudi 2 avril, sa politique de la mer, dont les propositions ont été regroupées dans un ouvrage intitulé *la Mer retrouvée*.

En présentant les grandes lignes du programme socialiste de la mer, Michel Pezet, secrétaire national à l'urbanisme et à l'environnement, a dénoncé les « *conditions misérables des travailleurs sur les bateaux battant pavillon de complaisance ; le déclin du pavillon national ; la mainmise des multinationales, plus soucieuses de leurs profits à court terme que de l'avenir de la mer ; les difficultés des marins-pêcheurs ; les plages souillées ; le littoral privatisé...* » Le bilan est lourd. L'attentisme et l'incohérence du pouvoir doivent être dénoncés. « *Une autre politique s'impose* », a déclaré Michel Pezet.

Concernant la pêche, le Parti socialiste propose une série de mesures sociales destinées à « *améliorer la vie des marins* », et définit les bases d'une grande industrie de la pêche française.

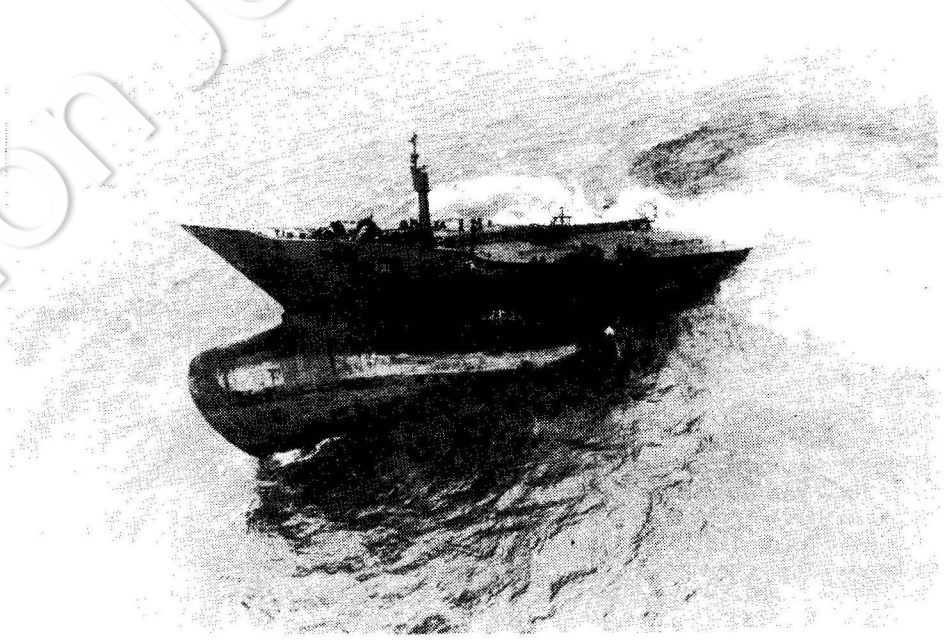
La réorganisation du marché, l'assainissement des circuits de distribution, la rénovation du fonds d'intervention et d'organisation des marchés devraient ainsi contribuer à rééquilibrer une balance commerciale en déficit de 3,1 milliards de francs en 1979. Car la France, parmi les premières nations en territoire maritime, importe du poisson...

D'autres mesures sont prévues pour redresser la flotte marchande et l'industrie navale. Sur le droit de la mer, la France « *devra se doter d'un service public de surveillance et d'intervention rapide* » en cas de catastrophe. Devrait également être lancé un plan général d'assainissement du littoral, comportant notamment un bilan écologique, les opérations concrètes étant menées ensuite au niveau de chaque région.

La lutte contre la privatisation des rivages ainsi qu'une politique sociale du tourisme devront enfin rendre à ce milieu naturel sa véritable figure.

Jean-Paul GEAI

(1) La Mer retrouvée, pour une politique socialiste de la mer. *Club socialiste du livre, 10, rue de Solférino, 75333 Paris Cedex 07.*



Un environnement fragile et menacé. (Photo Gamma)

• **Grève administrative des pompiers de Lorient.** Les cent vingt sapeurs-pompiers professionnels et volontaires de Lorient (Morbihan) ont débuté, mercredi 1er avril, une grève administrative illimitée pour marquer leur opposition à la réintégration d'un chef de bataillon au poste de commandant.

• **La Fédération unifiée des industries chimiques CFDT** dénonce dans un communiqué la vente par BSN-Gervais-Danone de ses filiales belge (Glaverbel) et hollandaise (Maas)

Réunion des cinq Grands à Londres

LES ministres des Finances des cinq principaux pays industrialisés (Etats-Unis, Allemagne fédérale, Japon, France et Grande-Bretagne) se réuniront à Londres, à la fin de la semaine prochaine, avec les gouverneurs de leurs banques centrales.

Quatre questions principales devraient dominer les entretiens : 1° Le niveau des taux d'intérêt et leurs incidences sur les monnaies ; 2° Les perspectives économiques mondiales et les suites de la récession ; 3° La préparation de la réunion du comité intérimaire du Fonds monétaire international prévue prochainement au Gabon ; 4° La stratégie économique de la nouvelle administration américaine.

Les Dalton sévissent toujours

990 emplois supprimés chez Boussac-Saint-Frères

APRÈS 1 834 suppressions d'emplois en septembre dernier, les frères Willot continuent à tailler dans le vif. La direction du groupe Boussac-Saint-Frères a annoncé, jeudi 2 avril à Lille, 990 nouvelles suppressions d'emplois (917 mises à la en préretraite et 73 licenciements).

Près de soixante entreprises ou services, situés pour la plupart dans le nord, le centre et l'est du pays, sont touchées. L'atelier de tissage de Dingsheim (Bas-Rhin) du département Jacquel sera fermé, alors que les autres établissements du groupe seront affectés par de sérieuses mesures de « dégraissage » : 134 emplois supprimés aux établissements Rousseau, à Paris, dans l'Indre et le Pas-de-Calais ; 130 à la société des Tissus Boussac à Paris et dans les Vosges ; 72 chez Saint-Frères-Emballages dans la Somme ; 47 à l'usine Moyenmoutier (Vosges) et 46 aux établissements Tissus Risler en Haute-Saône et dans le Bas-Rhin.

Ces départs en retraite anticipée et ces licenciements interviendraient en août prochain. En moins de deux ans, ce sont donc près de 6 000 emplois que les « Dalton » du textile auront supprimés. Eux qui avaient promis, en 1978, lors du rachat de l'ex-empire Boussac, de garantir l'emploi... Mais, à l'instar de leur protecteur et ami qui trône à l'Elysée, les frères Willot ne sont plus à une promesse près. Et les syndicats s'attendent à de nouveaux licenciements après le 10 mai...

J.-P. G.

Manufrance : négociations entre les coopérateurs et les syndics

Les négociations entre les représentants de la coopérative créée par la CGT et les syndics de l'ancienne société Manufrance ont débuté jeudi 2 avril au tribunal de commerce de Saint-Etienne.

Au cours de ces discussions, les ouvriers de la Société coopérative ouvrière de production et de distribution (SCOPD) ont présenté les premiers produits finis (vélos, fusils, machines à coudre) réalisés depuis octobre dernier. « *Notre demande de location-gérance, et la crédibilité de notre solution industrielle et commerciale ont été retenues lors des négociations* », a affirmé Pierre Giraud, président du directoire de la SCOPD.

• **Licenciements à la Belle Jardinière de Calais.** La direction de la Belle Jardinière de Calais a annoncé, jeudi 2 avril, son intention de procéder au licenciement de 44 des 174 salariés qu'elle emploie, à la suite de la signature du protocole d'accord devant conduire au rachat de l'entreprise par trois sociétés spécialisées dans la confection d'uniformes.

CHARENTE ELEC

A VOTRE SERVICE

— ELECTRICITE GENERALE

— CHAUFFAGE ELECTRIQUE

— ISOLATION

— REGULATION

16 ter, rue Broquisse

16000 Angoulème

Tél. : 95.39.53

La CFDT interpelle les candidats

La CFDT s'adresse aux candidats à l'élection présidentielle. Michel Rolant, membre de la commission exécutive, a présenté à la presse, jeudi 2 avril, le texte des propositions de sa centrale pour le plein emploi : aux candidats de la gauche de se prononcer aujourd'hui positivement sur son programme.

A VINGT-DEUX jours de l'élection présidentielle, la CFDT interpelle les candidats. Ceux des partis de gauche, de préférence. « *Nos propositions pour le plein emploi,* a souligné Michel Rolant, *ont été élaborées avant la campagne ; elles sont valables avant comme après. Elles s'adressent à tous les candidats. Sauf qu'elles ont été rejetées par la droite.* » La CFDT, qui a fait parvenir aux candidats le texte de ses propositions, attend que ceux « *de la gauche se prononcent positivement* » sur son programme.

A une question posée sur l'intérêt que la CFDT portait au programme de François Mitterrand, Michel Rolant a pris soin de préciser : « *Mitterrand n'a pas fini de présenter ses propositions définitives. Nous souhaitons qu'il s'inspire des nôtres.* »

La réduction progressive mais substantielle de la durée du travail, la lutte contre la précarité de l'emploi, l'amélioration des conditions de travail et des services rendus aux usagers, un véritable système de formation professionnelle des jeunes. Tels sont les grands axes d'une politique propre à créer, d'ici à 1985, plus de 2 millions d'emplois *(voir encadré)*. Rien de très nouveau dans les grands objectifs que se fixe la centrale de la rue Cadet, tels qu'ils ressortent du dernier texte adopté par le bureau national.

Plus original, en revanche, est la longueur relative du développement consacré aux moyens à mettre en œuvre. Il faut une « autre » politique économique, qui ne soit pas de simples mesures d'accompagnement, telles que les propose le candidat Valéry Giscard d'Estaing.

Suit alors la description d'une politique qui ressemble à un air connu. Citons le soutien de la demande, une progression différenciée du pouvoir d'achat, la reconquête du marché intérieur... Ou encore, la substitution du capital au travail par une nouvelle répartition des charges sociales, assise en partie sur la valeur ajoutée...

La recette pour créer deux millions d'emplois

Plus de 2 millions d'emplois, c'est l'objectif qu'il convient d'atteindre d'ici à 1985, selon la CFDT, en matière de création d'emplois.

Si certains résultent d'une politique strictement volontariste, comme les créations dans le secteur public, d'autres sont la résultante d'options économiques, comme un taux de croissance de l'ordre de 3,4 %.

La centrale de la rue Cadet décompose comme suit les emplois souhaités :

• 500 000 emplois libérés par la réduction à près de trente-cinq heures de la durée du travail ;

• 600 000 emplois résultant d'une croissance plus rapide et plus autonome (c'est-à-dire moins vorace en énergie), dont le taux souhaité est de 3,4 % ;

• 200 000 à 250 000 emplois créés dans l'administration et les services publics ;

• 170 000 emplois s'inscrivant dans un programme d'urgence dans le secteur du logement ;

• 290 000 emplois résultant d'une croissance différente, qui substitue moins de capital au travail ;

• 100 000 emplois fruit de la relance par l'Etat des investissements dans le domaine des équipements collectifs et dans les grandes entreprises nationales ;

• 150 000 emplois dans le cadre du programme d'économies d'énergie et de développement des ressources nationales.

Par ailleurs, l'extension de la retraite à soixante ans, et l'accès à la garantie de ressources des chômeurs âgés et de longue durée devraient dégager 100 000 emplois supplémentaires.

Béziers en état de choc

260 emplois menacés

Avant son meeting de Perpignan, le samedi 11 avril à 21 heures, François Mitterrand fera une halte à Béziers. Le temps de rencontrer des chômeurs, de leur expliquer le sens de ses propositions. Il ne devrait pas manquer à cette occasion de « pain sur la planche » : Béziers compte en effet, depuis mardi 2 avril, 260 chômeurs de plus.

EN l'espace de quarante-huit heures, c'est une véritable douche froide qui s'est abattue sur la cité biterroise. Coup sur coup, on apprenait la mise en liquidation judiciaire de la Société générale des travaux du Biterrois (SGTB), la plus grosse entreprise de travaux publics de la ville, et la décision du groupe Carnaud de fermer sa filiale locale, une chaîne de fabrication de fonds de boîtes de conserve.

Au total, plus de 260 emplois menacés, dans une ville qui compte déjà 8 000 chômeurs.

En ville, c'est la stupéfaction. On savait bien que la SGTB connaissait de sérieuses difficultés — ce n'était d'ailleurs pas la première fois —, mais rien ne laissait prévoir un dénouement aussi rapide. Le carnet de commandes était bien garni, la municipalité, son principal client, ne cessant de lui fournir du travail. Les difficultés rencontrées par cette entreprise sont en fait d'un autre ordre. Comme beaucoup de PME, la SGTB n'a pu résister à la politique d'encadrement du crédit de Raymond Barre, ni surmonter ses difficultés de trésorerie.

Quant aux travailleurs de Carnaud, ils font les frais du redéploiement du groupe Wendel dont ils dépendent. Ce groupe a décidé en effet d'investir en priorité au Moyen-Orient. Mais, alors, quel avenir pour les travailleurs de ces deux entreprises ?

La direction de Carnaud s'est bien engagée à demander au gouvernement une dérogation pour obtenir des départs en préretraite à cinquante-cinq ans. Elle a bien proposé à ses employés de les reclasser dans ses usines de Carpentras, Nîmes, Lyon ou Périgueux. Mais que deviendront ceux qui voudront « vivre et travailler au pays » ?

Quant à la SGTB, si on annonce d'ores et déjà qu'une entreprise régionale s'apprête à la racheter, on se garde bien de préciser que, dans cette hypothèse, il n'est question de sauver qu'une quarantaine d'emplois sur les 170 concernés.

Aussi, pour empêcher de tels licenciements, l'ensemble de la gauche biterroise se mobilise. Responsables politiques et syndicaux travaillent à mettre sur pied la riposte la plus efficace. De son côté, le Parti socialiste a distribué un tract le jour même de l'annonce de ces fermetures. Les élus se sont engagés, auprès des travailleurs, à les appuyer dans toute initiative.

Mais la bataille sera rude. Dans toutes les mémoires ressurgit le souvenir des 1 500 licenciements qui ont suivi la faillite de l'entreprise du bâtiment Astre en 1976. Si par malheur rien ne changeait au lendemain du 10 mai, l'avenir de Béziers risquerait fort de se conjuguer au passé.

Robert MENARD

LUTTES

• **Le personnel de service d'urgence** et de réanimation de l'hôpital neurologique de Lyon a décidé, mercredi 1er avril, de poursuivre la grève qu'il avait entrepris le 30 mars dernier, à l'appel de la CFDT, pour « *obtenir une augmentation des effectifs* ».

• **Annulation de 46 licenciements** de la Thomson-CSF de Colombes. Selon la section syndicale CGT de la société Thomson-CSF de Colombes, le tribunal administratif de Paris vient d'annuler les 46 licenciements, refusés par l'inspection du Travail mais acceptés par le ministère du Travail. Ces licenciements étaient intervenus au terme d'une restructuration décidée en 1977.

Le général Prem a repris le pouvoir

Thaïlande : échec du coup d'Etat

Le coup d'Etat a finalement échoué en Thaïlande. Tous les bâtiments administratifs ont été repris vendredi matin par les forces du général Prem. Le roi Bhumipol a joué un rôle décisif dans la victoire des légalistes.

TOUTE proportion gardée, il s'est passé, en Thaïlande, le même phénomène qu'en Espagne. Ici comme là, le roi a condamné sans équivoque le putsch, contribuant ainsi à provoquer son échec. Le roi Bhumipol a, en tout cas, pris un risque considérable. Si les putschistes l'avaient emporté, une des dernières monarchies asiatiques aurait sans doute disparu. Le risque s'est révélé bien calculé.

Il n'y a pas eu d'effusion de sang. Les putschistes, conscients de leur faiblesse numérique, n'ont pas opposé de résistance armée à l'entrée des forces légalistes dans la capitale. C'est sur la deuxième armée que le général Prem s'était appuyé pour organiser l'action contre le comité révolutionnaire de Bangkok.

Dans un appel radiodiffusé, le général Prem avait demandé aux troupes rebelles de déposer les armes. Il avait également menacé de sévères sanctions les radios de Bangkok qui ne transmettraient pas ses messages, en soulignant que les personnes coupables de rébellion auraient à subir la violence de la loi martiale ou à passer en jugement devant une cour militaire.

La menace s'était révélée dissuasive : les radios contrôlées par les rebelles avaient repris des enregistrements favorables au premier ministre.

Il semble que les auteurs du coup d'Etat se sont enfuis en Birmanie. Ce serait notamment le cas du général Sant, chef des rebelles. Celui-ci aurait quitté Bangkok quelques heures avant l'entrée des troupes loyalistes dans la capitale.

Celles-ci ont fermé vendredi à l'aube l'aéroport international de Bangkok. Un avion d'Alitalia, qui avait atterri peu avant la fermeture, n'a pu décoller. Le long courrier d'Air France arrivant de Paris a sauté l'escale de Bangkok pour continuer directement sur Manille.

Vendredi en fin de matinée, les sacs de sable et les nids de mitrailleuses étaient retirés des trottoirs devant le siège du comité révolutionnaire, les soldats avaient quitté les rues du quartier, les embouteillages de Bangkok avaient repris leurs droits. La population, en fait, est restée totalement indifférente au coup d'Etat. Elle ne s'est pas sentie concernée par cette bataille de deux clans militaires.

Ces événements marqueront cependant une date dans l'histoire de la Thaïlande, en raison de l'engagement personnel du roi dans ce conflit. Engagement en faveur du légalisme et de la démocratie.

Les problèmes du pays n'en demeurent pas moins : crise économique et guérilla communiste au sud du pays.

Espagne

Inquiétudes pour la démocratie

PRÈS de six semaines après le putsch manqué du 23 février, des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent en Espagne, pour dénoncer un « *effritement progressif de la démocratie* ».

Le vote de mercredi par les Cortès de la « *Loi de défense de la Constitution* », dirigée en principe contre les « terroristes » et les putschistes en puissance, a soulevé de vives inquiétudes chez la majorité des journalistes. Des écrivains (Gabriel Celaya, Jorge Semprun, Eva Forest) et des cinéastes (Carlos Saura et Juan Antonio Bardem) protestent de leur côté dans un communiqué contre les menaces pesant sur la liberté d'expression.

Enfin, dans une lettre pastorale publiée mercredi, les évêques de Bilbao, Saint-Sébastien et Victoria considèrent que la démocratie est dans un « *équilibre précaire* ».

Eyskens chargé de former le gouvernement belge

Ancien ministre des Finances, Mark Eyskens est de la même famille politique (social chrétien flamand) que son prédécesseur.

Mais c'est un homme beaucoup plus conservateur et très rigoureux.

MARK EYSKENS, quarante-huit ans, a été chargé jeudi soir par le roi Baudoin, de former un nouveau gouvernement, après l'acceptation de la démissiondu premier ministre belge, Wilfrid Martens.

Cette nouvelle, annoncée jeudi soir par un communiqué du palais royal, vient mettre un terme à l'incertitude politique qui règne en Belgique depuis mardi, lorsque Martens avait présenté sa démission au roi. Depuis lors, le souverain avait procédé à la consultation des principaux responsables politiques jusqu'à jeudi midi.

Le premier ministre sortant avait tenté au cours du week-end dernier de rallier tous les membres de son gouvernement de coalition (socio-chrétiens et socialistes), à ses propositions pour redresser la situation économique en Belgique et soutenir le franc belge. Ses propositions, parmi lesquelles la modification de l'indexation des revenus et la réduction des salaires dans les entreprises en difficulté, s'étaient heurtées au refus des ministres socialistes, conduisant Martens, après deux réunions extraordinaires, à présenter sa démission.

Eyskens était ministre des Finances dans le quatrième gouvernement de Martens. De la même famille politique que Martens (social chrétien flamand), mais plus conservateur, son nom avait été cité ces derniers jours, comme un des successeurs possibles du premier ministre démissionnaire. Sa carrière au gouvernement a commencé en 1976, lorsque Léo Tindemans était premier ministre, et ne s'est pas interrompue depuis, puisque Eyskens a participé aux quatre gouvernements formés par Martens depuis 1979.

Eyskens est confronté à une situation politique et économique très confuse. La Belgique souffre actuellement d'un endettement extérieur et d'un déficit public très important qui exigent des mesures d'assainissement économique drastiques.

Eyskens, qui devait entamer ses consultations dès vendredi pour réunir son gouvernement, devrait trouver auprès des partis politiques belges un appui suffisant pour faire passer ses mesures (AFP).

Liban : 69 morts et 336 blessés jeudi

LA situation se détériore à nouveau rapidement au Liban. De violents affrontements ont eu lieu, jeudi, à Beyrouth et dans le centre du pays. Le bilan des victimes pour la journée s'élèverait à 69 morts et 336 blessés.

D'autre part, dans la nuit de jeudi à vendredi, l'armée israélienne a effectué par mer un raid à 15 kilomètres au Nord de Saida, sur la côte libanaise. Deux Palestiniens auraient été tués et leur véhicule incendié.

Les Forces libanaises (consrvatrices) et les Forces combinées (palestiniennes et progressistes du Liban) se sont accusées mutuellement de la responsabilité de la dégradation de la situation.

De son côté, le commandement des Forces combinées, réuni sous la présidence de Yasser Arafat, estime que les Forces libanaises attisent la situation au Liban pour liquider la cause paletinienne.

Dans une déclaration publiée jeudi soir, le département d'Etat américain estime « injustifiable » les bombardements syriens sur la ville libanaise de Zahle et appelle à un arrêt immédiat des combats.

Haig inquiet pour la Pologne

LE secrétaire d'Etat américain, Alexander Haig, qui recevait à Washington, le vice premier ministre polonais Mieczyslaw Jagielski lui a fait part des « vives inquiétudes » des Etats-Unis devant la situation en Pologne et la poursuite des manœuvres du pacte de Varsovie dans ce pays.

Le département d'Etat parle d'activités militaires « *d'une ampleur inhabituelle* », tout en précisant qu'il n'y a pas d'indication de mouvement de forces soviétiques en Pologne ou en direction de ce pays.

A Bydgoszcz, le MKZ (comité syndical interentreprise) de Solidarité devait se réunir vendredi pour décider de maintenir ou non l'état de préparation à la grève dans la région. Le président du MKZ de Bydgoszcz, Jan Rulewski, qui avait été victime de brutalités policières, a été jeudi, pris à partie par l'agence soviétique Tass

Le premier numéro de l'hebdomadaire de Solidarité devait être mis en vente aujourd'hui dans les kiosques.

EN 24 HEURES

AFRIQUE

Appel à l'aide pour les réfugiés

« *Cinq cent millions de dollars seront nécessaires pour faire face au problème des réfugiés africains au cours des prochains dix-huit mois* », a déclaré jeudi à Genève Dale de Haan, haut commissaire adjoint des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Le problème des réfugiés a pris une nouvelle acuité avec notamment la situation créée par les événements du Tchad.

ÉTATS-UNIS

Manœuvres au Liberia

Des soldats américains et les forces armées du Liberia participeront, en avril, au Liberia aux premières manœuvres militaires conjointes depuis la Seconde Guerre mondiale, apprend-on de source américaine et libérienne jeudi à Monrovia. D'autre part, le destroyer américain *Uss Thorn* fera escale au Liberia du 12 au 15 avril.

GRANDE-BRETAGNE

Benn vise la tête du Labour

Une semaine exactement après la création du Parti social-démocrate britannique par quatre anciens ministres travaillistes, le Labour connaît un nouveau soubresaut avec l'annonce de la candidature de Tony Benn, chef de file de la gauche du Parti, au poste de leader-adjoint.

DANEMARK

Attentat contre un diplomate turc

Un diplomate de l'ambassade de Turquie au Danemark a été grièvement blessé à coups de feu, vendredi peu après minuit, dans son appartement de Copenhague, a annoncé la police criominelle danoise. L'attentat a été revendiqué par un groupe s'intitulant Armée secrète de libération de l'Arménie.

URSS-USA

Pas de visa pour le débat

Le gouvernement américain a refusé de prolonger le visa de Georgi Arbatov, éminent expert soviétique des Affaires américaines, l'empêchant ainsi de participer à un débat télévisé sur les rapports américano-soviétiques. La décision des autorités américaines, a expliqué un responsable du département d'Etat, a été influencée par le fait que l'URSS refuse aux Américains l'accès à la télévision ou aux médias soviétiques.

YOUGOSLAVIE

Emeutes au Kossovo

Des manifestations ont tourné à l'émeute et fait des blessés, jeudi, à Pristina, capitale du Kossovo, région autonome yougoslave dont la population est majoritairement de souche albanaise. Cette région connaît des incidents depuis quelques semaines. Dans un communiqué publié jeudi, le gouvernement yougoslave a déclaré que ces manifestations faisaient partie d'« *activités organisées par des ennemis de l'intérieur et de l'extérieur, à partir de positions nationalistes et irrédentistes albanaises* ».

Six pays à la recherche d'une nouvelle forme de sécurité

Le golfe Persique écartelé entre Washington et Moscou

Devant la perspective d'un nouveau Yalta au Moyen-Orient, six pays du golfe Persique ont décidé de créer un bloc « neutraliste » sous le parrainage de l'Arabie Saoudite. Reste à savoir si les Etats-Unis ne seront pas tentés de les manipuler.

TIRAILLÉS par la lutte américano-soviétique pour l'hégémonie, les pays du Golfe et de la presqu'île arabique, ainsi que ceux bénéficiant de positions stratégiques dans la corne de l'Afrique, cherchent désespérément une nouvelle forme de sécurité.

Trois événements déterminants ont bouleversé cette région stratégique, qui fournit ou commande les approvisionnements en pétrole de l'Europe occidentale. Il s'agit, par ordre chronologique, de la révolution iranienne, de l'intervention des troupes soviétiques en Afghanistan et de la guerre irako-iranienne.

Avec la chute du chah, les Etats-Unis ont perdu un appui de taille : l'Iran impérial, limitrophe de l'Union soviétique, qui disposait d'une armée en passe de devenir la cinquième du monde. Avec le coup de Kaboul, c'est l'armée rouge qui se trouve désormais à moins de 600 kilomètres du détroit d'Ormuz où passent sans interruption les pétroliers ravitaillant l'Occident.

Les deux Grands dans l'embarras

Enfin, la guerre irako-iranienne risque à la fois d'embraser tout le Golfe et de plonger les deux superpuissances dans l'embarras, aucune d'elle ne pouvant se permettre le luxe d'un franc soutien à l'une des parties en conflit.

Profitant de la volte-face somalienne et libérés de leurs complexes par l'intervention soviétique en Afghanistan, les Etats-Unis se sont assurés de nouvelles facilités navales en Somalie, dans l'ancienne base soviétique de Berbera, et dans divers autres pays : au Kenya, à Mombasa, et dans l'île de Massira au sultanat d'Oman, à 700 kilomètres à vol d'oiseau du détroit d'Ormuz, débouché du Golfe sur l'océan Indien.

Côté soviétique, outre sa position stratégique en Afghanistan, l'URSS peut compter sur le concours de deux pays qui tiennent en tenaille le détroit de Bab-el-Mandeb, sur la mer Rouge : le Sud-Yémen et l'Ethiopie, liés à elle par des traités d'amitié et de coopération.

Le bloc des six

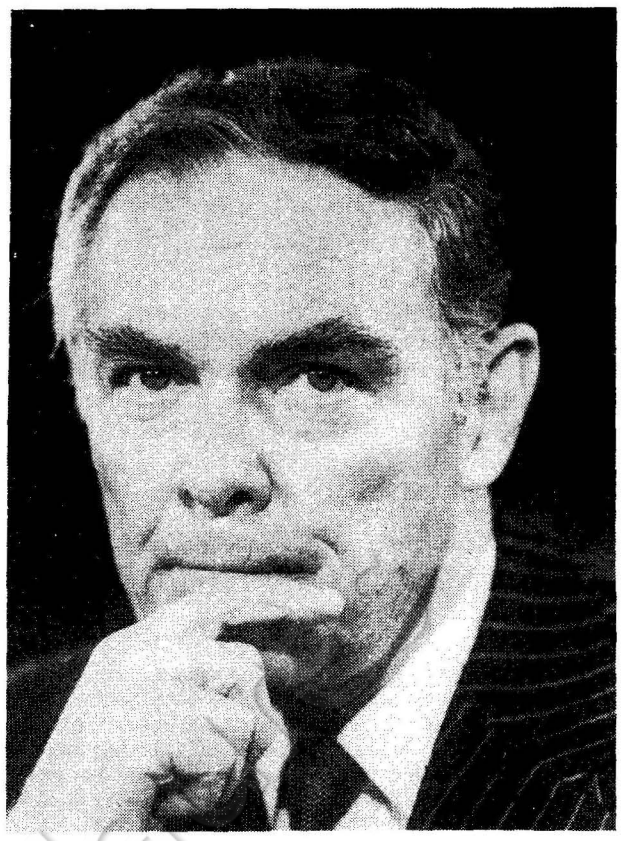
Devant cette inquiétante évolution, un nouveau bloc « neutraliste », composé de six pays et parrainé par l'Arabie Saoudite, premier exportateur de pétrole du monde, a décidé de s'ériger en troisième force, résolue à compter sur ses propres moyens. Il s'agit, outre l'Arabie Saoudite, du Koweït, de Bahreïn, de l'Etat des émirats arabes unis (EEAU), du sultanat d'Oman et du Qatar.

Bien que foncièrement pro-occidentaux, ces pays refusent l'installation de bases américaines sur leur territoire, conscients, semble-t-il, des répercussions d'une telle mesure sur leurs populations, particulièrement sensibles à la révolution iranienne. Ils réclament aux pays occidentaux, par contre, un armement sophistiqué, qui leur permettrait d'assurer leur propre défense.

Cependant, la nouvelle administration américaine du président Reagan, réalisant la faiblesse militaire de ces pays, ne semble pas l'entendre de cette oreille, et veut à tout prix installer des bases militaires stables en certains endroits de la région, notamment en Arabie Saoudite.

Exploitant ces contradictions, Brejnev, chef du PC et de l'Etat soviétiques, a recommandé à ces pays de ne pas accepter de bases étrangères sur leur sol. Il leur a proposé, au cours de son voyage en Inde, en décembre dernier, un plan en cinq points, qui, selon lui, les mettrait à l'abri de la rivalité américano-soviétique.

De nombreux dirigeants arabes sont convaincus que le Moyen-Orient s'achemine vers un nouveau Yalta. Pour l'URSS, l'objectif serait de faire entrer définitivement l'Afghanistan dans sa sphère d'influence et d'avoir un droit de regard sur le pétrole, dont elle aura sans doute besoin un jour. En échange, l'Ouest obtiendrait la garantie de son approvisionnement pétrolier et du maintien de son influence sur la partie occidentale du Moyen-Orient.



A la veille de son prochain voyage au Proche-Orient, le général Alexander Haig, secrétaire d'Etat américain, s'inquiète de l'apparition d'un « bloc neutraliste » autour du golfe Persique. (Photo Sygma)

L'URSS entend accroître ses échanges avec l'Allemagne

En visite à Moscou pour quarante-huit heures, le ministre ouest-allemand des Affaire étrangères, Hans Dietrich Genscher, espère signer de nouveaux contrats avec les Soviétiques. L'Allemagne fédérale reste le premier partenaire occidental de l'URSS.

TOTALEMENT attaqué depuis trois semaines par la presse soviétique, Hans Dietrich Genscher, ministre ouest-allemand des Affaires étrangères, est jusqu'au 4 avril à Moscou, en quête de précisions sur les *« propositions de paix »* du Kremlin.

« Genscher, c'est la bête noire », constate un diplomate allemand en poste à Moscou. Le ministre des Affaires étrangères de la RFA a en effet rejeté les propositions de Leonid Brejnev sur le gel, au niveau quantitatif et qualitatif actuel, des armements nucléaires en Europe.

La prise de position a *« étonné et déçu »* Moscou, qui s'attendait à une *« réaction plus modérée de la part de Bonn »*, selon l'agence officielle TASS.

Un shérif auxiliaire

Du coup, Genscher, qui a récemment rencontré le président américain Ronald Reagan, est accusé par la presse soviétique d'être *« à la remorque des Etats-Unis »*. Mardi, la *Komsomolskaïa Pravda*, de Moscou, a accusé Bonn de *« jouer au shérif auxiliaire de Washington »*.

Genscher a estimé que son pays ne pouvait pas *« être assis entre deux chaises »*. La *Pravda*, organe du Parti communiste d'URSS, vient de lui répondre en soulignant le danger de s'abriter derrière Washington : *« Les relations seront très difficiles entre l'URSS et les pays européens qui accepteront des fusées menaçant directement Moscou »*, a noté le journal.

Dans ce contexte, la visite au Kremlin de Genscher s'annonce des plus délicates.

Des gros sous

Le voyage du ministre des Affaires étrangères de la RFA en URSS devrait donc permettre de préciser au moins les positions respectives. Bonn attend du Kremlin des éclaircissements sur les propositions de paix soviétiques.

Il est surtout un autre aspect du voyage de Genscher qui sera moins périlleux : l'économie. Moscou vient de constater que l'Allemagne fédérale a été, en 1980, le premier partenaire commercial occidental de l'URSS. Les échanges ont progressé de 36 %, par rapport à 1979, malgré les appels américains au boycottage. Les Soviétiques disent : *« Entendons-nous sur ce terrain-là, tout le monde y gagnera. »* Côté allemand, on ne proteste pas, d'autant que l'URSS est prête à doubler ses livraisons de gaz à l'Europe de l'Ouest, de vingt milliards de mètres cubes actuels à quarante-cinq milliards, dès qu'un accord sera conclu. Le Kremlin demande aux Occidentaux de financer en grande partie l'opération.

DEPUIS PLUS DE CINQUANTE ANS
LA GESTION DES SERVICES RURAUX
ET URBAINS DE DISTRIBUTION
PUBLIQUE D'EAU POTABLE EST LA
SPECIALITE DE LA :

sdei

SOCIETE
DE DISTRIBUTION D'EAU
INTERCOMMUNALES

ELLE ASSUME EGALEMENT
L'EXPLOITATION ET L'ENTRETIEN DES
STATIONS DE TRAITEMENT D'EAUX
USEES ET D'ORDURES MENAGERES,
DES EQUIPEMENTS SPORTIFS, DES
COLLECTIVITES ET EN PARTICULIER
DES PISCINES.

sdei

71, rue Molière - LYON - 3 -
Tél. : (78) 60 45.75 - 60.24.57 - Télex : 310 831

BREF

CHINE

Marché noir

Les autorités de Pékin s'inquiètent du développement d'un scandaleux trafic d'antiquités qui sévit dans la capitale chinoise. Selon *Beijing Ribao* (quotidien de Pékin), quatorze tombes de la dynastie Qing, découvertes depuis janvier 1981, ont été pillées. On a trouvé au marché noir des bijoux et objets précieux provenant des sépultures, et qui pis est, ce sont les organismes officiels qui les achètent. Or depuis un décret de 1961, aucun objet ancien ne peut être source de transaction entre particuliers.

AFRIQUE

Avertissement à Washington

L'Organisation de l'unité africaine (OUA) a averti jeudi le gouvernement américain que toute intervention, directe ou indirecte, dans les affaires intérieures de l'Angola constituerait une *« violation grave »* des chartres de l'OUA et le l'Organisation des Nations unies (ONU).

SUPPLÉMENT
AU NUMÉRO 29
DE *COMBAT SOCIALISTE*
QUOTIDIEN

Combat
SOCIALISTE

LE PETIT GISCARD ILLUSTRÉ

ou la malaventure d'une France qui eut à pâtir, pendant sept longues années, des méfaits perpétrés par un aristénarque qui l'avait regardée au fond des yeux sans lui dire qu'il avait le mauvais œil.



Aux Français de juger!

VALERY GISCARD D'ESTAING ne refera pas, aux Français, le coup de 1974. Il avait alors convaincu, de peu, une majorité de Français qu'il n'était pour rien dans les mauvais résultats de l'économie française. Il n'avait, après tout, dirigé cette économie que pendant une dizaine d'années.

IL a donc été élu en disant : « Vous serez étonnés par l'ampleur du changement. » Etonnés, nous le fûmes. Au-delà de nos craintes. Mais, cette fois-ci, Giscard ne peut rejeter sur d'autres la responsabilité du chômage, de l'inflation, du déséquilibre de la balance commerciale, des inégalités criantes. Il peut nous promettre un « septennat nouveau » afin de laisser croire que ces sept années supplémentaires ne seraient pas identiques aux premières.

SON bilan est là. Il est assez éloquent pour que les Français puissent juger. Nous en présentons ici quelques aspects parmi les plus révélateurs de son septennat.

L'Etat-UDF, c'est Napoléon III... en pire

« Suivez cette progression de l'Etat-Giscard dans les rouages du pays par le noyautage de l'administration. Depuis Napoléon III, on n'a pas vu mieux. De Gaulle, sous ce prisme, fait figure d'apprenti » **(1).**

EN son temps, on a beaucoup parlé de l'Etat-UDR. Giscard d'Estaing a poussé beaucoup plus loin la colonisation de l'Etat. Pas une administration centrale, pas un organisme public n'échappent à ce quadrillage systématique.

Le corps préfectoral a été le premier touché : on ne compte pas moins de 200 changements d'affectation — concernant, en premier lieu, les préfets proches des gaullistes — au cours du septennat écoulé. Deux exemples : Philippe Sauzay, chef de cabinet de l'Elysée, est nommé préfet de la Sarthe en 1978 ; Lucien Lanier, qui avait dirigé la campagne de Giscard en 1974, est promu préfet de la région parisienne en 1975, puis de l'Ile-de-France en 1976.

DES PRESIDENTS SUR MESURE

Même chose pour les directeurs d'administration centrale. Pierre Richard, conseiller technique à l'Elysée, devient en 1978 directeur général des collectivités locales au ministère de l'Intérieur. Pierre Robin, lui aussi conseiller de l'Elysée, est nommé, en 1979, directeur des affaires politiques au Quai d'Orsay.

La mainmise du pouvoir sur l'audio-visuel a depuis longtemps été dénoncée. L'Etat détient 99,99 % des actions de la Société financière de radio-diffusion. Cette Sofirad, présidée par Xavier Gouyon-Beauchamp, ancien chef du service de presse de l'Elysée, détient 99,99 % du capital de Radio-Sud, et 83 % de Radio Monte-Carlo. Elle possède 37,75 % de celui d'Europe 1.

A la télévision, c'est Jean-Louis Guillaud, un proche de Giscard, qui préside TF1. Maurice Ulrich, un haut fonctionnaire issu des cabinets de Jean Sauvagnargues et de Louis de Guiringaud, préside Antenne 2. Enfin, à la tête de FR3, on trouve depuis 1975 Claude Contamine, qui a dirigé notamment le cabinet d'Alain Peyrefitte, alors ministre de l'Information.

DE L'ETAT-PROVIDENCE A L'ETAT-GENDARME

Le plus caractéristique de l'Etat-UDF, c'est l'interpénétration de plus en plus grande de la politique, de l'administration et du monde des affaires, ce que Roger-Gérard Schwartzenberg nomme le « triangle du pouvoir » (2). Désormais, ce sont les mêmes hommes — constituant une véritable caste, très homogène et toute dévouée au président — qui avancent « dans le jeu de l'Oie du pouvoir ».

Cette nouvelle articulation des couches dirigeantes économiques et politico-administratives achève ainsi la fusion de la raison du capital avec celle de l'Etat. Ce phénomène supprime, jusqu'à sa justification, tout le credo des planificateurs ; il entraîne un gaspillage et une concentration excessives des aides publiques à l'industrie. Un rapport — le rapport Hanoun, qui ne sera jamais publié — montre que six groupes industriels, qui n'emploient que 10 % des effectifs de l'industrie, reçoivent 50 % des aides publiques à ce secteur. Parallèlement est mise en place la liquidation des activités du secteur public qui ne passent pas au crible d'une « micro-rentabilité » : écoles, postes, lignes du réseau ferré...

Ainsi l'Etat-Giscard rompt-il avec la conception de l'Etat-providence pour lui substituer celle d'Etat-gendarme, chargé d'anesthésier l'opinion pour mieux faire accepter la résignation à la crise, et l'irrésistible tendance à la personnalisation et à la présidentialisation du régime.

G. T.

(1) Ici et maintenant, *par François Mitterrand.*

(2) La droite absolue, *par Roger-Gérard Schwartzenberg. Flammarion.*

Le discours des jeunes et la réalité

Taillables et corvéables à merci

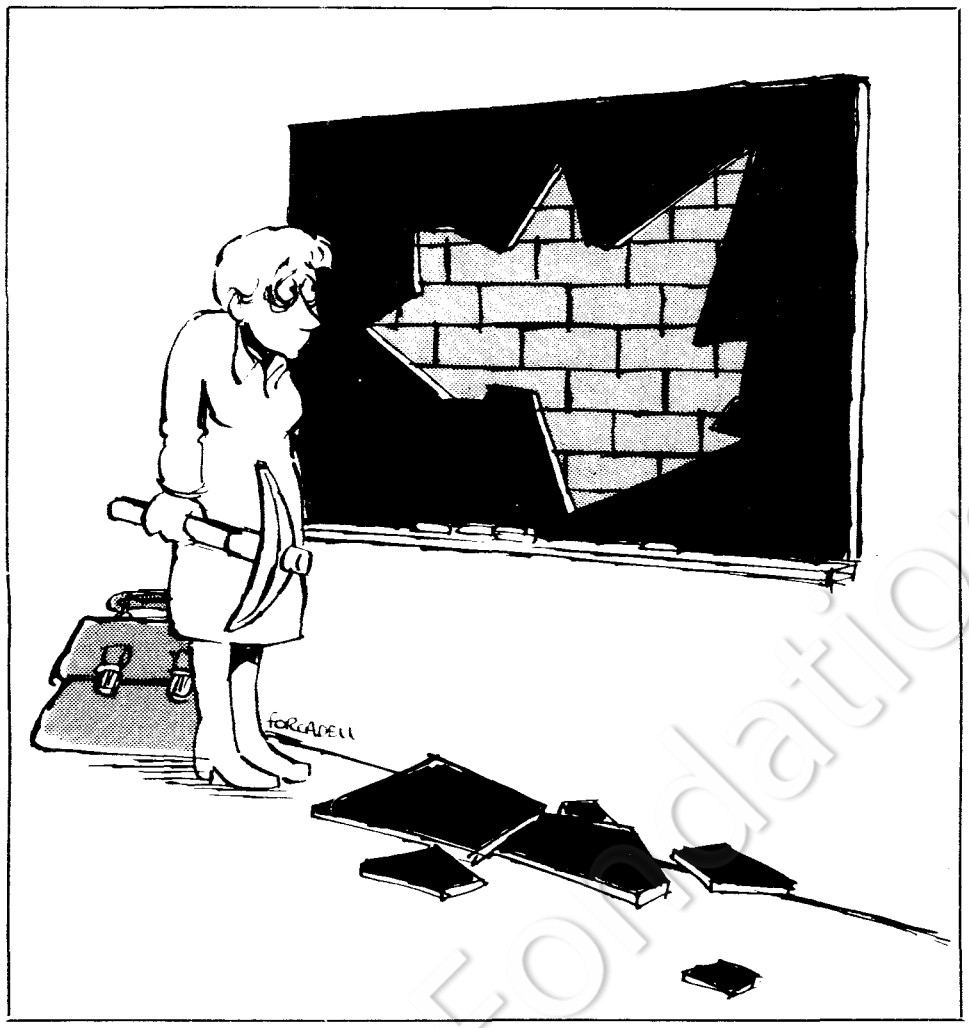
La situation des maîtres auxiliaires illustre parfaitement la politique giscardienne de l'éducation : on les promène çà et là, sans garantie aucune ; on leur refuse toute formation, mais c'est à eux que l'on confie le plus souvent les classes les plus difficiles.

ANNICK a trente et un ans. Elle a été obligée d'interrompre ses études en 1971 après une licence d'allemand : les revenus de son mari n'étaient pas suffisants pour permettre au foyer de vivre avec un seul salaire.

En 1972, elle se retrouve donc maîtresse auxiliaire, à une époque où les perspectives d'avenir ne sont pas complètement bouchées.

Les premières années ne sont pas très faciles, mais on lui propose cependant des postes à l'année : elle est nommée successivement à Tournan-en-Brie, Bobigny, Noisy-le-Sec, Pierrefitte, Gagny et Clichy-sous-Bois.

A partir de 1977, la situation des maîtres auxiliaires devient plus critique et Annick ne trouve pas de poste de professeur : elle devient documentaliste à Pantin. L'année suivante, le rectorat lui attribue des demi-postes à Montreuil, à Pantin puis à Stains. En 1979, elle doit s'inscrire au chômage pendant un mois avant d'être nommée à Saint-Denis puis à Aulnay-sous-Bois.

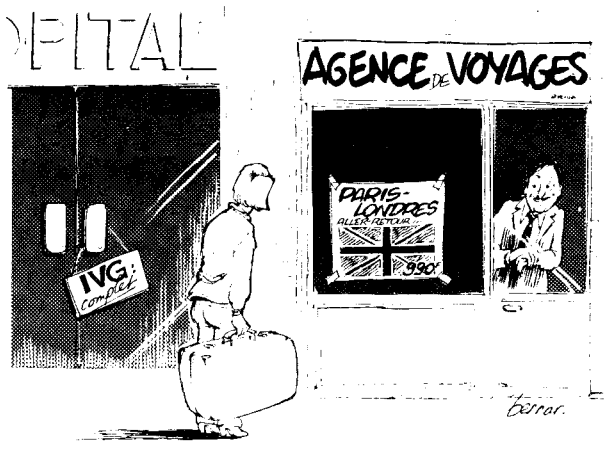


Cette année, sa situation se détériore encore un peu plus : elle est nommée successivement à Noisy-le-Sec, à Aubervilliers et à Bobigny. Pour ne pas s'inscrire au chômage, elle accepte un poste à Blanc-Mesnil, où elle enseigne non pas l'allemand qui est sa spécialité, mais le français.

L'Education nationale, pour Annick, est synonyme de précarité, d'insécurité, d'insatisfaction. Après dix ans de pratique, elle n'a pas encore pu bénéficier d'un stage de formation. Chaque nouveau poste lui demande un gros effort d'adaptation, et, pour tout cela, elle doit se contenter de 4 200 francs par mois.

Annick vit seule maintenant avec sa petite fille de neuf ans, et elle n'est pas sûre de pouvoir partir en vacances cette année. Elle avait aussi choisi l'enseignement pour la sécurité de l'emploi. Elle se demande maintenant si elle ne ferait pas mieux de prendre une autre direction.

P. P.



Naître femme en Giscardie

« J'espère que sur les dix ou douze lignes que les futurs manuels d'histoire réserveront à mon septennat, une ou deux seront consacrées à mes efforts pour améliorer la condition féminine. » (Giscard, le 3 octobre 1977).

CE septennat devait être marqué par la recherche de l'égalité des hommes et des femmes en matière d'emploi, de salaires. Des textes ont été votés mais la situation des femmes, loin de s'améliorer, n'a pas cessé de se détériorer.

Une loi du 11 juillet 1977 a voulu garantir l'égalité des femmes et des hommes en matière d'embauche et de licenciement. Son application littérale permet aux employeurs de continuer à pratiquer impunément une véritable discrimination sexuelle.

Une autre loi (10 juillet 1975) favorise l'accès des femmes à tous les postes de la fonction publique. Mais un article de ce texte prévoit la possibilité d'une dérogation et crée une liste des corps de métiers uniquement réservés aux hommes.

L'égalité de rémunération n'est pas davantage respectée en dépit de l'existence d'une loi déjà ancienne (22 décembre 1972) : l'écart moyen entre les salaires annuels moyens masculins et féminins reste de l'ordre de 33 %.

Une autre loi plus récente (17 juillet 1978) a instauré pour certaines femmes des règles de priorité d'accès aux cycles et aux stages de formation professionnelle. Malgré cela, l'inégalité reste profonde entre les sexes. On remarque notamment que les garçons ont le choix entre 300 filières différentes, tandis que les filles ne peuvent choisir qu'entre 30 filières possibles... On constate aussi que 69 % des ouvrières n'ont pas de qualification contre 25 % pour les ouvriers.

Les femmes constituent toujours de nos jours un véritable sous-prolétariat qui permet aux patrons de disposer d'une main-d'œuvre à bon marché.

P. P.

Quand vieillir devient un malheur

«Nous ne voulons pas être des assistés»

Les personnes âgées ne demandent pas seulement de meilleurs moyens d'existence ; elles attendent aussi d'être reconnues et veulent garder leur liberté.

« PAR rapport à 1974, mon pouvoir d'achat a diminué. Je m'en aperçois nettement. Je calcule davantage. Quand je vais au supermarché, je soupèse, je compare, je fais plus attention à ce que j'achète. Il y a sept ans, je m'achetais un manteau, des chaussures, sans problème. Aujourd'hui, je n'y arrive plus. C'est mon fils qui me les offre. Bien sûr que cela me fait plaisir, mais je préférerais être autonome. Nous ne voulons pas être des assistés. »

Dans son trois-pièces clair et bien aménagé d'une HLM, version 1958, de la porte Pouchet, à Paris, O. F., soixante-douze ans, agent de bureau pendant quarante-deux ans dans un ministère, ne comprend pas : *« Et pourtant, il y en a de plus malheureux que moi. Ma retraite est de 2 666 francs par mois. Je paie 729 francs de loyer, charges comprises, compte tenu de mon allocation-logement. »*

O. F. s'étonne du décret du 8 août 1980, qui a créé une « participation mensuelle » de 80 francs à la Sécurité sociale, pour pouvoir bénéficier du remboursement à 100 %.

« Quand on est en longue maladie, comme moi, le remboursement à 100 % devrait être la règle. Giscard l'avait d'ailleurs promis, à partir de 65 ans, en 1974. »

O. F. a subi une importante opération de la hanche et trouve que les discours sur l'humanisation des hôpitaux sont restés lettre morte

G. F.



«Bon à savoir»

• Minimum vieillesse.

Son pouvoir d'achat a augmenté, pendant le septennat, de 63 %, c'est exact, mais on était parti de tellement bas que n'importe quel gouvernement digne de ce nom en aurait fait au moins autant. Ce minimum vieillesse ne représente encore que 53 % du SMIC.

• Aides ménagères.

Il y en a 300 000, mais les besoins sont évalués à 800 000.

• Soins à domicile.

Alors que cette forme de soins, que tout le monde s'accorde à trouver idéale, est expérimentée depuis vingt ans, le nombre de personnes âgées qui en bénéficie est de... 2 000. Dans ce domaine, les besoins sont énormes.

• Assurance maladie.

Création en 1980 d'une cotisation, alors que le candidat Giscard en 1974 y était opposé.

• Epargne.

Avec une inflation à deux chiffres et un intérêt de 6,5 %, puis de 7,5 %, il s'agit d'une véritable spoliation, encore plus sensible pour les personnes âgées.

Du prince de Broglie
à l'empereur aux diamants

Un septennat d'hommes d'affaires

Quand un régime tient par le fric, c'est le fric qui le tient.

De Broglie : un prince dans la pétaudière

Le 24 décembre 1976 est assassiné le prince de Broglie, fondateur des Républicains indépendants, ami de Michel Poniatowski et de Valéry Giscard d'Estaing. On trouve son corps sur un trottoir. Mort comme un affairiste.

Quatre jours après l'assassinat, Michel Poniatowski, ministre de l'Intérieur, annonce solennellement : « *Le coup de filet est complet, toutes les personnes impliquées sont arrêtées...* »

Peu après, *le Canard enchaîné* révèle que plusieurs services de police étaient au courant des préparatifs de l'assassinat. Ces rapports ne sont pas transmis à la justice, et Poniatowski n'en fait pas mention.

Les socialistes demandent que le ministre soit déféré devant la Haute-Cour de justice, pour trois raisons :

- Etre intervenu publiquement dans une affaire dont l'instruction n'est pas close et avoir ainsi violé le secret de l'instruction ;
- Avoir eu connaissance des rapports de police et ne pas les avoir communiqués à la Justice ;
- S'être rendu coupable de non-assistance à personne en danger en n'assurant pas alors la protection du prince de Broglie.

Une commission parlementaire est nommée. Alors que les auditions révèlent une à une les contradictions que la hiérarchie policière tente de dissimuler, le rapporteur, Gérard Longuet, arguant de la prescription des faits, conclut que Michel Poniatowski ne saurait être tenu pour responsable des infractions qui lui sont reprochées...

Boulin : un suicide sous influence

Lundi 29 octobre 1979, Robert Boulin, record de longévité ministérielle, avale un tube de barbituriques et se noie dans trente centimètres d'eau. Au départ, une obligeance incompréhensible pour un escroc, Henri Tournet. Ensuite, un « lâchage » politique dénoncé de manière posthume par Boulin, avec Alain Peyrefitte comme principal accusé. Ce dernier ainsi que ses amis politiques joueront la carte du mépris ennuyé. Alors que les rumeurs les plus sordides circulent, Giscard déclare : « *Il faut laisser les morts enterrer les morts.* » Cela servira de point final officiel à l'affaire...

Les diamants : le silence est d'or

Valéry Giscard d'Estaing a accepté deux dons de diamants de son ami Bokassa, estimés à 100 millions de francs. Après avoir nié, après avoir contesté la valeur, après, enfin, s'être tu, le président de la République avoue, huit ans plus tard, vingt-six jours avant l'annonce de sa candidature, qu'il a revendu ces diamants et qu'il en a reversé le tribut à la Croix-Rouge centrafricaine, soit... 40 000 francs.

Delpey : la lettre de cachet

L'affaire des diamants a provoqué deux autres affaires, tout aussi étonnantes : d'abord, le déménagement des archives de Bokassa par les parachutistes français ; ensuite, l'arrestation, devant les locaux de l'ambassade libyenne, de Roger Delpey, sous prétexte d'intelligence avec des agents d'une puissance étrangère. En fait, Delpey a seulement commis le crime de détenir des documents émanants de Bokassa. Il est mis au secret pendant cinq mois, sans jugement et sans instruction pendant trois mois... Le scandale est tel que le gouvernement doit libérer Delpey.

On attend maintenant qu'il libère tous les documents confisqués à Delpey.

C.M. – J.B.

Mourir à Paris

- Henri Curiel, militant du tiers monde : assassiné le 4 mai 1978. Meurtre revendiqué par un « commando Delta ». Depuis ? Rien.
- Pierre Goldman, un des penseurs de l'extrême gauche : assassiné le 20 septembre 1979. Meurtre revendiqué par « Honneur de la police ». Depuis ? Rien.
- Joseph Fontanet, ancien ministre : assassiné le 31 janvier 1980. Meurtre revendiqué par les « Brigades autonomes révolutionnaires ». Depuis ? Rien.
- 3 octobre 1980 : attentat devant une synagogue, rue Copernic à Paris. Depuis ? Rien.

Comme l'a dit Giscard à propos de l'attentat contre Reagan : heureusement qu'en France nous sommes à l'abri de la violence politique...



Détournement des institutions

La République ... Quelle République ?

LA Constitution de 1958 privilégie le pouvoir exécutif par rapport au pouvoir législatif. L'élection du président de la République au suffrage universel a amplifié ce phénomène, mais c'est surtout l'usage qui a été fait des textes par les présidents successifs qui a faussé le régime de la Ve République. Sans avoir quitté le cadre du régime parlementaire, sans avoir choisi le régime présidentiel, nous sommes victimes d'un détournement des institutions républicaines, d'une sorte de présidentialisme dangereux pour la démocratie.

Le général de Gaulle s'occupait surtout de son domaine réservé (affaires étrangères, affaires africaines, défense), Georges Pompidou a élargi ce domaine et Valéry Giscard d'Estaing règne et gouverne sur tout.

Le premier ministre, chef d'état-major sous de Gaulle, est devenu un simple exécutant. Raymond Barre s'est mis au service d'une politique entièrement conçue et déterminée par le président.

Celui-ci envoie à son premier ministre ou, mieux encore, au ministre concerné des lettres-directives. Le Conseil des ministres ne délibère plus collégialement puisque toutes les décisions sont arrêtées en conseil interministériel ou restreint... quand ce n'est pas par les conseillers personnels du président. On dépossède le gouvernement en nommant « Monsieur » de hauts personnages de l'Etat chargés de missions particulières : énergies nouvelles, sidérurgie, métiers d'art ou prostitution... La main du chef de l'Etat est partout, et le contre-seing ministériel n'a plus aucun sens.

Le travail législatif est entravé par le gouvernement. Le Parlement n'est pas maître de son ordre du jour. 90 % des lois sont d'initiative gouvernementale. Les parlementaires doivent se plier aux exigences du gouvernement : de nombreux textes sont déposés en fin de session, la procédure d'urgence est fréquemment demandée et le vote bloqué est souvent de rigueur. L'emploi abusif de l'article 49 permet l'adoption d'une loi sans aucun vote. Dans ces conditions, qui vote la loi, sinon le gouvernement lui-même ?

C. P.

Le service public démantelé

Mme de Sévigné s'inscrit à l'ANPE

POUR les particuliers, les choses sont claires : chacun d'entre nous peut citer le cas de lettres provenant de l'étranger, distribuées avec les délais les plus fantaisistes ; de tel quotidien arrivant en retard ; des délais avec la province... de plus en plus irréguliers ; des retards de plus en plus fréquents dans la distribution du courrier dans les grandes villes, sans parler des lettres « perdues » en période de fêtes. Ni de la suppression de « tournées » l'après-midi, ou même le matin.

Plus grave par ses conséquences est cette dégradation pour les entreprises : « *Alors que le prix des services postaux (il s'agit des tarifs spéciaux) finit par représenter des sommes très importantes pour nous, je trouve qu'il n'est plus en rapport avec la qualité du service. Un exemple : nous faisions des routages pour tous nos catalogues à partir de notre usine, située dans la région parisienne. Là, c'était un désastre. C'était fou, certains catalogues n'arrivaient jamais — la banlieue, du point de vue délais, c'est vraiment n'importe quoi. Nous avons donc décidé de les rapatrier systématiquement sur Paris et de les faire partir de là sur l'ensemble de la France, ce qui, d'ailleurs, nous pose maintenant des problèmes de délais* », explique le directeur d'une PME, qui emploie cent quarante personnes et travaille dans le secteur de l'éclairage.

Les salariés des PTT, comme ceux de l'ensemble du secteur public, voient leurs conditions de travail s'aggraver et leur statut remis en cause. Avec les usagers, les syndicats mènent la lutte pour sauver et développer le service public. C'est aussi l'un des grands axes d'action du Parti socialiste.

D. F.

Les promesses et la réalité

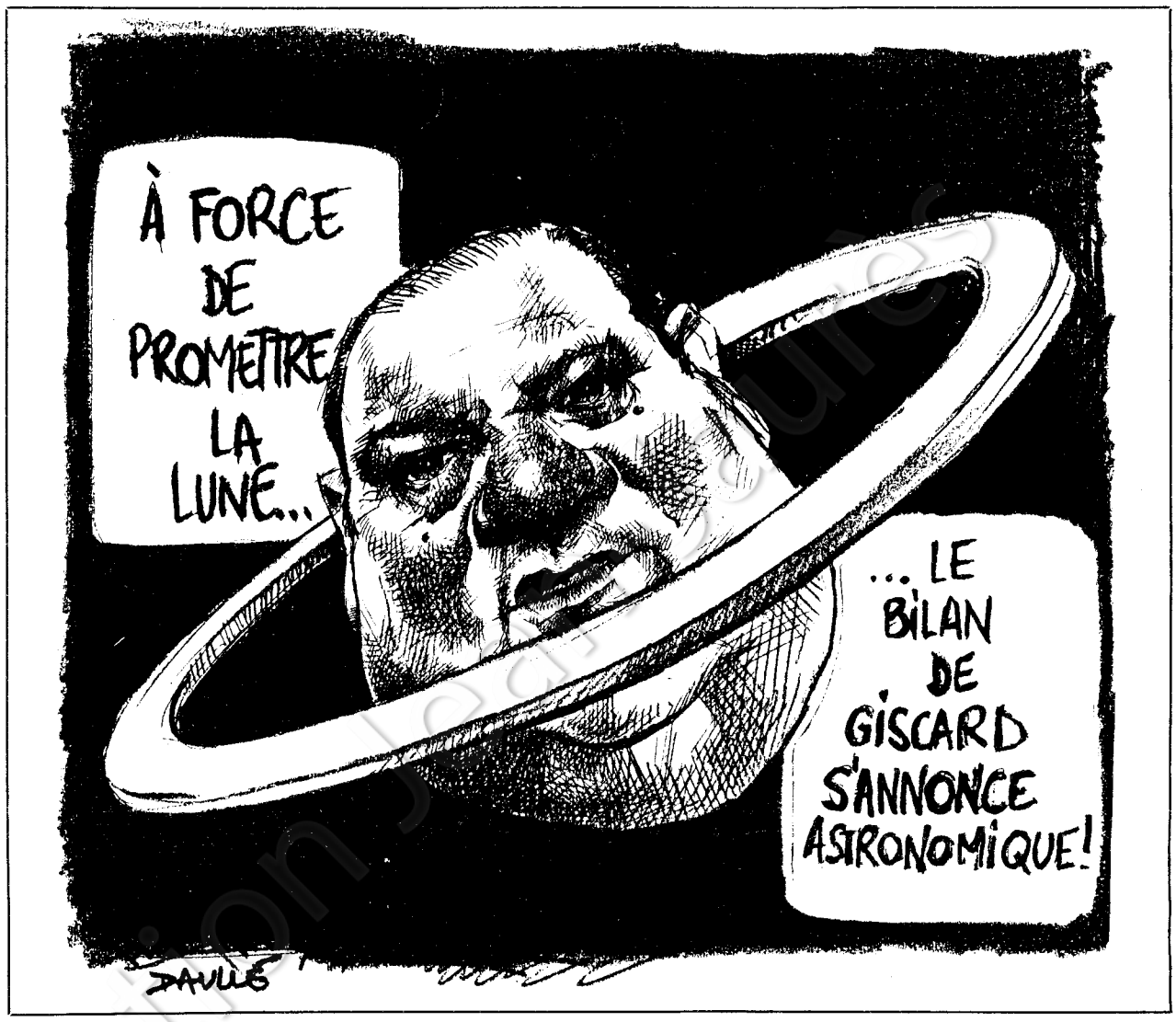
Le chômage : l'échec qui domine tous les autres

Et pourtant, trois mois après son élection, le 27 août 1974, Giscard déclarait : « *Le gouvernement fera tout le nécessaire pour maintenir en France un haut niveau d'emploi.* »

DEPUIS l'élection de Giscard, le chômage a pratiquement quadruplé, le nombre de sans-emploi passant de 450 000 à 1,6 million.

Les jeunes de moins de vingt-cinq ans sont trois fois plus touchés que le reste de la population active. 15 % de ces jeunes sont aujourd'hui au chômage. 60,6 % de ces chômeurs sont des femmes. Le taux du chômage par rapport à la population, actuellement, est d'environ 7 %, soit près du double de ce qu'il est en RFA.

Selon l'OCDE, le chômage atteindra 1,9 millions de personnes à la fin de cette année. D'après une projection de l'INSEE, sur la durée du VIIIe plan, le nombre des chômeurs sera de 2 270 000 en 1985.



Luc : un bon métier mais pas de chantier

LUC a vingt-quatre ans. Il est à Paris depuis un mois pour prendre contact avec des administrations ou des grosses sociétés internationales qui pourraient lui proposer du travail à l'étranger. Il a vécu toute son enfance avec ses parents entre le Cambodge et le Vietnam. Après son service militaire, il a effectué un stage d'un an comme conducteur d'engins dans la région toulousaine où il a travaillé sur des chantiers pendant trois ans. Maintenant, il est presque décidé à s'expatrier : « *Si je ne trouve pas de boulot, je ne reste pas en France. Je partirai aux Etats-Unis, au Canada ou en Afrique du Sud. Je vais encore rencontrer des gens aujourd'hui et demain. Dans quelques jours, je prendrai ma décision.* »

Le trou du commerce extérieur est devenu un gouffre

EN sept ans, la balance commerciale de la France n'a été équilibrée qu'en 1975 (+ 6,7 milliards de francs) et en 1978 (+ 2,5 milliards). Les autres années, elle a été lourdement négative avec une brutale détérioration en 1980 (— 60,2 milliards). Et pourtant, le 5 mai 1980, VGE de déclarer sentencieusement : « *Je n'ai pas de grandes inquiétudes du côté du commerce extérieur. Nous surmonterons ce problème, nous réduirons le déficit, nous rétablirons notre situation.* »

Inquiétant est pourtant notre déficit. Et, en particulier, l'évolution de nos échanges avec nos trois principaux partenaires commerciaux. De 1974 à 1980, le déficit cumulé avec la RFA, les Etats-Unis et le Japon est passé de 18 milliards de francs à près de 50 milliards. Ces trois pays vendent en effet essentiellement à la France des produits manufacturés à forte valeur ajoutée.

Pendant ce temps, « faible avec les forts et forte avec les faibles », la France tente de compenser cette dégradation de ses termes de l'échange avec les grands pays industrialisés en exportant davantage vers les pays du tiers monde ou du Comecon (Marché commun des pays de l'Est).

Au déséquilibre géographique s'ajoute donc un fort déséquilibre sectoriel. La France exporte des produits bruts et importe des produits finis.

Et pour les deux premiers mois de 1981, le déficit commercial totalise déjà 12 milliards de francs.

LA BALANCE COMMERCIALE DE LA FRANCE
(en milliards de francs)

1974	— 20
1975	+ 6,7
1976	— 23
1977	— 14
1978	+ 2,5
1979	— 13
1980	— 60,2

Le championnat des inégalités

Un salarié sur quatre gagne encore moins de 2800 francs par mois

UN salarié sur quatre gagne aujourd'hui moins de 2 775 francs par mois et un sur deux, moins de 3 700 francs. Pour mémoire, le smicard touche, pour quarante heures hebdomadaires, environ 2 645 francs. Tandis que le salaire mensuel du cadre supérieur tourne autour de 13 140 francs. Certes, l'éventail des salaires en sept ans s'est un peu rétréci. Mais le SMIC lui-même, dont giscard avait promis qu'il augmenterait plus vite, n'a pas suivi la hausse du coût de la vie derrière laquelle s'essoufflent, à plus forte raison, les autres salaires.

Le nombre d'heures travaillées chaque semaine a baissé. Les cotisations sociales ont augmenté. Le salaire net mensuel de l'ouvrier payé au SMIC a donc régressé de 2,4 %.

L'écart réel des revenus des ménages, selon l'activité du chef de famille, est de 1 à 7, entre ceux dont le chef est inactif, et ceux des professions indépendantes.

Si la redistribution atténue quelque peu les inégalités, elle agit davantage en relevant les bas revenus qu'en écrêtant les revenus supérieurs. Elle se fait très peu par le biais de l'impôt sur le revenu.

Plus grave encore, les services collectifs, tels que l'éducation, les transports, ou la santé, sont payés par toutes les familles. Mais les plus défavorisés n'en bénéficient même pas au prorata de leur participation financière.

L'éducation, par exemple, et les études universitaires notamment, profite surtout aux milieux les plus favorisés. Les professions libérales et cadres supérieurs, qui constituent autour de 10 % de la population active, envoient trois fois plus d'enfants que les autres catégories sur les bancs de l'Université (33,5 %).

Rappelons encore que les impôts sur les dépenses renforcent les inégalités. Ils représentent 6,5 % des revenus des professions libérales, et 15 % de celui des ouvriers qualifiés. Il en est de même pour les cotisations sociales ; elles amputent de 17,5 % les salaires des cadres supérieurs, et de 30 % celui des ouvriers.

L'accroissement catastrophique du chômage

Années	Nombre de chômeurs à la fin de l'année
1973	460 646
1974	723 429
1975	1 009 682
1976	1 036 889
1977	1 144 890
1978	1 328 308
1979	1 468 872
1980	1 631 989

Les petits épargnants n'ont pas été épargnés

« *La situation d'inflation que connaît depuis plusieurs années l'économie mondiale affecte directement l'épargne. L'objectif est de mettre en place un dispositif qui assure la protection efficace des petits patrimoines. Ce dispositif devrait pouvoir entrer en application au plus tard le 1er janvier 1978.* » Ainsi s'exprimait Giscard, dans une lettre adressée à Raymond Barre, le 16 novembre 1976. Depuis, les petits épargnants attendent toujours...

Aucun dispositif de protection de l'épargne n'a été mis en place. Pendant tout le septennat, tous les dépôts monétaires ont été l'objet, en termes réels, d'une spoliation importante. D'autant plus importante que l'inflation était élevée.

Ainsi, un titulaire d'un livret A de Caisse d'épargne Ecureuil qui aura déposé 10 000 francs le lendemain du jour de l'élection de Giscard à l'Elysée n'aura plus retrouvé que 7 430 francs à la fin de 1980 (en francs constants). **J.-P. G.**

L'EVOLUTION DE QUELQUES PRIX

	1974 (en francs)	1981 (en francs)
Pain (baguette)	0,80	1,90
Sucre (kg)	2,05	4,10
Pommes de terre (kg)	0,71	1,40
Essence ordinaire (litre)	1,66	3,56
Super (litre)	1,75	3,77
Fuel domestique (litre)	0,53	1,93
Paquet de Gauloises	1,70	2,90
Km SNCF (2e classe)	0,14	0,26
Ticket de métro		
à l'unité	1,30	3
carnet de dix	8	17,50
Timbre (distribution rapide)	0,50	1,40
Téléphone (unité)	0,35	0,50
Consultation chez un généraliste	22	50
Journal (*le Monde*)	1	2,80
Place de cinéma (en moyenne)	8,50	18
Heure de main-d'œuvre dans un garage	32,74	76,08
Renault 5 (clés en main)	12 506	28 300
Indice général des prix à la consommation (base 100 : 1970)	134,3	269,6

Source INSEE

Sous le septennat de Giscard

Le coût de la vie a doublé en France

SIX ans après, jour pour jour, commentant l'indice des prix de février 1981, René Monory déclarait : *« Le pari de la libération a été gagné sans explosion des prix. »*

En matière de prix, Giscard et son ministre ne manquent pas de cynisme.

La réalité du septennat est tout autre : depuis l'entrée de Giscard à l'Elysée, le coût de la vie a doublé en France. En six ans et dix mois, le taux d'inflation est supérieur à... 100 %, alors que pendant la même période les prix n'augmentaient que de 26,5 % en Suisse et de 34,2 % en RFA.

Et la hausse des prix des produits pétroliers n'explique pas tout. Les effets du « premier choc » ont été évalué à quelque 2 %, ceux du second entre 3 et 3,5 %.

Prix à la consommation : les hausses annuelles du septennat

1974	+ 15,2 %
1975	+ 9,6 %
1976	+ 9,9 %
1977	+ 9,7 %
1978	+ 9 %
1979	+ 11,8 %
1980	+ 13,6 %



L'investissement régresse, la France s'appauvrit

LE revenu disponible brut des entreprises est ce qui leur reste, une fois payés les impôts à l'Etat et les dividendes aux actionnaires. C'est donc une bonne mesure pour juger de leur capacité à se développer.

Sur ce tableau, les chiffres parlent d'eux-mêmes : l'indice en volume du revenu disponible brut a baissé de deux points durant le septennat. Quant aux investissements, ils ont diminué de 6 points (selon le Crédit national, ils ont baissé de 10,7 %).

Ainsi, malgré la libération des prix, qui était censée permettre aux entreprises de « reconstituer leurs marges » pour les inciter à investir, les sociétés privées ne l'ont pas fait. La stagnation économique, leur endettement, l'impôt sur les bénéfices ne suffisent pas à expliquer ce manque d'ardeur à investir.

La comparaison avec l'étranger est éloquente : de 1974 à 1979, les investissements productifs ont progressé de 30,7 % en Allemagne fédérale, de 30,8 % aux Etats-Unis et de 61,3 % au Japon. Or, ces trois pays sont nos trois principaux concurrents et c'est avec eux que notre déficit extérieur est passé de 18 à 50 millions de francs pendant le septennat...

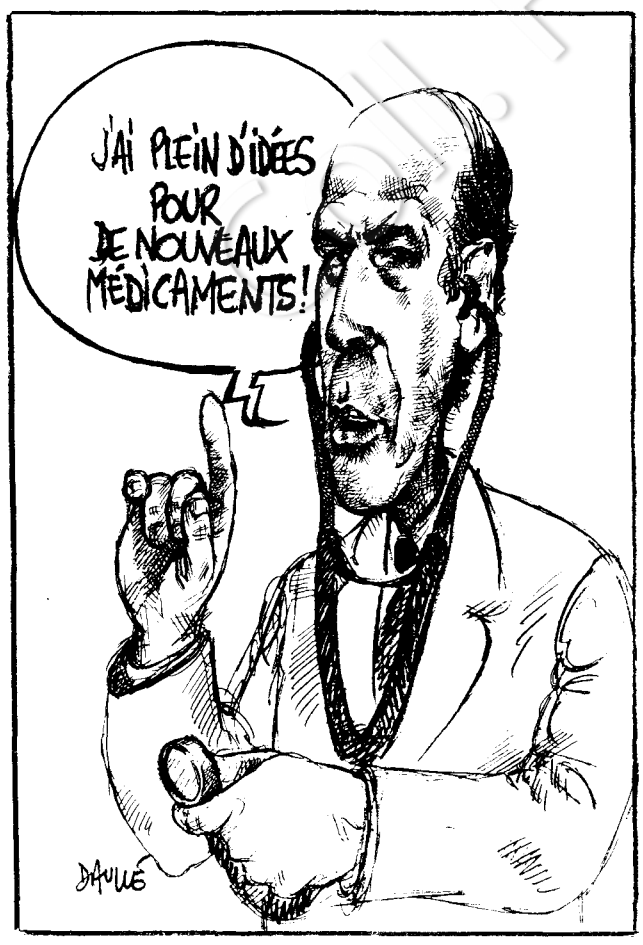
Le vieillissement de l'équipement productif fait peser de nouvelles menaces sur l'emploi et le niveau de vie des Français.

On assiste à un accroissement des faillites et liquidations d'entreprises ; au total, toutes activités confondues, il y a eu plus de 17 000 faillites et liquidations en 1980 (deux fois plus qu'en 1974).

PROFITS ET INVESTISSEMENTS DES SOCIÉTÉS PRIVÉES *

Profits	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980 (estim.)
Revenu disponible brut (en millions de F)	66 396	62 610	69 834	82 747	89 145	110 841	129 348	137 626
Indice en volume	100	80,9	80,4	85,5	84,2	96,7	103,1	98,0
Investissements (en millions de F)	97 736	111 296	113 054	135 136	142 944	153 744	168 445	194 722
Indice en volume	100	97,8	88,4	94,9	91,7	91,2	91,2	94,1

* *Source : Comptes de la nation 1979. Il s'agit de l'ensemble des sociétés et quasi-sociétés non financières, à l'exclusion des grandes entreprises nationales.*



Le Pinay des années 70

Une gaffe en or massif

L'emprunt Giscard 1973, de 6,7 milliards, aura coûté près de 200 milliards en 1988

EN mai 1974, Giscard avait bâti son élection à l'Elysée sur sa compétence en matière économique. Rappelez-vous le coup du tableau noir...

Pourtant, en janvier 1973, alors qu'il présidait au ministère de l'Economie et des Finances, Giscard, voulant sans doute passer aux yeux de l'opinion pour le « Pinay » des années 1970, concoctait un grand emprunt d'Etat à 7 % d'intérêt étalé sur quinze ans.

Et, pour mieux séduire l'épargnant, Giscard décida d'indexer le capital et les intérêts de l'emprunt sur le lingot d'or, au cas où le métal jaune serait démonétisé ou le franc viendrait à flotter hors des limites admises par le Fonds monétaire international.

Lourde gaffe, qui allait coûter fort cher au Trésor public et donc aux contribuables. Car, si à l'époque, ces deux hypothèses paraissaient improbables, dès 1976, les accords de la Jamaïque allaient mettre à bas ce qui restait du Système monétaire international. L'or était démonétisé ; les monnaies fluctuaient les unes par rapport aux autres.

Conséquence sur le « 7 % Giscard », ses intérêts sont désormais calculés sur la base du cours du lingot d'or à Paris. Ainsi, en sept ans, pour 6,5 milliards de francs recueillis en 1973, l'Etat a-t-il déjà dû payer quelque 10 milliards de francs d'intérêts. Et, sur les bases actuelles, il aura acquitté 37 milliards de francs au 16 janvier 1988, date à laquelle il devra en outre rembourser près de 60 milliards de francs supplémentaires pour se libérer de sa dette.

Que le lingot augmente de 15 % l'an, et les intérêts s'élèveront à 50 milliards, le capital à 150. Au total, l'emprunt Giscard aura ainsi coûté entre 180 et 200 milliards. Trente fois plus qu'il n'a rapporté...

J.-P. G.

Agriculture : revenus en baisse constante

La vache à 6000 francs

« 6 000 F pour ma vache, non mais il rigole... » Et pourtant, Louis B. a bien dû se résigner à céder sa bête à ce prix. Pour ce fermier, l'inauguration, le 6 mars dernier, du nouveau foirail de Moulins (Allier) n'était guère l'occasion de réjouissances. *« Le champagne et les discours, c'est bon pour Hector, Cluzel et les autres... »* Entendez par là : Hector Rolland, le député-maire RPR de Moulins, et Jean Cluzel, sénateur centriste.

« Tu te rends compte, en 1974, pour une bête semblable, on m'offrait 4 000 F... Plus les années passent et moins mon travail est rémunéré alors qu'à côté tout augmente. » En 1974, pour une exploitation de 28 hectares en fermage, Louis B. payait 5 562 F par an. L'an dernier, le prix de son fermage était fixé à 9 100 F.

Cette année, le quintal d'engrais coûte 32 F contre à peine 20 F il y a six ans. Et Louis B. ne parle pas du gazole ni de l'achat de matériel agricole. *« On est tous endettés,* constate-t-il. *Si du jour au lendemain le Crédit agricole décidait de réaliser ses avoirs, la terre de France disparaîtrait ou du moins changerait de mains. »*

L'an dernier, en tirant 80 000 F de la vente de ses bêtes, *« ventes exceptionnelles »* qualifie Louis B., il a juste bouclé son budget. Et cette année, il lui faudra réaliser au moins 100 000 F de ventes.

« Le principal problème des agriculteurs, explique-t-il, *c'est la maîtrise de l'outil de travail. La terre n'a pas cessé d'augmenter et son prix est sans commune mesure avec son rapport. Pour s'installer, un jeune doit obligatoirement emprunter. Il lui faudra ensuite rembourser, or il ne dispose pas d'un salaire, mais de récoltes ou de bétail qu'il lui faudra vendre pour assurer les annuités. »*

Et ce ne sont pas les aides de l'Etat qui vont le tirer d'affaires. *« Il y a tout juste une semaine, j'ai touché, au titre des fameux 4,6 milliards accordés en janvier par le gouvernement pour rattraper la baisse du revenu agricole, la royale somme de 475,57 F. A la même date, j'ai dû payer le premier des trois versements à l'AMEXA (assurance mutuelle des exploitations agricoles — la sécurité sociale agricole) — qui s'élevait à 3 703 F. Alors Giscard, Chirac, Debatisse et Guillaume, tous dans le même sac ! »*

J.-P. G.

La baisse du revenu net des agriculteurs sous Giscard

1974	– 8,6 %	1978	– 3,3 %
1975	– 2,7 %	1979	– 1,7 %
1976	– 3,1 %	1980	– 10,5 %
1977	– 0,7 %		

La «Pieuvre verte» et les missiles Matra

La liberté de la presse ne s'use que si on l'Hachette

Matra tient désormais, avec la complicité de l'Elysée, les clés de la communication de demain.

En cette fin de septennat, l'appareil industriel français accélère sa restructuration.

Depuis plusieurs mois déjà, on assiste à un fantastique chassé-croisé de prises de participations, fusions et autres concentrations. Des groupes se forment tandis que d'autres se défont. Usinor, Creusot-Loire, PSA, Saint Gobain — Pont-à-Mousson, Rhône-Poulenc, PUK, BSN-Gervais — Danone, etc. Tous avec le feu vert de l'Elysée, voire avec un léger coup de pouce. Et pour cause...

L'entrée de Matra dans le capital d'Hachette en est une illustration. En s'emparant du principal groupe français de presse, Jean-Luc Lagardère, dont le succès de la firme repose largement sur les commandes de l'Etat, notamment en matière d'armements, se trouve aujourd'hui à la tête d'un empire. Véritable monopole du secteur de la communication, qui fait s'interroger sur l'avenir de la liberté de la presse.

En outre, ce nouveau conglomérat, où les ventes de missiles font bon ménage avec des titres aussi divers que *Paris-Match, Télé 7 jours, le Point, les Dernières Nouvelles d'Alsace...*, en passant par Europe 1, n'est rien à côté de ce qu'il risque de devenir demain.

En maîtrisant la filière de la communication et des composants électroniques, en contrôlant l'édition et la diffusion des informations, en régnant sur l'informatique, sur le satellite de télévision directe et sur l'audio-visuel, Matra-Hachette dispose, à lui tout seul, des techniques clés de la stratégie des communications de demain.



Comment Giscard a réhabilité Brejnev

Le salaire de Varsovie

Le 19 mai 1980, le monde entier apprend avec stupeur que Giscard a rencontré Leonid Brejnev, à Varsovie, en présence du numéro un polonais d'alors, Edward Gierek.

Le seul fait que Giscard consente à discuter avec le maître du Kremlin, dans les circonstances présentes, suscite de profonds remous en France et en Occident. Certains n'hésitent pas à évoquer un nouveau Munich. L'occupation soviétique de l'Afghanistan qui a commencé le 27 septembre 1979, s'amplifie en effet en raison de la très vive résistance du peuple afghan.

Les modalités du voyage — Giscard n'a prévenu ses alliés que la veille de son départ pour Varsovie — sont également critiquées : la France a manqué aux devoirs de concertation...

Que se sont dit les deux hommes ? *« Je voulais que ces conversations soient utiles et elles l'ont été »,* dira Giscard à son retour. Répondant aux inquiétudes des parlementaires, Jean François-Poncet, le ministre des Affaires étrangères, leur assurera que Giscard a fermement exigé l'évacuation des troupes soviétiques d'Afghanistan.

Mais que vaut cette « fermeté » devant la satisfaction affichée du Kremlin ? Tout ce que retient ce dernier, c'est que Giscard, en acceptant de rencontrer Brejnev, a réhabilité l'URSS sur la scène internationale. Grâce à cette entrevue, elle retrouve la respectabilité qui lui faisait défaut depuis le « coup de Kaboul ». Giscard, quant à lui, n'a été sensible qu'à la considération que lui témoignait Moscou. Une version moderne du *Corbeau et du Renard...*

Le chef de l'Etat prend-il conscience de sa bévue ? Loin de là. Il persiste et signe un mois plus tard, à Venise, lors du sixième sommet des pays industrialisés. Le 20 juin 1980, trois jours avant ce sommet, le Kremlin avait mis son interlocuteur privilégié dans la confidence : l'ambassadeur d'URSS à Paris avait « révélé » à Giscard que son pays ordonnait le retrait d'Afghanistan de « quelques unités ».

Tout fier de lui, l'hôte de l'Elysée annonce la bonne nouvelle à ses collègues du sommet de Venise, le 23 juin. Le même jour, le gouvernement communiste afghan confirme le retrait d'une division soviétique. S'en attribuant les mérites, Giscard déclare à l'issue du sommet : *« La rencontre de Varsovie a ouvert la voie à une première réduction significative des effectifs soviétiques. De nouveaux retraits sont possibles. »* Insistant sur la nécessité de maintenir le dialogue, quelles que soient les vicissitudes, il donne des gages à Moscou. La France ne fournira aucune aide militaire à la résistance afghane. Le dialogue à tout prix...

On connait la suite : les troupes soviétiques en Afghanistan sont aujourd'hui plus nombreuses que lors de l'invasion et la répression est féroce.

Naïveté ou cynisme ? La question reste posée. Une certitude : l'attitude de Giscard a eu pour effet de redorer gratuitement le blason du Kremlin. Celui-ci, en bon maître, n'a pas oublié son fidèle serviteur : le 13 mars dernier, un article de la *Pravda* laissait clairement entendre que Giscard était le candidat de l'Union soviétique.

Alain GARABIOL

Plogoff-sur-Centrale: les raisons de la colère

En avril 1974, le candidat Giscard s'était formellement engagé : « Les centrales nucléaires ne seront pas imposées aux populations qui les refusent. »

En 1978, Giscard avait annoncé une « vaste campagne d'information ». Sur un programme électronucléaire lancé quatre ans plus tôt, sans consultation des élus ni des citoyens.

On a vu ce que valaient ces promesses. A La Hague, il y a trois mois, les travailleurs et les agriculteurs n'ont pas été avertis des véritables conséquences de l'incendie d'un silo : même le préfet de la Manche a protesté. A Saint-Priest-la-Prugne, on a trompé sciemment les habitants sur la nature du stockage de déchets radioactifs qu'on veut y installer : même le Conseil de l'information sur l'énergie électronucléaire, présidé par Simone Veil, s'en est ému. A Tricastin, à Gravelines et ailleurs, il a fallu que des syndicalistes CFDT refusent la conspiration du silence pour qu'on apprenne l'existence de fissures sur les réacteurs. Quant à la consultation des populations, on sait avec quel respect de la démocratie elle a été menée à Braud-et-Saint-Louis, à Golfech, à Nogent-sur-Seine. Et à Plogoff.

« Vous ne nous soumettrez pas. Autant nous arrêter tous, tout de suite. » Face au septuagénaire qui refusait de reculer, la gendarmerie a battu en retraite. Rien à tirer de ces Bretons.

C'était à Plogoff l'an dernier, au cours d'un des moments les plus chauds de l'enquête dite « d'utilité publique », qui s'est tenue du 31 janvier au 14 mars 1980. Coups de crosse et de matraque, grenades lacrymogènes, charges des parachutistes : l'« ordre public » a mis le paquet ce vendredi-là. Sans résultat. Plogoff était, est et restera farouchement contre l'implantation, près de la pointe du Raz, de quatre réacteurs nucléaires de 1 300 MW chacun.

Depuis la déclaration « d'utilité publique » (sic) en novembre dernier, EDF a changé de tactique : après le bâton, la carotte. Le chantage à l'emploi, les promesses miroitantes aux commerçants.

Peine perdue : le parjure de Giscard, six semaines d'occupation militaire et surtout le mépris, ça ne s'oublie pas. *« Les notables de droite savaient dès 1975 ce qui nous attendait,* dit une militante. *Ils ont fait voter le conseil régional et le conseil général sans nous informer. Après seulement, nous avons découvert les risques du nucléaire. Là encore, on a refusé de nous répondre. On nous traite en demeurés, on nous humilie. »*

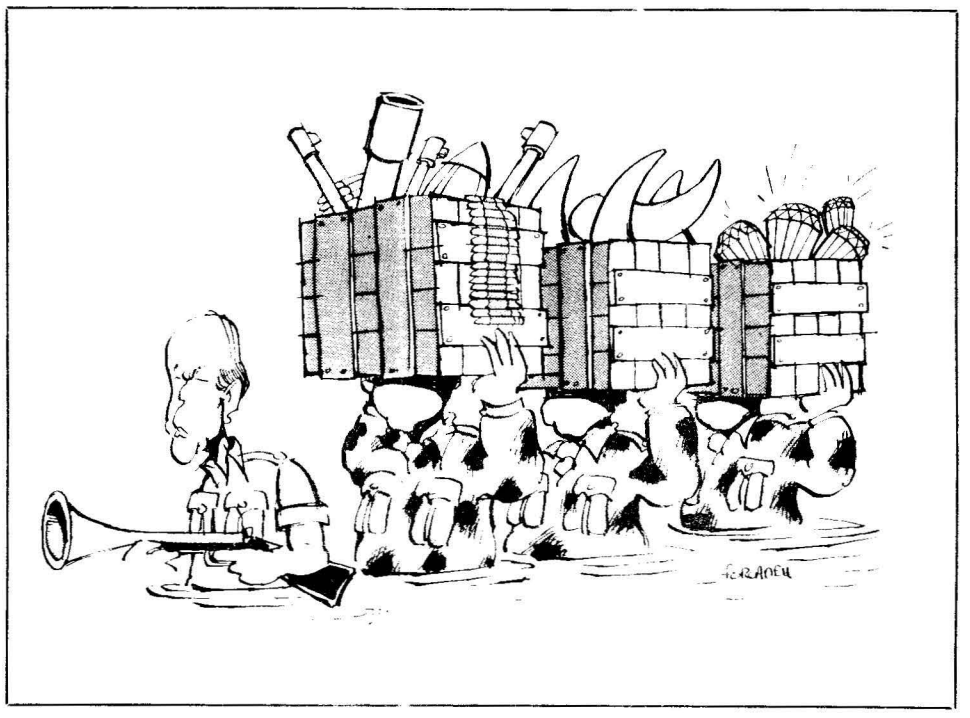
Ceux de Plogoff, toujours mobilisés, attendent. En construisant une « maison d'accueil » n'utilisant que des énergies renouvelables.

A. S.

Chasse gardée en Centrafrique et au Zaïre

La barbarie sous protection élyséenne

Des avions Transall chargés de paras français se posent dans la nuit du 20 au 21 septembre 1979 sur l'aéroport de Bangui : l'opération Barracuda est déclenchée.



LES paras jaillissent et, sans combattre, s'emparent des installations de l'aéroport. Fonçant vers la capitale africaine, ils occupent tous les points stratégiques. Sa Majesté impériale Bokassa Ier, qui se trouve au même moment en Libye, est renversée. Avec eux, les paras ont amené le successeur choisi par Giscard : David Dacko. Celui-là même que Papa Bok avait chassé du pouvoir le 1er janvier 1966.

Ainsi prend fin l'empire du délire. Un empire qui aura duré près de trois ans, ponctué par d'innombrables assassinats et tortures. Un empire sanguinaire, soutenu sans relâche par l'Elysée. Sans aucune retenue.

Faut-il le rappeler ? Giscard n'avait pas hésité à cautionner la pantalonnade du sacre impérial, le 4 décembre 1977, en se faisant représenter par son ministre de la Coopération, Robert Galley, et en versant 150 millions de francs : somme suffisante pour installer une infrastructure sanitaire en Centrafrique. Voilà la haute idée qu'il se faisait de la coopération...

Le Néron africain

Giscard a cependant mis fin au régime de Bokassa. Ce n'est pas que le massacre d'une centaine de lycéens, le 18 avril 1980, l'ait ému outre mesure. Evoquant ce qu'il appelait les *« pseudo-événements de Bangui »*, Galley feignait, le 31 mai, de mettre en doute la véracité des révélations d'Amnesty sur le massacre.

Au fond, ce dernier crime de Bokassa n'est pas pire que les précédents. La France savait tout, depuis longtemps, sur ce Néron africain. Mais quoi ! il est malséant d'être trop regardant sur la nature des régimes amis. Surtout quand ceux-ci vous offrent des diamants et vous donnent des facilités pour des safaris.

Un crime comme les autres, donc. Ni plus, ni moins. Mais ce forfait a un retentissement considérable. Le régime de Bokassa est discrédité. Définitivement. Et ce discrédit risque de rejaillir sur Giscard. Alors, il faut agir, se débarrasser du gêneur. L'opération Barracuda est donc mise sur pied. Elle réussit à cent pour cent.

D'une part, les paras se hâtent d'envahir le palais impérial : là, ils récupèrent les archives compromettantes pour Giscard.

D'autre part, David Dacko doit à Paris son retour au pouvoir : le Centrafrique demeurera dans la zone d'influence française. La présence des militaires français ne sera pas étrangère à la victoire de Dacko, à l'élection présidentielle de mars 1981.

Tout est bien qui finit bien. Pas tout à fait, pourtant, car un accroc se produit. Bokassa demande l'asile politique à son « cher parent ». Giscard va-t-il s'assumer ? C'est mal le connaître. Après avoir empoché les diamants, le voilà qui renie ses meilleurs amis. Il ne connaît plus Bokassa, qui trouve refuge chez un homme plus courageux, Houphouët-Boigny.

Décidément, jusqu'au bout, Giscard aura manqué de dignité. Mais le plus grand scandale de la politique étrangère française aura été le soutien durable à une barbarie qui n'était même pas à visage humain.

Alain GARABIOL

Le safari de Kolwezi pour les hommes... et les mines

Le 11 mai 1978, le 2e REP est lâché sur Kolwezi. Il s'agit — et c'est nécessaire — de sauver des vies humaines. Il s'agit aussi de protéger des intérêts tout à fait privés.

LE 15 février 1977, le chef de l'Etat déclarait solennellement au Mali : *« Les problèmes de l'Afrique doivent être résolus sans ingérence extérieure. »* A peine deux mois plus tard, il ne craint pas de fouler aux pieds ce beau principe, pour aider son ami Mobutu à repousser une attaque rebelle au Shaba. Paris assure, en effet, un pont aérien entre Rabat et Kinshasa pour transporter un contingent marocain de secours. Une première fois, Giscard sauve Mobutu du K.O.

Les mauvaises herbes ont néanmoins la vie dure. Les rebelles, ceux que le gouvernement zaïrois nomme les *« gendarmes katangais »*, reviennent à l'assaut. Bien armés, ils investissent, le 11 mai 1978, la ville minière de Kolwezi, au Shaba. Mobutu, affolé, fait de nouveau appel à l'Elysée. Le deuxième régiment étranger de parachutistes est lâché sur Kolwezi, le 19 mai. Des dizaines d'Européens ont déjà été massacrés, mais l'intervention permet d'évacuer tous les survivants. L'opération Léopard est un succès. A tout point de vue. Car, au-delà du sauvetage des vies humaines, Mobutu évite une seconde fois le K.O. irrémédiable.

Mais il faut éviter les rechutes. Le patient zaïrois est suivi de près par le médecin français. Depuis ce dernier sauvetage, des manœuvres se sont déroulées à deux reprises au Shaba avec le concours de l'assistance militaire française.



Pourquoi un tel acharnement de la part de Giscard à sauver ce régime corrompu ? Aucun mystère : le Zaïre constitue un gibier de choix pour le safari des capitalistes. Notamment la ville de Kolwezi, où les investissements français dans les mines (étain, manganèse, nickel, cobalt et cuivre) sont considérables. Grâce à son instinct de grand chasseur, Giscard est parvenu, à l'issue de sa visite au Zaïre, à empocher, en faveur de Thomson-CSF, le contrat pour l'installation des stations de télécommunications par satellites. Or son propre frère est administrateur de Thomson-CSF.

La stabilité du régime de Mobutu permet de poursuivre ce safari économique. Surtout, donc, ne pas laisser s'échapper cette proie juteuse.

Voilà enfin un succès de Giscard : le Zaïre fait toujours partie de la chasse gardée des capitalistes.

A. G.

La France est subitement devenue «la meilleure nouvelle amie» des Etats-Unis

Le tournant salvadorien de Valéry Giscard d'Estaing

Lundi 23 février, à Antenne 2 : la France apprend avec stupéfaction le réalignement de la politique de Giscard d'Estaing sur celle des Etats-Unis.

EN direct de Washington, où il vient d'avoir des entretiens avec le général Alexander Haig, secrétaire d'Etat américain, notre ministre des Affaires étrangères, Jean François-Poncet, soutient sans nuances à la télévision les orientations musclées du président Ronald Reagan.

Il lance alors la phrase qui fera sursauter le pays : *« On nous a montré des preuves,* affirme-t-il, *que des armes sont introduites à El Salvador. A notre avis, c'est l'équivalent d'une ingérence extérieure. Nous avons l'expérience de ce type de situations, notamment en Afrique. »*

Jusqu'alors, le gouvernement de Giscard d'Estaing s'était abstenu de prendre aussi clairement parti aux côtés des Etats-Unis, préférant osciller, sous couvert d'indépendance nationale, tantôt vers Moscou tantôt vers Washington. En Amérique latine, la défense des droits de l'homme semblait primer toute considération d'ordre politique ou stratégique.

En acceptant la thèse de la nouvelle administration américaine sur la prétendue livraison d'armes cubaines et soviétiques aux révolutionnaires salvadoriens, Jean François-Poncet a justifié par avance la politique interventionniste de Washington en Amérique centrale. Le président Reagan n'en attendait pas davantage. La France s'est aussitôt vu octroyer le titre de la *« meilleure nouvelle amie »* des Etats-Unis.

Il a fallu que ce soit un petit pays jusqu'alors oublié, en lutte pour ses libertés, qui serve de prétexte à Giscard d'Estaing pour se ranger résolument aux côtés de Reagan. A l'heure où le candidat sortant prétend renouveler son septennat, c'est un mauvais choix. La lutte du peuple salvadorien est un des exemples les plus frappants des combats menés dans le monde contre toute forme d'hégémonisme.

Depuis, la politique étrangère de Giscard d'Estaing n'a fait qu'épouser celle de Washington. Ne voilà-t-il pas que Jean François-Poncet a décidé de se rendre ces jours-ci à Séoul ? En cautionnant par sa présence la dictature sud-coréenne, une des plus répressives du continent asiatique, notre ministre des Affaires étrangères a donné une bien étrange coloration à notre diplomatie. Le général Chun Doo Hwan avait été le premier chef d'Etat étranger reçu par Reagan, peu après son entrée à la Maison-Blanche. Jean François-Poncet est le premier ministre des Affaires étrangères du monde occidental à aller lui serrer la main dans son palais.

Bravo Giscard !

E. B.

Giscard avait promis des mesures pour la création littéraire

Enfin une baisse !

Mais c'est sur le budget de la culture

ON ne dira tout de même pas que c'est la faute du pétrole si le livre se porte mal. Impossible aussi de nier le fait. De quelque côté qu'on l'aborde, du travail créateur à la vente du produit fini, la littérature bat de l'aile. Cette crise ne date pas d'hier. Le 2 août 1976, Valéry Giscard d'Estaing en prit conscience et déclara solennellement : *« Le livre n'est pas un produit comme les autres. Il convient donc de prendre des mesures de nature à mieux assurer l'avenir de la librairie, et par suite de la création littéraire. »*

Hélas ! les mesures en question se limitèrent à la libération du prix du livre, par l'arrêté Monory du 1er juillet 1979, ce qui revenait à scier les jambes d'un paralytique. Et le résultat a justifié les alarmes des intéressés. Selon l'INSEE, en 1980, le prix du livre non scolaire a augmenté de 16,5 %, celui des manuels de 12,9 %, alors que l'indice général a progressé de 13,6 %. Mais il y a pire, le Syndicat national de l'édition enregistre une baisse de 16 % dans le domaine de la littérature générale.

Certes, le fatal arrêté n'est pas l'unique responsable de cette crise, mais il l'a brusquement aggravée. Comment ? En semant la déroute chez les lecteurs, libraires, éditeurs et auteurs. Où achèterez-vous l'ouvrage qui vous tente et dont le prix varie selon les points de vente ? Même désarroi chez l'auteur, dont les droits sont calculés sur le prix de vente (en général, 10 %). Quant à l'éditeur, il s'efforce en vain de rétablir un minimum d'ordre en proposant des « prix conseillés »... que personne n'observe.

« La montée culturelle de notre société prendra le relais de la croissance économique », annonçait le même Giscard d'Estaing en 1972, dans un article de la revue *Preuves.* Sans doute convaincu du caractère irrésistible de cet essor, il n'a pas hésité à lui rogner les ailes. En 1974, la culture devait se contenter de 0,60 % du budget national. C'était encore trop. A la fin du septennat, cette part n'atteint plus que 0,50 %. Et voilà pourquoi les bibliothèques publiques crient famine, les théâtres ferment, le cinéma claque du bec et les créateurs se serrent la ceinture. Accablée de giscardisme, la France hiberne. Mais il suffira d'une bouffée de printemps pour la réveiller.

Gabrielle ROLIN

Combat SOCIALISTE

Le quotidien des socialistes

- **Pour être avec François Mitterrand dans sa campagne pour la victoire de la gauche**
- **Pour connaître les propositions du Parti socialiste**
- **Pour faire triompher vos idées**

ABONNEZ-VOUS DES AUJOURD'HUI

☐ **Abonnement d'un an : 550 francs.**

☐ **Abonnement de soutien : 1 000 francs.**

☐ **Abonnement de 6 mois : 300 francs**

☐ **Abonnement d'un an par paiement trimestriel : payez 150 francs tout de suite pour le premier trimestre ; les trois autres trimestres (150 × 3) seront prélevés automatiquement sur votre compte bancaire ou postal (un formulaire spécial vous sera envoyé).**

ABONNEMENT COUPLÉ :

« COMBAT SOCIALISTE », 5 jours
« L'UNITE », hebdomadaire, le 6e jour.

☐ Un an : 650 francs.
☐ 6 mois : 360 francs

REDIGEZ VOTRE CHEQUE
à l'ordre de « Trésorerie PS - Compte presse »
10, rue de Solférino, 75333 Paris Cedex 07

Nom ..... **Prénom** .....

Adresse .....

.....

FÉDÉRATION DU LIVRE MARQUE SYNDICALE



La «bande des trois» monopolise le marché

Cinéma : on n'invente plus que dans les normes

La création et l'exploitation cinématographiques ne sont plus qu'affaires de gros sous

QUELLES modifications dans le paysage cinématographique de ces dernières années ? Si on a parlé de crise, on a surtout vu la consolidation de la bande des trois (Gaumont-Pathé, UGC, Parafrance) qui monopolise désormais le marché : ils possèdent ou contrôlent à eux seuls près de 2 000 salles en France. En 1967, Gaumont-Pathé possédait 67 salles. Aujourd'hui, ils en programment 530. C'est le règne de la rotation accélérée des films, ce que René Bonnel, directeur de Gaumont-distribution appelle l'« exploitation extensive ». On connaît le fin mot de la politique Gaumont-Toscan du Plantier : *« Ce qui compte, c'est d'inventer dans les normes. »* Normalisation et domination économique, concentration, centralisation des points d'exploitation au centre des grandes villes (d'où la misère des banlieues et de la province), et politique d'extension (UGC/Belgique, Gaumont-Italie). Les résultats de ce nouvel empire : la disparition progressive des producteurs indépendants et cette nouvelle standardisation de la production et de la diffusion.

Les années 80 verront l'arrivée de nouvelles technologies (vidéocassettes, vidéodisques). Face au danger de satellisation du cinéma que représentent ces nouveaux supports, la profession, sous l'égide du ministère de la Culture et du CNC, a constitué un groupe de travail présidé par Nicolas Seydoux, PDG de Gaumont. Dans ce « rapport Seydoux » (octobre 80), il n'est question que de défense d'intérêts privés (ceux des trois grands), strictement corporatifs. Au lieu de voir là de nouveaux moyens de création, un élargissement du potentiel de distribution, les grosses sociétés ne cherchent qu'à contrôler ces nouveaux domaines.

Politique d'annexion en vue de l'élargissement d'un empire. Bref, vraiment pas de quoi pavoiser !

Charles TESSON

Le sport réservé aux riches

AU début du septennat, Giscard avait promis de consacrer 1 % du budget à la jeunesse et au sport. Entre 1974 et 1981, ce pourcentage a décru régulièrement mais inexorablement : il est passé de 0,75 % à 0,61 %. Non seulement les promesses n'ont pas été tenues, mais elles ont permis au gouvernement de pratiquer une politique exactement contraire aux discours officiels.

Autre exemple révélateur : le VIIe Plan prévoyait l'embauche de cinq mille enseignants dans les disciplines sportives. Au bout du compte, trois mille cinq cents postes seulement ont été créés. Dans ce domaine aussi, les promesses n'ont pas été tenues.

Finalement, ce sont les collectivités locales qui ont dû pallier les carences de l'Etat en réalisant elles-mêmes des investissements importants au niveau des équipements sportifs. Cette action des collectivités locales a renforcé encore davantage les disparités régionales déjà existantes : le taux d'équipement en « mètre carré sportif » pour mille habitants varie de 1 à 4 suivant les régions (46,2 m² pour le Midi-Pyrénées, mais 11,1 m² pour la Corse).

Cette absence de politique sportive porte évidemment ses fruits : on estime que 65 % des Français ne pratiquent aucune activité sportive, et que, parmi les 35 % qui font du sport, la répartition est très inégale entre les différentes couches sociales : 10 % seulement des sportifs sont des ouvriers, tandis que 40 % sont des cadres supérieurs. Dommage que la lutte de classes ne soit pas considérée comme un sport...

P. P.

Claude Germon, directeur de la publication. Impression : P10, 1, boulevard Ney, 75019 Paris. **Commission paritaire** : n° 32224.

L'amour prisonnier

Deux éducateurs de Fleury-Mérogis condamnés pour avoir transmis des lettres trop tendres

Malgré le durcissement quotidien de notre société, il existe encore, de nos jours, de belles histoires d'amour. Celle de deux « enfants du béton », détenus à Fleury-Mérogis, en est la preuve. Hélas ! cet amour carcéral a suscité bien des ennuis à deux éducateurs qui tentaient de le protéger...

IL était une fois, dans une ville au cœur de la nuit, Marie-Pierre, dix-sept ans, et Alain, dix-huit ans. Ils s'aiment et se laissent aller à leurs deux passions, le rock et... l'héroïne. C'est cette dernière qui les conduit, en 1977, comme hélas de nombreux jeunes, à Fleury-Mérogis pour « usage de stupéfiants ». Ainsi, Alain est incarcéré en détention préventive au Centre des jeunes détenus (CJD) et Marie-Pierre à la Maison d'arrêt des femmes (MAF).

Un couple vacillant

L'emprisonnement, le manque, l'envie de l'autre, font de ces deux jeunes, deux êtres enfermés sur eux-mêmes. Afin de surmonter ces quelques mois que la justice s'est permis de leur emprunter, Alain et Marie-Pierre ne comptent que sur leur amour. Ils demandent alors à leur juge, Mlle Filippi, l'autorisation de correspondre. Mais ce juge, à la réputation particulièrement sévère, leur refuse ce droit. Une réaction pour le moins surprenante et rare. Il est à noter que la fiche d'incarcération des deux toxicomanes avait pour mention : « Risque de suicide, à surveiller ». Dans ces conditions, la décision de Mlle Filippi n'était pas la meilleure des thérapies...

Dès lors, Marie-Pierre et Alain dépérissent. La jeune fille refuse de s'alimenter, elle ne parle plus et ne sort même plus en promenade. Ainsi, cette détention préventive fragilise d'une façon irrémédiable un couple déjà bien vacillant.

Dans la plupart des contes, aux moments les plus critiques, de bonnes fées apparaissent et d'un coup de baguette magique balayent tous les obstacles pour permettre l'amour impossible.

A Fleury-Mérogis, pas de fées, simplement des éducateurs, décidés à assurer leur mission de soutien aux détenus. Hélène Crié, éducatrice à la MAF, et Philippe Pottier, éducateur au CJD, sensibles au drame de Marie-Pierre et d'Alain, décident de les aider. « *De l'assistance à personne en danger* », explique aujourd'hui Hélène Crié.

Dans un premier temps, Hélène et Philippe passent des nouvelles orales, puis ils établissent une correspondance écrite. « *Je t'aime, j'ai envie d'écouter un disque de Patty Smith...* », tel est le premier billet d'amour de Marie-Pierre. Malgré ces mots simples, les deux éducateurs lisent scrupuleusement les missives dont ils sont porteurs. « *Nous savions que nous prenions des risques,* souligne, quatre ans après, Hélène Crié. *Nous étions en infraction vis-à-vis de la prison. Mais c'était une question de déontologie professionnelle.* »

Fouilles...

Cette « chaîne d'amour » allait être rapidement mise à nue. En effet, si Hélène déchire personnellement les lettres reçues par Marie-Pierre, Philippe laisse à Alain le soin de détruire lui-même ces « preuves accablantes ». Les deux éducateurs, au « casier » déjà chargé par le fait de certaines prises de position contre la direction de la prison, jugée par trop « fasciste », sont étroitement surveillés. Et un jour d'août 1977, Alain est fouillé, les gardiens trouvent alors dans la doublure de sa veste deux lettres... L'une d'elles contient ces quelques lignes malheureuses : « *Tout de même, Hélène et Philippe sont vachement sympas. Qu'est-ce qu'on ferait sans eux...* »

Dès lors, les deux éducateurs, qui sont traduits en conseil de discipline, sont mutés. « *A l'occasion de ce conseil, les détenues ont apporté leur témoignage sur mon boulot d'éducatrice. Elles ont également protesté contre la sanction prise et les conditions de détention. Elles prenaient d'énormes risques* », rappelle Hélène Crié.

Pendant plus de deux ans, chacun suivra son bonhomme de chemin, oubliant ces tristes journées d'été. Philippe est élu secrétaire national du SNEPAP (syndicat des éducateurs) ! Hélène, écœurée, a démissionné. Quant à Marie-Pierre et à Alain,



une fois libres, ils se sont séparés...

Quatre mois avec sursis

Puis, tout à coup, en février 1980, deux ans et demi après les « faits », l'affaire ressort au niveau pénal. Les deux éducateurs sont convoqués par le juge saisi de l'affaire, Mlle Filippi ! Hélène refuse alors de répondre à l'instruction. Le procès a lieu en octobre. Alain, qui voulait témoigner, n'a pu que se taire devant la phrase que lui lançait le procureur : « *Enfin, vous êtes devant nous. Vous n'êtes pas mort. Ce n'était pas la peine de faire tout ce cinéma.* »

En décembre, le tribunal d'Evry rend son verdict : quatre mois de prison avec sursis. C'est la première fois que des éducateurs sont condamnés à une peine aussi lourde. Il était temps pour l'administration pénitentiaire de se débarrasser d'un personnel qui croit « encore » au salut du détenu, et, par la même occasion, de bâillonner les syndicats. Hélène et Philippe ont fait appel. Lundi, ils seront traduits devant la onzième chambre correctionnelle de la cour d'appel de Paris. Curieux épilogue pour une « belle » histoire d'amour...

Philippe BALLAND

MENACE SUR LES PAPILLONS BLANCS

Une délégation de l'Union des femmes françaises (UFF) et de mères d'enfants handicapés s'est rendue mercredi au ministère de la Santé pour protester contre la menace de fermeture du jardin d'enfants es Papillons blancs, dans le XIIIe arrondissement de Paris. Soulignant que cet établissement est le seul externat de ce type prenant en charge dans la capitale des enfants souffrant de handicaps profonds (14 enfants le fréquentent à l'heure actuelle), l'UFF s'élève, dans un communiqué, contre la « *dérobade de M. Jacques Barrot qui,* dit-elle, *n'a pas encore, malgré plusieurs démarches en ce sens, voulu recevoir une délégation de l'UFF à ce sujet* ».

Condamnée pour assistance à personne en danger

de notre correspondant à Bordeaux.

EMILIE a les yeux clairs. Dans son regard, on peut lire toute l'inquiétude et la tendresse qui l'unissent à ses patients. Le 23 mars dernier, le tribunal correctionnel de Bordeaux condamnait Emilie Cassin à dix-huit mois d'interdiction d'exercice de la médecine pour être « sortie de son rôle de médecin ».

Non contente, en effet, de soigner grippes et crises de foie, le docteur Cassin accueille et prend en charge chez elle des toxicomanes qui veulent « décrocher ». L'univers de la drogue, elle le découvre un jour de 1976 où elle rend visite à l'hôpital à un ami de sa fille, victime d'une overdose.

Pour cette enfant de réfugiés espagnols installés depuis 1964 à la Bastide, un quartier ouvrier de la rive droite, c'est la confrontation à la détresse humaine la plus profonde. Elle décide alors de venir en aide aux drogués. « *Depuis 1976,* dit-elle, *je vis avec le monde des drogués. Je le ressens comme l'envahissement du nazisme.* »

La peste brune et la peste blanche relèvent bien du même mécanisme de dépendance et d'infantilisation chez les individus. « *La toxicomanie,* ajoute-t-elle, *est une maladie de cœur, au sens affectif du terme. Et on me reproche de trop m'impliquer !* »

L'adresse du pavillon d'Emilie Cassin est vite connue des junkies bordelais. Là, ils savent qu'ils trouveront un gîte et une écoute différente de celle que leur offrent des institutions comme l'hôpital Charles-Perrens. Mais l'aide aux toxicomanes n'est pas chose facile. Cette femme de quarante-six ans sera plusieurs fois confrontée à la violence de certains d'entre eux.

On lui volera des médicaments, quelques ordonnances vierges et son carnet de bons toxiques, qu'elle finira par récupérer. La police va alors s'en mêler, voyant là une bonne occasion d'obtenir des informations sur le milieu des « toxicos » et des dealers bordelais. Mais Emilie n'est pas, comme elle le dit, une « *collabo* ».

Elle sait très bien qu'en coopérant avec le SRPJ elle perdrait toute crédibilité auprès des drogués. Et puis, l'exercice de la médecine est une chose, le travail de la police en est une autre. Les policiers, devant son refus, vont passer au crible la vie d'Emilie Cassin, afin d'étayer une inculpation plausible. Elle sera accusée d'« *avoir facilité l'usage de la drogue* ».

Faute d'attraper les véritables organisateurs des filières de la drogue, qui font partie du milieu, le parquet et la police ont condamné le docteur Cassin, dont la faute principale est d'avoir agi en franc-tireur en accueillant chez elle des drogués qui avaient besoin d'aide. Emilie Cassin n'entend pas accepter cette interdiction professionnelle, et, elle a annoncé son intention de faire appel, ainsi que la création d'un comité de soutien composé de médecins et de patients.

Gérard MUTEAUD

Numéro spécial présidentielle : des militants de la gauche face aux crises, un vrai débat. *La Lettre,* cet espace de liberté animé par des chrétiens de gauche, où s'expriment et se cherchent les moyens de vivre et de croire autrement. *La Lettre,* ce mensuel engagé dans les luttes régionales, nationales et internationales, avec la volonté de tenir ces deux exigences : tolérance et cohérence.

M. Angéli
M. Barak
Y. Barou
J. Baubérot
C. Beaunez
M.-C. Betbeder
P. Blanquart
F. Briot
J. Chatagner
J. Chesneaux
M. Clévenot
G. Coq
X. Denecker
Y. Farge
J. Girault
A. Mandouze
R. Rochefort
M. Sévegrand
A. Turquin



Bon de commande

... exemplaires à 15 F = ... F

NOM ..... Prénom .....
Adresse .....
Code postal .....
Adressé à : Temps présent, 68, rue de Babylone, 75007 Paris.
CCP Temps présent : 14 699 98 E Paris. Tél. : 551-57-13.

Un ordre venu d'en haut

POUR la première fois depuis la Libération, un ordre « venu d'en haut » a empêché une association de convoquer son assemblée générale annuelle à son siège social. On croyait le temps des décisions arbitraires révolu depuis longtemps. Il n'en est rien. Dans les derniers jours du règne giscardien, le pouvoir n'hésite pas à violer une des lois fondamentales de notre pays : la liberté d'association.

Quels sont les faits ? Le Comité national pour l'éducation artistique (CNEA), qui est une association régie par la loi de 1901, avait convoqué son assemblée générale annuelle à l'école Boulle, son siège social. La date avait été fixée pour le samedi 28 mars. Or, le jour dit, les membres de l'association trouvèrent porte close : le siège social de leur association leur était interdit. Le directeur de l'école Boulle leur communiquait alors : *« J'ai reçu hier soir, à 17 h 45, un appel téléphonique de M. Barthe, directeur au rectorat de Paris, me signifiant qu'il interdisait toute réunion du CNEA à l'école Boulle. Le tract que vous avez distribué déplaît en haut lieu. »*

Le tract incriminé avait le seul tort de constater la carence de l'Education dans les matières artistiques : *« Des dizaines de milliers d'enfants sont totalement privés de cours de musique et de dessin, pourtant obligatoires aux termes de la loi. »* Situation d'autant plus paradoxale que, dans le même temps, selon ce même tract, *« des centaines de maîtres auxiliaires sont chassés de leur emploi. »* Le même tract rappelait un jugement récent par lequel le tribunal de Rennes, constatant la carence du ministre de l'Education en la matière, reconnaissait l'existence d'une faute *« de nature à engager la responsabilité de l'Etat »*.

Le CNEA reconnaît les faits et plaide coupable. Coupable de s'attacher à la défense de la liberté d'expression, de création, et de la liberté tout court. Il demande à tous ceux qui le désirent de lui manifester son sutien en s'adressant à son secrétaire général, Alain Casabona, 8, place de la République, 75011 Paris.

• *Par télégramme, Jack Lang, délégué national du PS à la culture, a affirmé son soutien au CNEA en lutte pour la liberté d'expression.*



L'ECOLE EN MOUVEMENT

GREVE D'EDUCATEURS A VALENCE

Une dizaine d'éducateurs du service de prévention et de sauvegarde de l'enfance de Valence (Drôme), soutenus par la CFDT, sont en grève depuis mardi pour demander une augmentation des effectifs. Le mouvement est appuyé par une partie des 170 employés du secteur de la prévention, qui ont procédé à des arrêts de travail mardi et mercredi, ainsi que par le maire de la ville, Rodolphe Pesce, socialiste. Les grévistes des quatre centres de prévention protestent notamment contre l'« insuffisance de l'enveloppe budgétaire ».

Le SNI se prépare à l'action

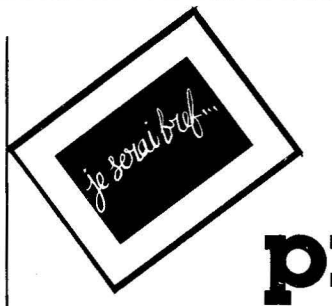
LA parution, jeudi matin, d'une circulaire ministérielle sur les responsabilités dans l'accueil des élèves incombant aux directeurs d'école en cas de grève suscite de vives réactions des syndicats concernés.

Le Syndicat national des instituteurs et professeurs de collège (SNI-PEGC) rappelle son « opposition absolue » et sa décision d'organiser une « résistance totale » à ces mesures, qu'il considère comme une atteinte au droit de grève.

le SNI a décidé de convoquer pour le 10 avril un bureau national extraordinaire pour définir les modalités de la riposte, « n'excluant pas un arrêt de travail de longue durée », ainsi qu'il l'avait annoncé dès la parution, le 20 mars dernier, des décrets sur le statut des directeurs présageant la circulaire d'application.

De son côté, le Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN-CFDT) préconise, contre cette « opération grossière et indigne », une « action unitaire massive et de haut niveau ». Il s'est adressé en ce sens au SNI, mais celui-ci « n'envisage pas actuellement de convergences de ce type ».

Les deux organisations estiment d'autre part que le véritable « scandale » en ce qui concerne l'accueil des élèves réside en l'absence de moyens de remplacements des maîtres absents.



Une interview d'André Henry

«L'école doit précéder son temps»

Le secrétaire général de la FEN commente le projet éducatif de son organisation syndicale

LA FEN vient de rendre publique la nouvelle édition de son projet d'éducation et de formation, à un mois de l'élection présidentielle. André Henry, son secrétaire général, a accepté de nous en parler.

« Le gouvernement actuel veut diviser les fonctionnaires et promouvoir la France des petits chefs »



Vous avez choisi de commenter le projet éducatif de la FEN. Pourquoi ?

A. H. — Un projet d'éducation est toujours un acte politique au sens large du terme. Il sera, pour un certain nombre d'années, la source constante de nos revendications, quel que soit le pouvoir en place, même si la FEN a fait un choix : celui d'une société socialiste. Mais il est certain qu'avec un gouvernement de gauche ce pourrait être une considérable avancée pour nos revendications.

L'intérêt de l'enfant constitue l'épine dorsale du projet. Aujourd'hui, l'école, dans son ensemble, a une finalité et une mission différentes du passé. Nous vivons une période de mutation économique, sociale et culturelle. L'école doit être en prise directe avec son temps, je dirai même qu'elle doit le précéder. Sa mission n'est pas seulement de préparer à des diplômes, mais surtout de préparer à la vie.

Notre projet répond à quatre grandes ambitions.

L'école doit être une école des savoirs ; celle qui dispense les connaissances de base. Elle doit être une école des comportements, qui apprenne à discuter, à contester et à accepter les autres. Elle doit être l'école des synthèses, afin de procéder à un rééquilibrage humaniste devant les progrès de la science. Enfin, le dernier axe résume toute la philosophie du projet. L'école doit être l'école du civisme. Nous revendiquons la réhabilitation de l'éducation au civisme qui incite, enrichit la vie et apprend à la maîtriser.

Notre projet s'appuie sur les valeurs républicaines que sont la justice, la fraternité, la liberté et l'égalité. Gravées dans la pierre depuis deux siècles, elles sont loin d'être traduites dans la réalité.

— Comment la FEN réagit-elle aux menaces que fait peser la politique du gouvernement sur le service public ?

A. H. — Je distingue des lignes dominantes. La voie de la privatisation du service public est une volonté délibérée. Je pense aux menaces répétées à chacte d'autoritarisme, y compris s'il vient de syndiqués. La politique du pouvoir fait de ces intermédiaires des exécutants à sens unique. Il s'agit de la dégradation du service public.

— Les problèmes internes de la FEN peuvent-ils menacer son unité ?

A. H. — Je n'ai pas l'habitude de traiter les différends internes publiquement et entre les congrès. Avec un demi-million de membres et quarante-sept syndicats, notre fédération connaît depuis trente-cinq ans des tendances qui sont les expressions naturelles de la démocratie. Je me méfie de l'unanimisme. Il n'est qu'à regarder les courants d'idées qui traversent actuellement la CGT et la CFDT. La FEN est composée de militants du PC, d'autres qui se reconnaissent dans l'anarcho-syndicalisme et, en tout état de cause, une large majorité qui lutte pour le socialisme.

— Vous avez proposé aux centrales syndicales ouvrières un 1er-Mai unitaire. Quelles sont les réactions ?

A. H. — J'ai reçu, à ce jour, deux réponses négatives. FO nous accuse de favoriser les entreprises du PC et la CGT nous reproche de cautionner la politique du pouvoir. Si cela était vrai, cela se saurait !

Le 1er-Mai est une date historique, suffisamment chargée de sens pour que nous puissions nous retrouver dans un même défilé. Le 1er-Mai n'a jamais illustré une volonté de division, mais plutôt l'unité et le rapprochement des travailleurs. Il faut refuser la division en ce jour de lutte,

A la date d'aujourd'hui, l'unité du 1er-Mai ne semble pas possible... Si la situation ne changeait pas, cette tentative de fraction. Face à cela, ceux qui sont socialistes de cœur, d'esprit ou de carte, doivent renforcer l'unité de et dans la FEN.

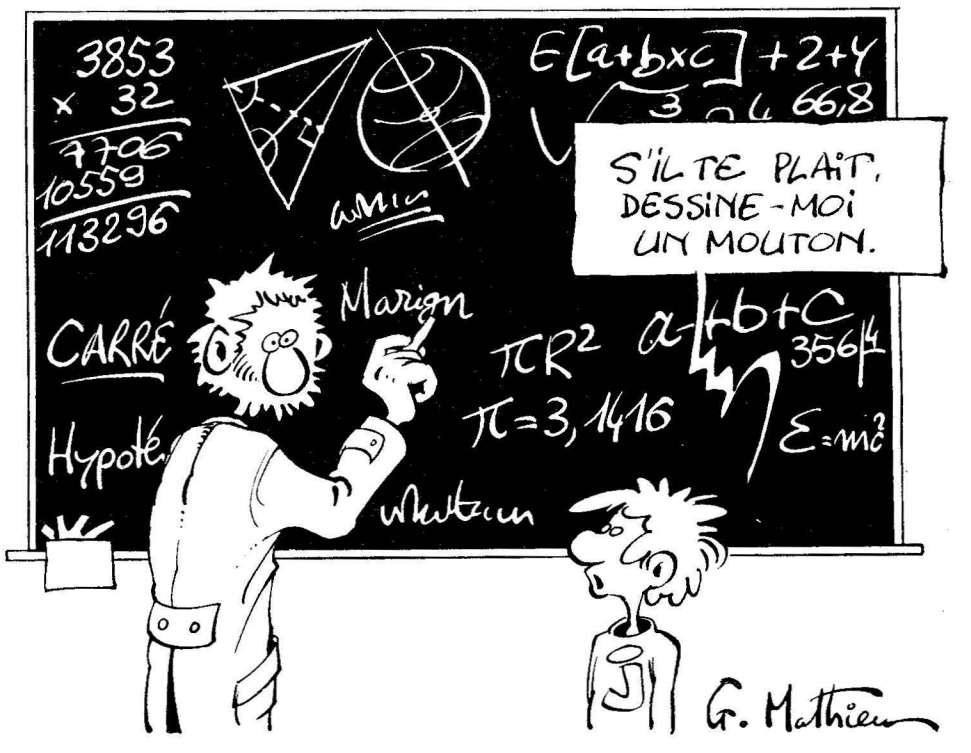
« L'unité n'est pas un mot vide de sens, mais une réalité qui se vit »



Cela m'interdit de soutenir tel candidat pour l'élection présidentielle. Ces considérations permettent de décrire la situation de la FEN. En septembre dernier, nous avons assisté à une entreprise de division, manipulée par le PC. Quarante et un syndicats de la fédération m'ont donné mandat pour condamner la FEN organiserait des rassemblements partout en France et veillerait à ce qu'une délégation soit présente dans tous les cortèges si cela était accepté.

Nous voulons montrer ainsi que l'unité n'est pas un mot vide de sens, mais une réalité qui se vit.

Propos recueillis par Félix CHIOCCA



Répétition générale

Les huitièmes de finale du challenge Yves-du-Manoir ont lieu ce week-end

APRÈS le Grand Chelem du XV de France, le rugby des clubs va occuper le devant de la scène jusqu'à la fin de la saison. Avant d'aborder, la semaine prochaine, la phase finale du championnat, le challenge Yves Du-Manoir présente samedi et dimanche ses 8e de finale. Le spectacle promet d'être alléchant puisqu'il réunit les meilleures équipes de l'Hexagone.

En effet, si nous consultons le tableau du championnat, six des huit clubs de tête seront présents. Seul Bayonne, vainqueur l'an dernier, a été éliminé, car Le Boucau ne participe pas au Du-Manoir et disputera d'ailleurs samedi la finale du challenge de l'Espérance face à Vic-Bigorre.'

Le choc le plus attendu est sans doute la rencontre qui opposera Béziers à Pau. Les deux clubs se sont rencontrés deux fois cette saison et chacun a remporté la victoire sur son terrain (21-9 pour Béziers et 7-6 en faveur de Pau). Le test sera décisif pour les Bitterois très inconstants durant ces derniers mois. La Section Paloise de Paparemborde a les moyens de bousculer Palmié, Lacans et autre Buonomo.

Toulon, qui a terminé à la première place des poules de huit du championnat rencontre Dax. Les partenaires de Jérôme Gallion seront favoris. Agen trouve Lourdes sur son chemin. Qui de Viviès (Agen) ou de Caussade (Lourdes) se montrera meilleur buteur que l'autre ? Les partenaires de Pierre Berbizier peuvent renverser la hiérarchie.

Graulhet, avec Laporte et Revailler, affronte Angoulême et son international anglais Colcglough. Cette rencontre met aux prises deux équipes très proches l'une de l'autre puisque les Tarnais ont fini à la 14e place de la première phase du championnat, pendant que les Charentais terminaient 12e. La botte de l'ouvreur tricolore sera sans doute décisive.



(Photo SAM)

De gauche à droite : Joinel (Brive), Gallion (Toulon) et Papa remborde (Pau), qui seront à l'ouvrage ce week-end.

Les catalans seront les favoris de la rencontre Carcassonne-Perpignan. Celle-ci connaîtra une affluence record. Le pack de l'USAP emmené par Imbernon et les frères Goze fera souffrir les Carcassonnais.

Narbonne-Brive est une affiche qui aurait constitué un morceau de choix il y a quelque temps. Mais les Audois, comme les Corréziens n'ont pas fait grosse impression jusqu'ici. Les deux équipes doivent être préparées particulièrement pour les phases finales. Face à Jean-Luc Joinel (Brive), Didier Codorniou (Narbonne).

Enfin, les deux dernières rencontres apparaissent moins équilibrées. Toulouse partira favori face à La Rochelle qui n'a pu se qualifier en championnat. De même que Romans qui est dans une position favorable devant Mont-de-Marsan, seul « petit » parmi les grands et dont l'objectif est de retrouver l'élite du groupe A à la fin de la saison.

Il faut espérer une fois de plus que ces rencontres seront animées par le meilleur des esprits. Avant les 16e de finale du championnat, toutes ces rencontres constitueront une répétition générale de grande qualité.

F. C.

Conversation secrète

« QUEL est ton choix pour la prochaine élection présidentielle ?

— Mitterrand, sans hésiter ! C'est une question de sensibilité. J'ai toujours pensé à gauche.

— Je ne te savais pas si convaincu.

— Je suis certain qu'il n'y a pas d'autres solutions, notre société sent mauvais.

— Mais je n'ai pas vu ton nom dans la liste de soutien.

— Non !

— On ne te l'a pas proposé ?

— Si !

— Alors ? Drut soutient bien Chirac ; Trinquet, Tabarly et d'autres appellent bien à voter Giscard.

— Tu comprends, ce n'est pas si facile. Je suis un athlète de haut niveau, je bénéficie d'un plan de carrière, d'une préparation olympique, je suis sous contrat avec l'Etat, en quelque sorte...

— Je croyais que les athlètes d'Etat n'existaient pas en France...

— Non, pas officiellement, mais Soisson m'aide bien. Et, dans ma position, il n'est pas aisé d'appeler à battre ceux qui me permettent de poursuivre ma carrière. C'est terriblement ambigu. Je voudrais bien m'engager, mais le risque est trop grand. Imagine que mes résultats faiblissent, et on ne me donnerait peut-être pas d'autres chances. Et puis mon entraîneur pense qu'il vaut mieux ne pas se mouiller. Je ne tenterai pas le diable, mais dans l'isoloir, crois-moi, je sais ce que je ferai.

— Evidemment, les athlètes doivent défendre leurs intérêts.

Dominique DUVAUCHELLE

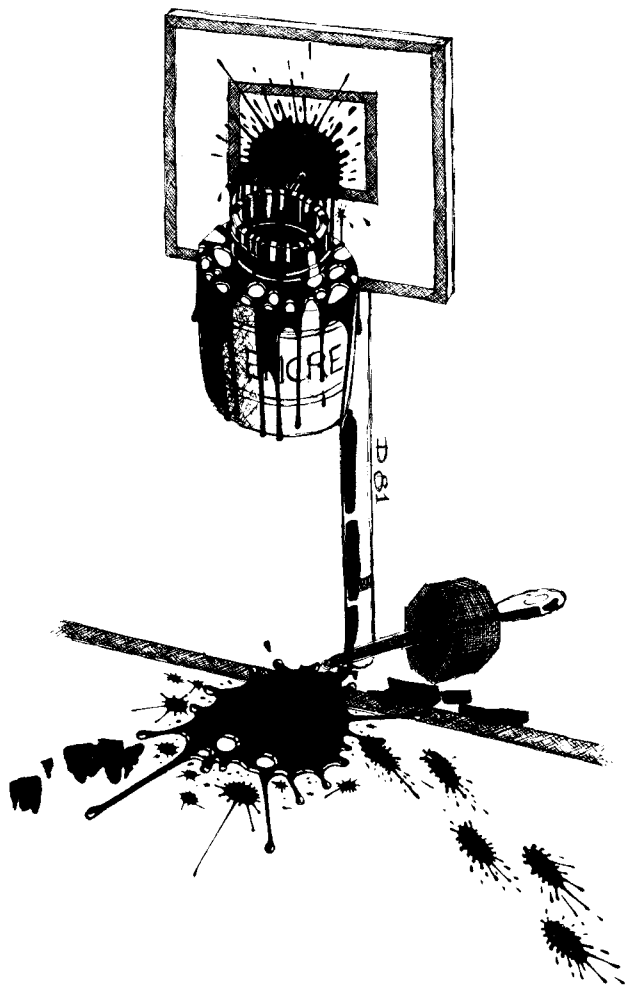
AU SPRINT

• HOCKEY SUR GLACE : COUPE D'EUROPE JUNIORS. La première journée de la Coupe d'Europe juniors de hockey sur glace a été marquée jeudi, à Minsk, par une véritable avalanche de buts.

Au cours des quatre rencontres inscrites au programme de cette journée d'ouverture, soixante-quatre buts ont en effet été inscrits, dont plus de la moitié (37) sont à mettre à l'actif des équipes d'URSS et de Suède, qui ont disposé respectivement de l'Autriche par 17 à 0 et de la Pologne par le score de 20 à 3.

• TENNIS : TROIS DES FAVORIS AMERICAINS du tournoi de tennis de Francfort (RFA) ont été éliminés jeudi : Brian Gottfried, Vitas Gerulaitis et Roscoe Tanner. En revanche, John McEnroe n'a fait qu'une bouchée du Français Pascal Portes, qu'il a battu 6-1, 6-0 en moins d'une heure.

• FOOTBALL : COUPE DE FRANCE. En huitièmes de finale aller, le FC Metz a battu La Paillade-Montpellier par 2 à 1. Ce résultat est favorable aux joueurs de Kader Firoud avant le match retour au stade de la Mosson.



«Il est venu, il a vu, il a vaincu»

Bernard Hinault a remporté l'Amstel Golden Race au sprint

Jeudi à Meerssen (Pays-Bas), le champion du monde, Bernard Hinault, a remporté au sprint l'Amstel Golden Race, au nez (et à la barbe) des cohortes belge et batave. Il est le deuxième Français à enlever cette épreuve, quinze ans après Jean Stablinski.

DURANT les deux cent trente sept kilomètres de la course, Bernard Hinault a été, sans conteste, l'homme le plus discret du peloton. Laissant la vedette aux Néerlandais, aux Belges et à Gilbert Duclos-Lassalle, il a attendu les cinq cent derniers mètres pour surgir là où on ne l'attendait plus.

Jeudi, le Breton avait en effet délégué ses pouvoirs de maître du peloton au Néerlandais Jan Raas. Il est vrai que l'ex-champion du monde ne voulait laisser à personne le soin de veiller sur le « bon fonctionnement » de la course. Pourtant, Duclos-Lassalle, qui ne l'entendait pas de cette oreille, tentait, à cent kilomètres du but, une audacieuse échappée. Après avoir compté plus de quatre minutes d'avance, le sociétaire de l'équipe Peugeot était, hélas ! « avalé » par ses poursuivants à quelques coups de pédale de l'arrivée. Duclos-Lassalle, déçu, nous donnait toutefois rendez-vous pour Paris-Roubaix.

Dès lors, pensait-on, Raas avait la voie libre pour glaner son cinquième succès consécutif dans cette épreuve. Mais, trop sûr de sa force, il s'était contenté de ne surveiller à l'abord du sprint final que le Belge Roger De Vlaeminck, qu'il estimait comme le « client ». C'était compter sans ce diable de Bernard Hinault. A cinq cents mètres de la ligne d'arrivée, d'un maître coup de reins, le Breton sortait du peloton et résistait au retour de De Vlaeminck et de De Wolf. Joli coup de poker ! Quant à Raas, il finissait cinquième, furieux d'avoir été piégé.

Après son triomphe de dimanche dernier dans le Critérium international de la route, Bernard Hinault redevient, en l'espace de cinq jours, l'homme à battre. Mais il aime ça...

Ph. B.

ENQUETE SUR LE LIVRE: LA FACE CACHEE DE LA COUVERTURE

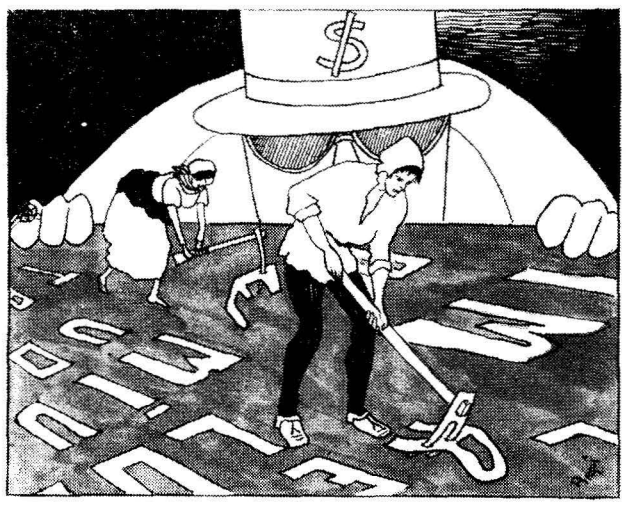
Un nègre ignoré: le traducteur littéraire

Platon, Socrate, Homère, Shakespeare, Marx, Goethe, Dante, Dostoïevski, Shelley, Neruda, Montale... Tous ces grands penseurs, poètes et romanciers étaient vraiment doués pour le français !

Eh oui! il n'y a pas si longtemps, en ouvrant un livre, un journal, la radio ou la télévision, il fallait être astucieux pour deviner qu'entre l'œuvre originale et le texte français s'était glissé un petit bonhomme, modeste et besogneux, qui pendant de longs mois avait sué cœur et âme pour se glisser dans les dédales de cette cité souterraine et la rendre un jour à la lumière, compréhensible, cohérente et émouvante.

Qui sont-ils, ces petits bonshommes qui travaillent comme des orfèvres dans l'ombre de leurs cavernes? Les éditeurs eux-mêmes ne sauraient vous répondre.

ILS sont plus de trois cents, regroupés dans l'Association des traducteurs littéraires de France (ATLF), et ce qu'ils traduisent chaque année représente environ un tiers de l'ensemble des publications dites de littérature (y compris les romans noirs et les livres de poche).



Que se passe-t-il exactement dans cette zone d'ombre profonde, entre la maison d'édition et la devanture du libraire?

Première étape : lecture et acceptation du texte étranger, puis recherche d'un traducteur avec lequel est établi un contrat, ne répondant à aucune norme précise.

Deuxième étape : ici commence le gros travail; lectures, recherches, première traduction, vérifications, discussions avec l'auteur, rédactions successives, frappe du texte en trois exemplaires relus et corrigés, puis correction des épreuves d'imprimerie et rédaction du prière d'insérer.

Quel salaire accorde l'éditeur pour ce travail de titan? Aucun. Il n'y a pas de salaire. L'éditeur ouvre un compte en banque à son traducteur. Dans la case « débit », il inscrit une somme globale (dépendant du nombre total de pages du texte) : — avance « concédée » au traducteur sur ses futurs droits d'auteur. A chaque livre vendu, l'éditeur inscrit au « crédit » du compte 1 % du prix de vente public. Lorsque le total des « crédits » couvre la case « débit », le traducteur touche enfin son 1 %, ce qui n'arrive presque jamais car il n'y a guère de best-sellers...

Bilan économique

Reconnaissons toutefois que, si le livre se vend mal, on ne lui demande pas de rembourser! C'est vrai, remercions nos banquiers!

Il a été calculé que, pour un ouvrage de moyenne difficulté, il est possible de fournir quatre pages de traduction achevée par jour. Prenons comme base le tarif ATLF (le seul qui soit fixé chaque année pour une page dactylographiée de 1 500 signes du texte français — à chaque traducteur ensuite de se débrouiller pour le faire respecter) : 45 francs la page. Huit heures par jour, vingt jours par mois. Total mensuel : 3 600 francs. A cela, il faut retrancher 20 % (travail occasionnel, revenus étalés sur douze mois) et 8 % (pour les congés annuels). Il reste 2 520 F par mois (et je n'ai pas ôté la part versée à la Sécurité sociale).

Déduisez un tiers pour la dactylographie (15 francs sur les 45), il reste alors pour la traduction : 1 680 francs par mois! En 1974, la fourchette des revenus de ceux dont la traduction est l'unique ou principale activité se situait entre 8 000 et 13 000 francs par an. En 1979, le SMIC annuel est atteint, mais à quel prix : ils ne sont plus que cinquante traducteurs!

Assassinat d'une profession

Depuis quatre ans, devant l'évidence criante de la misère des traducteurs littéraires, le Centre national des lettres (CNL) a mis sur pied un système de bourses destinées à aider les traducteurs « à plein temps » engagés dans des traductions difficiles. En 1979, environ vingt personnes ont reçu une bourse de 5 000 à 12 000 francs. C'était peu, comparé aux crédits que ce même CNL accorde aux éditeurs, au titre de l'« aide à l'édition », mais c'était déjà ça.

Or, le nombre des traducteurs « à plein temps » s'étant réduit, par force, à cinquante, leur représentativité au sein même de l'ATLF s'est considérablement réduite : il s'ensuit qu'ils ne sont plus que trois sur douze au conseil d'administration. La nouvelle majorité se composant surtout de professeurs d'université, le conseil a donc demandé l'élargissement des bourses à ces mêmes professeurs.

Résultat : trois bourses demandées par des traducteurs « à plein temps », pour des ouvrages littéraires difficiles, viennent d'être refusées. Motif invoqué pour l'une des trois : le CNL n'était pas d'accord avec le contenu du livre! Serait-ce le début d'une nouvelle censure? Ou la volonté de couler une profession déjà fortement menacée?

Ajoutez à cela que les négociations entre le Syndicat national de l'édition (SNE) et les porte-parole des traducteurs ont été rompues le 5 décembre 1980, car le bureau du SNE *« refuse d'ouvrir une discussion sur des chiffres et des montants minimaux de rémunération qui constitueraient,* selon lui, *une entente illicite »*. Si même le SMIC devient hors la loi, quels moyens d'action reste-t-il aux derniers traducteurs-indiens vivants?

Pour mettre un terme à cette enquête, disons que, même si tous, aujourd'hui, s'accordent à reconnaître aux traducteurs littéraires un statut de « pigeons voyageurs de la pensée humaine universelle », personne jusqu'à présent ne songe à les nourrir !

Ariel PIASECKI

Les bibliothèques à l'abandon

Qui a dit que tout allait pour le mieux dans le meilleur des mondes des bibliothèques? Pas les bibliothécaires en tout cas. Comment le pourraient-ils? Alors que leurs budgets diminuent sans cesse, que certains établissements n'achètent même plus de livres pour pouvoir payer l'électricité et le chauffage. Alors que certaines régions réclament en vain un bibliobus, et que d'autres le voient passer une fois tous les trois mois.

De quelque côté qu'on se tourne, c'est la pénurie, la misère.

A Argenteuil, faute de personnel, la bibliothèque centrale a dû se résigner à diminuer ses horaires d'ouverture de quatre heures. A la bibliothèque universitaire d'Orsay, entre 1970 et 1979, les abonnements à des périodiques sont passés de douze cents à trois cents exemplaires.

A la Bibliothèque nationale, les seuls journaux qui entrent en collection sont ceux du dépôt légal. Pour les autres, notamment les publications étrangères, eh bien, il faudra s'en passer...

Mais ces problèmes, ressentis par les bibliothécaires comme dramatiques, n'alarment pas encore les lecteurs. Pour certains, la poussière et les livres font plutôt bon ménage, et plusieurs bibliothèques-vitrines, astucieusement aménagées, donnent une image flatteuse des efforts du gouvernement.

A Massy, par exemple, existe une bibliothèque modèle qui fait l'admiration des visiteurs japonais. Or, depuis un an, l'ordinateur qui en assurait la gestion est tombé en panne, et l'Etat refuse de le réparer.

Autre exemple, Montreuil-sous-Bois, où la Bibliothèque centrale est installée depuis six ans au milieu d'un jardin et dans des locaux exemplaires. Tout y est prévu pour le confort intellectuel et physique du lecteur, y compris une salle de travail d'une certaine de places. Les parents peuvent même laisser leurs enfants dans la salle du Conte où on leur lira des histoires devant une superbe cheminée.

Mais que ce décor idyllique ne vous trompe pas. Ici aussi les choses sont difficiles. Le budget global de fonctionnement est en diminution constante. Il était de 3 951 196 en 1979 et de 2 892 934 en 1980. Quant à 1981... tout laisse prévoir que la situation empire.

La commune, qui subit la crise de plein fouet, devra calculer ses dépenses au plus juste. L'Etat, qui ne verse que 7,34 % du budget des bibliothèques municipales risque de ne donner cette année que 6 %. De plus, depuis le 1er juillet 1971, date à laquelle le prix des livres a été libéré par l'arrêté Monory, on enregistre plus de 20 % d'augmentation.



Créée en 1971, la bibliothèque publique de Massy est une des premières bibliothèques pilotes.

Bibliothèques municipales. — Elles couvrent 600 000 m², il en faudrait 1 800 000. En 1981, compte tenu des crédits prévus, on ne pourra en construire que 6 000 m².

Bibliothèques centrales de prêt. — Elles sont 76, desservant 78 départements. 17 départements n'en sont donc pas pourvus. Cette année, aucune création n'est envisagée.

Bibliothèques universitaires. — A la différence des autres, les BU doivent payer, sur leurs ressources, leur fonctionnement matériel. Et cela, au détriment du pourcentage de crédits consacrés aux achats d'ouvrages et de périodiques. Entre 1970 et 1979, à cause du triplement et parfois même quadruplement des prix des publications, 6 470 abonnements ont dû être supprimés, soit 30 % du chiffre total d'origine (22 000).

Le Syndicat national des bibliothèques, affilié à la Fédération de l'Education nationale (FEN), lors des assises tenues dernièrement à Paris, a dénoncé la volonté de privatiser les bibliothèques, manifestée par le gouvernement. Déjà, à la Bibliothèque nationale, certaines publications sont financées par le Service d'exploitation industriel des tabacs et allumettes (SEITA). Depuis Matra-Hachette, qui tient une bonne partie de l'édition, jusqu'à la Régie des tabacs qui « sponsorise » les salles de lecture, la boucle est bouclée!

Le Parti socialiste, qui s'est, depuis longtemps penché sur le problème, préconise, par le biais de sa Délégation à la culture, l'abrogation de l'arrêté Monory. De plus, l'aide apportée aux bibliothèques, quelle que soit leur catégorie, devrait venir de l'Etat sous diverses formes : subventions, crédits pour l'achat de livres, aide des bibliothèques centrales de prêts (bibliobus); aide qui devrait représenter au moins 50 % du budget total de fonctionnement.

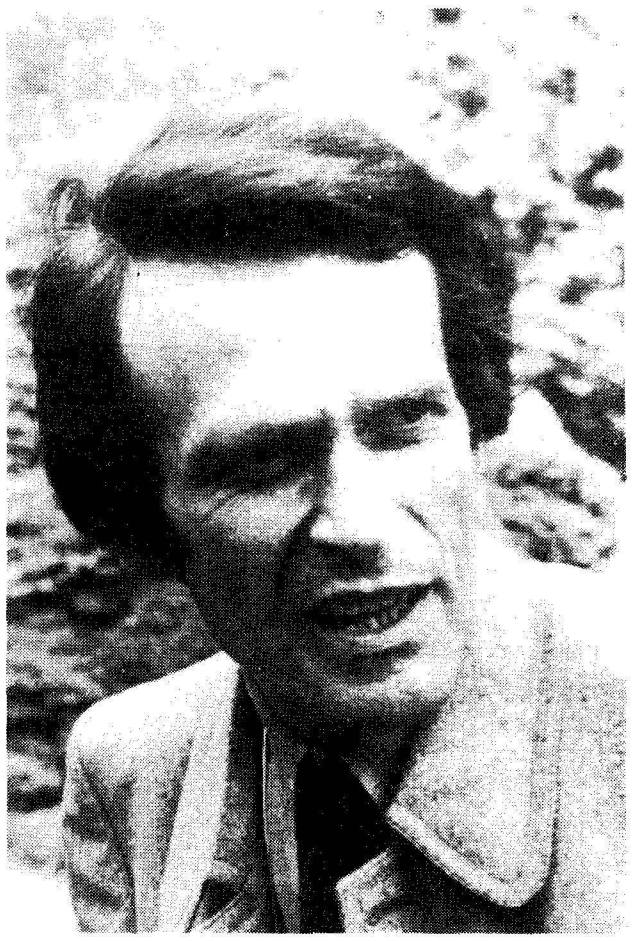
Mais il faut faire attention. Le temps passe vite, et les « trous » dans les rayons de certaines étagères vont en s'agrandissant. D'autre part, l'accroissement de la lecture qu'ont engendré les bibliothèques pourrait n'être qu'un feu de paille, sans véritable effort politique. Au lieu d'être le bien de tous, la culture redevient peu à peu le privilège des élites.

Catherine COROLLE

TELEVISION

La création condamnée

Entretien avec Claude Santelli



Claude Santelli. (Photo Keystone)

MILLE HUIT CENTS réalisateurs homologués à la télévision. Plus d'un millier au chômage. La plupart se plaignent de ne faire que des émissions « alimentaires ». Les jeunes sont cantonnés aux petits sujets, les grands noms disparaissent peu à peu des génériques. La médiocrité envahit l'écran. On impute généralement cette situation pour le moins alarmante à la diminution de la création au profit de l'achat de séries étrangères, à l'augmentation des films de cinéma...

Tout cela n'est qu'à moitié vrai. Car si l'on compare, d'année en année (depuis 1975), le nombre d'heures d'antenne accordées à la fiction étrangère et française aux émissions culturelles de divertissement et aux films de cinéma, on constate que les chiffres n'ont sensiblement pas bougé. Mais le nombre des réalisateurs augmente chaque année, et le volume global horaire ne s'accroît pas dans le sens de la création...

Claude Santelli, l'un des pionniers de la télévision, producteur, réalisateur d'émissions théâtrales et littéraires qui ont marqué toute une génération (« Le théâtre de la jeunesse », « Les cent livres »), auteur, adaptateur de nombreux classiques (Molière, Maupassant, Diderot...), fait partie de ces « valeurs sûres », un peu inemployées depuis quelque temps. Il nous explique le mal qui ronge la télévision :

— L'éclatement de l'ORTF en sept organismes indépendants, en 1974, a brisé avec violence la télévision. Alors qu'il s'agissait d'une mesure politique, on a voulu nous faire accepter cette décision en donnant comme argument la concurrence qui devait engendrer la qualité. Quelle absurdité ! La compétition — la preuve en est faite maintenant — n'apporte que la médiocrité, ou, plus exactement, une espèce de produit standard que l'on répète à l'infini. L'introduction, à cette époque, de la publicité et des sondages, que tout le monde semble considérer maintenant comme un mal nécessaire, inévitable et irréversible, a radicalement changé l'esprit des programmes.

D'ailleurs, il n'y a plus de cohérence des programmes puisque, pour les responsables, une seule question se pose : quel produit servir au public pour acquérir le maximum de clients ? Les chaînes sont pratiquement tenues en laisse par des financiers et des administrateurs dont le seul souci est la rentabilité. Il en résulte un genre abâtardi, fossilisé, qui, en trompe l'œil, donne l'apparence d'un programme original et d'une télévision nouvelle.

Le deuxième point important est que l'ORTF connaissait une délégation du pouvoir. Les producteurs contribuaient à renouveler les émissions, à inventer des « hommes nouveaux » en donnant leur chance à de jeunes réalisateurs. Aujourd'hui, le pouvoir est concentré dans les mains de quelques-uns. Les initiatives personnelles sont violemment condamnées. Alors que quatre générations de réalisateurs se sont succédé, pour la première fois il n'y a pas de renouvellement, ou si peu. Par souci de rentabilité toujours, la télévision fait appel aux vieux routiers et enferme les jeunes dans des tâches serviles. Le résultat est une énorme stérilisation, un manque total d'invention.

— Quelles conséquences directes cette crise de la création a-t-elle sur votre vie professionnelle ?

— Je travaille moins qu'auparavant. Je ne gémis pas. J'ai des projets en cours, contrairement à d'autres. Mais je me bute à la loi de cette mécanique autoritaire et sournoise qui, au nom de la rentabilité, réduit nos moyens. Les gens de ma génération refusent ces nouvelles conditions de travail (temps de tournage et budget réduits), non par caprice ou mégalomanie, comme certains le prétendent, mais parce qu'ils savent, par expérience, au-dessous de quel seuil le produit devient médiocre. Les émissions culturelles pâtissent de cette politique. Nous avons le plus grand mal à les imposer et à obtenir des moyens financiers suffisants pour les rendre attrayantes et les sortir, par conséquent, du ghetto de la programmation tardive.

— Que pensez-vous des mesures prises par le gouvernement : réformes des cahiers des charges, modifications de la perception de la redevance... ?

— Tout cela est une vitrine minuscule et trompeuse. Le cahier des charges est une duperie pour apaiser les bonnes âmes ; tout comme cette commission de la qualité, créée en 1974, triste consolation qui ne peut rien faire évoluer.

Parlons aussi du prix de la retransmission télévisuelle, fondé par le ministère de la Culture. Il est inadmissible de couronner ce genre d'émissions, proposées par les directeurs des chaînes pour ne pas dépenser d'argent. C'est une façon de leur donner bonne conscience et de faciliter leur manque d'imagination. C'est une façon détournée de condamner la création télévisuelle, en remerciant les réalisateurs qui effectuent de bonnes photocopies... alors que la plupart font ce travail pour ne pas être au chômage.

Par obligation aussi, Claude Santelli revient au théâtre. Comme il le dit, il ne s'en plaint pas. Mais avouez qu'il y a un symbolisme inquiétant dans le fait que deux hommes de talent comme lui et Marcel Bluwal, passionnés autant de télévision que de théâtre, se succèdent dans un même théâtre, à l'étranger de surcroît (en Suisse, à Genève), l'hiver prochain, dans une mise en scène de *la Locandiera* (Goldoni) pour le premier, et *la Mort du commis voyageur* (Miller) pour le deuxième... !

Propos recueillis par Mireille DUMAS

Un théâtre national régional pour Marseille

Le député-maire de Marseille, M. Gaston Defferre, a remis, jeudi, les clés du nouveau théâtre de la criée à son directeur, Marcel Maréchal.

Marseille sera ainsi, après Villeurbanne, la deuxième ville française à posséder un théâtre régional. Celui-ci sera inauguré le 22 mai par deux pièces de Molière. Edifié à l'emplacement même de la criée aux poissons, sur le vieux port, et conçu par l'architecte Bernard Guillaumot, ce théâtre de huit cent vingt-cinq places a été construit selon les techniques les plus avancées : ses équipements rapprochent le public de la scène, le plateau est au niveau des fauteuils.

Une petite salle de trois cents places où seront créées des œuvres d'auteurs français contemporains complète cet ensemble harmonieux.

CHEZ VOUS CHEZ NOUS

Bourges. Spécial printemps de la chanson : *Riou* et *Pouchain, les Mirabelles,* à 17 h 30 au Grand-Théâtre ; *Agrupacion Musica* et *le Golden Gate Quartet,* à 21 heures à la Cathédrale ; *Bernard Lavilliers,* à 21 heures sous le Chapiteau ; *Juan José Mosalini* et *Gilles Langoureau,* à 0 h 30 à la Maison des jeunes et de la culture.

Cergy-Pontoise. Musique : *Fawzi Al Aiedy* présente Arabesque à voir et à entendre, à 21 h 30 au Centre culturel. Le 4 avril.

Comines. Variétés : *les Compagnons de la chanson.* Le 4 avril.

Créteil. Théâtre : *Morte à Yonville,* d'après « Madame Bovary » de Flaubert, présenté par la Compagnie Dany Tayarda/Jean-Louis Sarthou. Maison des arts André-Malraux, le 4 avril à 20 h 30, et le 5 avril à 15 h 30.

Hyères. Variétés : *Daniel Balavoine au Chapiteau. A 21 heures. Le 4 avril.*

La Grange. Café-théâtre : *Anatole,* de et par Michel Boujenah et Corinne Atlas. Jusqu'au 16 avril.

Bezons. Variétés : *Henri Tachan.* Au Théâtre municipal Paul-Eluard, à 21 heures. Le 4 avril.

Bourges. Spécial printemps de la chanson : *Baladar,* par le théâtre du Galion, à 14 heures à la Maison des jeunes et de la culture ; *Pierre Eliane, Pierre Rapsat* et *Mimi Lorca* à 17 heures, au Grand-Théâtre ; *Julien Clerc,* à 21 heures, au Chapiteau ; *Christian Ferrari* et *Jean-Claude Vannier,* à 0 h 30 à la Maison des jeunes et de la culture. Le 5 avril.

Créteil. Musique : *Récital clavecin et hautbois,* avec Joël Pontet et Raynald Parrot, et des œuvres de Bach, Telemann, Haendel, Couperin, Britten, Ohana et la création de J. Richer, « Piège V ». Maison des arts André-Malraux. Le 5 avril.

Massy. Poésie : *Hommage au poète René Guy Cadou* avec Gilles Servat, Eric Hollande et Robert Buget. Bibliothèque publique, à 16 heures. Le 5 avril.

Pont-à-Mousson. Danse : *VIIe Rencontres chorégraphiques,* qui rassembleront jeunes chorégraphes et compagnies professionnelles, jeunes danseurs et danseurs professionnels. Centre culturel de l'Abbaye-des-Prémontrés. Jusqu'au 18 avril.

Bourges. Spécial printemps de la chanson : *Cyril Lefebvre, Pierre Bensussan, Alain Giroux* et *Jean-Jacques Multeau,* à 14 h 30 au Grand-Théâtre ; *Dominique Bailly* et *Philippe Val,* à 17 h 30 à la Maison des jeunes et de la culture ; *Talip Ozkan* et *Georges Moustaki,* à 21 heures au Grand-Théâtre ; *Bill Deraime, Sonny Terry* et *Brownie Mac Ghee,* à 21 heures au Chapiteau ; *Jacques Florence* et *Claude Monteils,* à 0 h 30 à la Maison des jeunes et de la culture. Le 6 avril.

Nanterre. Poésie : ouverture du *VIIe Festival populaire de poésie nue,* organisé par le Centre culturel communal et la Bibliothèque municipale.

CHANSON

Troubadour en 33 tours

Ventadorn, une maison de disques occitane à l'heure du choix

AU lendemain des « événements » de 1968, Yves Rouquette, écrivain, économiste de toujours, décida avec une poignée de militants de créer Ventadorn, du nom du célèbre troubadour du XIIe siècle. Grâce à l'argent avancé par quelques-uns, ils réussirent à « sortir » leur premier 45 tours, « Per que m'an pas dit... » de Marti.

Ce fut un succès. Mille exemplaires sont vendus en trois semaines, et bientôt l'association à but non lucratif Ventadorn se retrouva à la tête d'un catalogue d'une vingtaine de 45 tours et de six 33 tours.

Mais Yves Rouquette et ses amis se sentent un peu à l'étroit, le travail artisanal, le militantisme ne leur suffisent plus. Il faut franchir le pas : se doter de structures plus opérationnelles, devenir de vrais « pros ». Sinon, inéluctablement, à court ou à moyen terme, Ventadorn, comme bien d'autres maisons d'édition régionales, se fera absorber par un géant du disque. Et cela, les occitanistes ne le veulent pas, entendant bien rester maîtres de leurs chansons. Aussi vont-ils tenter et réussir à construire ici, sur les bords de la Méditerranée, un outil qui « tienne la route ».

Aujourd'hui, Ventadorn est adulte. Avec soixante-quinze mille 33 tours vendus en 1980, un chiffre d'affaires de 180 millions de centimes, cette SARL pas comme les autres est devenue un des « grands » du disque en langue minoritaire. Mais est-ce à dire qu'il n'y a plus de problèmes ? Non. Tout d'abord, parce que l'industrie du disque connaît aujourd'hui une crise particulièrement grave : en quelques années, le prix de revient d'un 33 tours a triplé et, surtout, la duplication sauvage fait de véritables ravages.

Mais, de plus, Ventadorn souffre d'autres maux, connaît des difficultés qui lui sont spécifiques. Son activité étant liée à ce que Yves Rouquette appelle un « sursaut national », tout recul des idées autonomistes se traduit par une baisse de ses ventes. Et c'est le cas aujourd'hui. En 1980, Ventadorn a sorti quatorze 33 tours contre dix-sept à dix-huit les années précédentes.

Comment évoluera cette situation ? Difficile à dire. Mais une chose est sûre : c'est de l'issue des luttes sociales en Occitanie et non de la production de quelques « tubes » que dépend l'avenir de Ventadorn. Et, à ce titre, cet avenir se jouera aussi dans les urnes le 26 avril.

Vendredi 3 avril

20 h 00 — Journal.

20 h 30 — L'inspecteur mène l'enquête. Sans issue.
Emission de Luc Godevais et Marc Pavaux. Réal. Jean-Paul Roux. Avec Frédéric Andrei, Yves Arcanel, Danielle Ajoret, Anne Rousselet.

22 h 10 — Pleins feux.
Emission de José Artur. Réal. Claude Mourthe.
Théâtre : *La Cerisaie,* de Tchekhov, mise en scène de Peter Brook, avec Michel Piccoli, au Bouffes-du-Nord. *Le Président,* de Thomas Bernhard, mise en scène de Roger Blin, au théâtre de la Michodière. *Carmen,* d'après Mérimee, au Théâtre municipal de Paris, chorégraphie de Roland Petit.
Music-hall : nouvelle revue au Lido.
Province : Bill Coleman.
Colonne Moriss : Marc Jolivet au Splendid.

23 h 10 — Journal.

20 h 00 — Journal.

20 h 35 — Médecins de nuit. L'usine Castel.
Nouvelle série en six épisodes. Réal. Peter Kassovitz. Avec Catherine Allégret, Georges Beller, Rémy Carpentier, Philippe Rouleau, Eva Darlan.
Une fuite radio-active risque de contaminer toute la région.

21 h 35 — Apostrophes.
Emission de Bernard Pivot. Réal. Jean Prat.
« Espions tous azimuts ». Avec Alain Guérin *(les Gens de la CIA),* Marcel Le Roy Finville *(SDECE, service 7),* Cyrille Henkine *(l'Espionnage soviétique),* Juan Vivez *(les Maîtres de Cuba),* Robert Guillain *(L'espion qui sauva Moscou).*

22 h 55 — Journal.

23 h 05 — Ciné-Club : Bako, l'autre rive.
Film de Jacques Champreux (1978). Avec Sidiki Bakaba, Doura Mané, Cheik Doukoune, Guillaume Correa.
Le chemin cruel qui mène un jeune paysan malien à Paris pour trouver du travail.



A2 : vendredi 3 à 20 h 35, avec Rémy Carpentier et Eva Darlan, « L'usine Castel ». (Photo Interpress).

20 h 00 — Les jeux de 20 heures.

20 h 30 — Le nouveau vendredi. Le ciel n'a pas de prix.
Emission d'André Sabas. Reportage d'André Fey.
Pourquoi l'aviation légère disparaît-elle peu à peu ?

21 h 30 — Procès à Grandville, ou le tribunal des animaux.
Divertissement de Roger Viry-Babel et Michel Guillet.
Jean-Ignace-Isidore Gérard, dit Grandville, ou le dessinateur empêcheur de tourner en rond.

22 h 25 — Soir 3.

22 h 40 — Thalassa.

Samedi 4 avril

11 h 55 — La traque aux gaspis.
Un bilan : la maison antigaspi.

12 h 10 — Télévision régionale.

12 h 30 — Cuisine légère.
Truite de mer farcie à la julienne de légumes.

12 h 45 — Avenir. Des métiers du bâtiment.
Emission proposée par l'ONISEP.

13 h 00 — Journal.

13 h 30 — Le monde de l'accordéon.

13 h 40 — Au plaisir du samedi.
Les Ardéchois de Paris. Plateau, avec Philippe Avron, Michel Faure, Georges Youri, M. Cuminal. Plume d'élan. Mon Fils. Le magazine de l'aventure : ceux que l'on appelle les monstres de la mer. Histoire et poésie de l'Ardèche. Maya l'abeille. Temps X. Chapeau melon et bottes de cuir.

18 h 15 — Trente millions d'amis.

18 h 45 — Magazine auto-moto.

19 h 10 — Six minutes pour vous défendre.

19 h 20 — Actualités régionales.

19 h 45 — Les paris de TF1. Avec Jean Le Poulain.

20 h 00 — Journal.

20 h 30 — Les animaux du monde.
Une certaine manière de voir.

21 h 00 — Concours eurovision de la chanson.
A Dublin, la France sera représenté par Jean Gabilou qui chantera *Humanahum,* de Joe Gracy.

23 h 30 — Journal.

10 h 30 — En direct du Collège de France. François Ier et la culture de son temps.
Présentation Pierre Dumayet. Réal. Roger Benamou.
Première émission d'une série qui permettra aux téléspectateurs de suivre des cours du Collège de France... Quelle veine !

11 h 40 — Journal à l'intention des sourds et des malentendants.

12 h 00 — La vérité est au fond de la marmite.
Emission de Michel Oliver.

12 h 30 — Prochainement sur A2.

12 h 45 — Journal.

13 h 35 — Des animaux et des hommes.
Magazine de Louis-Roland Neil. Réal. Stéphan Teichner.

14 h 25 — Les jeux du stade.
Emission de Robert Chapatte et Jean Lanzi. Réa. Françoise Boulain.

17 h 20 — Récré A2.
Pinocchio. La bataille des fantômes. La cavern d'Abracadabra.

18 h 05 — Chorus.
Emission d'Antoine de Caunes. Réal. Don Kent.

18 h 50 — Des chiffres et des lettres.

19 h 10 — D'accord, pas d'accord.

19 h 20 — Actualités régionales.

19 h 45 — Top-Club Disney.

20 h 00 — Journal.

20 h 35 — Carte vermeil.
D'après le roman de Boileau-Narcejac. Réal. Alai Levent. Avec Jean-Pierre Aumont, Micheline Presle Francine Bergé, Fred Personne.
Le mystère rôde dans un château pour retraités fortunés.

22 h 55 — Les carnets de l'aventure.
Pilier sud-ouest du Dhaulagiri.
Emission de Raymond Renaud. Réal. J.-F. Dion.
A l'assaut du septième sommet du monde.

23 h 30 — Journal.

Carte vermeil

PITIE pour les vieux ! Si riches soient-ils, l'âge les accable d'ennui, d'angoisse. Rares sont ceux qui parviennent à sauver la face, plus rares encore ceux dont le sourire nous convainct. A partir de ce constat pessimiste, Boileau et Narcejac ont ficelé un petit policier bien noir. Alain Levant (le réalisateur) et Charles Maitre (le scénariste), l'ont adapté pour la télé. Résultat : un écrasant malaise. Qui croirait à l'ébauche d'idylle qui se tisse entre Jean-Pierre Aumont, pétri de dignité et Micheline Presle « encore si bien pour son âge » mais qui le porte, hélas, qui le subit, en dépit des coiffeurs, esthéticiens et couturiers ? Non, non, rassurez-vous, ils n'iront pas jusqu'à commettre l'irréparable mais leur flirt nous gêne davantage que les plus fougueux ébats adolescents.

Dans le palace pour retraités où ils ont lié connaissance, les pensionnaires échappent à leur « belle mort » pour une autre, plus suspecte. Qui les expédie dans l'au-delà ? On s'en moque. On les envierait presque de pouvoir quitter, avant la fin, ce film languissant. Et on en veut à la télé de rouler ainsi les « anciens » dans la farine. Pourquoi n'auraient-ils plus le droit d'aimer sans sombrer dans le ridicule ? Parce qu'ils ont des rides, des rhumatismes, des trous de mémoire ? La belle affaire s'ils l'oublient. De quel droit le cinéaste les rappelle-t-il à l'ordre ? Comme jadis l'étoile jaune, voici que la cate vermeil désigne une nouvelle catégorie d'intouchables.

G.R.

A2, samedi 4 avril, à 20 h 30 : Carte vermeil



SELECTION RADIO

Vendredi 3 avril

FRANCE-CULTURE

20 h 00 — Médicale. Emission d'Igor Barrère. Endoscopie : chirurgie et observation. Diagnostic anténatal.

Samedi 4 avril

FRANCE-MUSIQUE

Journée de musique baroque, produite par René Koering.

17 h 00 — Concert. Par la Schola Cantorum Basiliensa de Bâle, sous la direction de Jordi Saval. Œuvres de Simpson et de Johnson.

20 h 30 — Concert à l'église des Blancs-Manteaux. Le Jidon Kramer Quartet jouera des œuvres de Monteverdi, Haydn, Bach.

FRANCE-CULTURE

14 h 05 — Bertrand du Guesclin. Emissions de Françoise Estèbe et Jean Couturier.

19 h 20 — Changer l'impôt. Avec Pierre Uri et Jean-Pierre Fourcade. *Peut-on changer la France en changeant l'impôt ?*

Dimanche 5 avril

FRANCE-MUSIQUE

11 h 00 — Concert. Debussy : Suite Bergamasque pour piano ; L'isle joyeuse pour piano. Brahms : Quatuor pour piano, opus 60. Avec le Trio à corde français et Pascal Roger au piano.

20 h 05 — Concert d'archives. Avec l'Orchestre symphonique de la NBC, sous la direction de Pierre Monteux. Beethoven, Debussy, Mozart.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 40 — Ateliers de création radiophonique.

23 h 00 — Musique de chambre. Sonate d'Henri Dutilleux. Francis Poulenc : quatre airs chantés.



Louis Jouvet et Gabrielle Dorziat dans *La Fin du jour*. Cinéma de minuit, FR3, dimanche, 22 h 30. (Photo Interpress)

18 h 30 — **Pour la jeunesse.**
L'agence Labricole. Les ateliers du poète.

19 h 10 — **Soir 3.**

19 h 20 — **Actualités régionales.**

19 h 40 — **Télévision régionale.**

19 h 55 — **Dessin animé.** Les misérables.

20 h 00 — **Les jeux de 20 heures.**

20 h 30 — **Les histoires extraordinaires.** La lettre volée.
Réal. Ruy Guerra. Musique de Georges Delerue. Avec Pierre Vaneck, Michel Piforge, Enrique Viana, Ruy Mendes.
Dans le Paris-Lisbonne, Duval, un original, rencontre un certain Dupin, qui l'entraîne dans une délicate affaire de lettre volée, susceptible de compromettre la reine.
Non, Dupin n'est pas d'Artagnan.

21 h 25 — **Le pays d'où je viens.** La Nouvelle-Calédonie.
Emission de Maurice Dumay.

22 h 40 — **Ciné-Regards.** Portrait de Michel Piccoli.
Emission de Anne Andreu.

Dimanche 5 avril

9 h 15 — **Talmudiques.** Maître ou époux ?

9 h 30 — **Foi et tradition des chrétiens orientaux.**
La renaissance culturelle et religieuse arménienne.

10 h 00 — **Présence protestante.**

10 h 30 — **Le jour du Seigneur.** Magazine du dimanche.
Quarante ans au désert. Jeunes au service des handicapés. Messe. Votre vérité.

12 h 00 — **La séquence du spectateur.**
Le Boucher, de Claude Chabrol. *Les Egouts du paradis,* de José Giovanni. *Narcisse,* de Ayres Aguiar.

12 h 30 — **TF1-TF1.**

13 h 00 — **Journal.**

13 h 20 — **C'est pas sérieux.**

14 h 15 — **Les nouveaux rendez-vous.**
Avec Véronique Sanson, Gérard Lenorman, Bernard Swel, Coutin, Donovan, Richard Cocciante, Orchestral Manœuvres in the Dark.

15 h 30 — **Tiercé.**

15 h 40 — **Sloane, agent spécial.** La comète folle.
Série américaine. Avec Robert Conrad.

16 h 35 — **Sports-Première.**
Championnat de France de judo à Coubertin. Cyclisme : Tour des Flandres. Patinage à Tours.

17 h 50 — **La conquête de l'Ouest.** La famille Mucahan.

19 h 25 — **Les animaux du monde.** Poisson d'avril.

20 h 00 — **Journal.**

20 h 30 — **Un moment d'égarement.**
Film de Claude Berri. Avec Jean-Pierre Marielle, Victor Lanoux, Christine Dejoux, Martine Sarcey, Agnès Soral.
L'histoire de pères dépassés par les événements.

21 h 50 — **Concert.**
Par le nouvel Orchestre philharmonique, sous la direction d'Emmanuel Krivine. Ouverture d'Oberon, de Weber. Symphonie n° 2, dite « la Petite Russienne », de Tchaïkovski.

22 h 40 — **Journal.**



Véronique Genest et Albert Simono dans *Nana*. A2, dimanche, 20 h 30. (Photo Interpress)

10 h 55 — **Follow me.** Cours d'anglais.

11 h 15 — **Dimanche Martin.** Entrez, les artistes.

12 h 45 — **Journal.**

13 h 15 — **Dimanche Martin.**
Incroyable mais vrai. Timide et sans complexe : *Eddie Turner a énormément de problèmes à résoudre aujourd'hui.* L'école des fans. Voyageurs de l'histoire. Thé dansant.

17 h 05 — **Le tourbillon des jours.** La robe rose.
Réal. Jacques Doniol-Valcroze. Avec Yolande Folliot, Niels Astrup, Anny Romand.
Après avoir perdu son fiancé, Charlotte devient institutrice dans une école de Treilhac. Mais bientôt Louise tombe gravement malade.

18 h 00 — **La chasse au trésor.**
Réal. Claude Savarit.
Les candidats doivent retrouver le fanion du régiment d'Artois.

19 h 00 — **Stade 2.**
Emission de Robert Chapatte. Réal. G. Van der Gucht.

20 h 00 — **Journal.**

20 h 30 — **Nana.**
Réal. Maurice Cazeneuve. Avec Véronique Genest, Guy Tréjan, Patrick Préjean, Jean Martinelli.
Nana se meurt dans la chambre du Grand-Hôtel.

22 h 15 — **Inuit.** Les esquimaux de l'Alaska et des Etats-Unis.
Une civilisation fondée sur la chasse à la baleine.

23 h 05 — **Le petit théâtre d'Antenne 2 : le songe du critique.**
Pièce de Jean Anouilh. Réal. Jacques Manier. Avec Jean Le Poulain, Paule Noëlle, Manuel Bonnet, Evelyne Dandry, Gaston Vacchia, Stéphane Bouy.
Un critique en vogue rentre chez lui pour écrire un article sur un Tartuffe dont il n'a pas aimé la mise en scène. Mais le destin...

23 h 40 — **Journal.**

10 h 00 — **Mosaïques.**

16 h 45 — **Prélude à l'après-midi.**
Opéra Hoffnung, ou l'opéra-surprise.
M. et Mme Hoffnung sont de petits plaisantins : tout en faisant appel aux orchestres les plus réputés, ils se livrent à toutes sortes de plaisanteries musicales. Introduire, par exemple, un passage d'un quatuor de Haydn dans une symphonie de Beethoven vous fait, paraît-il, tordre de rire.

17 h 45 — **Il n'y a qu'à Paris.**
Série proposée par Pascal Copeau.
Eh bien, dansez maintenant !

18 h 45 — **Hollywood.**
Grande série de treize émissions. La montée et le déclin du cinéma muet de 1895 à 1930. Un défilé impressionnant : Gloria Swanson, Louise Brook, King Vidor, Henry Hathaway. Première émission : les pionniers.

20 h 00 — **Les comédiens s'amusent.**
La serviette. Billet de logement. Il est grand. Pouët, pouët. Invité : Bernard Haller.

20 h 30 — **L'aventure de l'art moderne.** L'épreuve de l'objet.
Emission d'André Parinaud et de Carlos Vilardebo. Réal. Carlos Vilardebo.
Robert Rauschenberg, James Rosenquist, Roy Lichtenstein et Andy Warhol.

21 h 40 — **L'invité de FR3.**
Emission proposée par Jean-Michel Royer. Réal. Robert Mugnero.
L'actualité d'il y a cinquante ans : la crise économique, la montée du nazisme, le procès de Mme Hanau, les élections présidentielles du 13 mai 1931, etc.

22 h 30 — **Cinéma de minuit : La fin du jour.**
Film de Julien Duvivier. Avec Madeleine Ozeray, Gabrielle Dorziat, Sylvie, Michel Simon, Victor Francen, François Périer, Louis Jouvet, Mme Lherbay.
Un établissement de retraite pour vieux artistes héberge un don Juan vieillissant, un cocu et une doublure.



Gloria Swanson. *Hollywood, les pionniers*. FR3, dimanche, 18 h 45. (Photo Interpress)

Faites ce geste pour la victoire

Vous le savez, le PS n'a pas les moyens de Giscard. Alors, pour gagner, le PS a besoin de vous. Le geste à faire : renvoyer, avec votre versement, le bon qui figure ci-dessous.

Ce geste-là, si vous êtes nombreux à le faire, peut avoir une influence décisive sur l'issue de notre combat.
Le Parti socialiste compte sur vous.

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Je soutiens financièrement la campagne du Parti socialiste
Je verse : ..... F

Chèque au nom de « Pierre Joxe - campagne présidentielle du Parti socialiste », 10, rue de Solférino, 75333 Paris Cedex 07.

Combat SOCIALISTE

FRANÇOIS MITTERRAND EN AVIGNON

Une campagne active sur le terrain

SEMAINE chargée pour les socialistes du Vaucluse. Entre le 2 et le 9 avril, ils accueillent successivement Michel Rocard, François Mitterrand, le premier secrétaire du PS, Lionel Jospin. Et en prélude à cette semaine, Daniel Balavoine a donné, le 1er avril à Orange, un gala de soutien au candidat socialiste. L'organisation de ce spectacle a donné des sueur froides. Les communistes, qui tiennent la mairie, ont tout fait pour bloquer l'information, ce qui n'a pas empêché que la salle soit remplie.

Zizanie

Orange est un îlot communiste dans un environnement socialiste. Ces derniers sont en effet chez eux dans ce département. Les deux sénateurs sont du PS, la plupart des communes sont à direction socialiste, à commencer par le chef-lieu Avignon, dont le maire Henri Duffaut, préside aux destinées de la ville depuis 1958. Egalement député jusqu'en 1977, il est depuis sénateur. Un de ses conseillers municipaux, Dominique Taddéi, a repris le flambeau au Palais-Bourbon, lors des dernières législatives.

Depuis quatre ans municipalité d'union de la gauche dans laquelle les communistes ont 12 délégations sur 49, les relations avec le PC ne sont pas toujours faciles. Mais plus que de guerre, c'est de guérilla qu'il faut parler. Les communistes ont, en effet, toujours voté le budget et le maire ne leur a jamais retiré leur délégation même s'il en a brandi la menace à plusieurs reprises.

« *Ils ne vont pas jusqu'à la rupture* », affirme Jean Pijvan, adjoint au maire. Donc, pas d'opposition frontale, mais plutôt la zizanie permanente, comme par exemple les critiques concernant l'ouverture retardée d'un nouvel hôpital, ou encore la bataille, il y a quelques années autour du contrôle du festival dirigé longtemps par le communiste Paul Puaux, qui a démissionné en 1979 et a été remplacé par Bernard Favre d'Arcier, énarque... et socialiste.

Evolutions contradictoires

Mais la fédération du PS est loin d'être « *déstabilisée* ». Forte de ses 2 000 adhérents, ses 11 secrétaires fédéraux, elle mêne pour l'élection présidentielle une campagne décisive active sur le terrain. Elle a engagé 10 millions de centimes, elle a fabriqué 10 000 affiches et acheté 10 000 affiches nationales. Enfin, elle tire à 50 000 exemplaires l'hebdomadaire *Unité Vaucluse*. Mais cette campagne se fait sur fond de crise économique.

Le département est en fait en pleine restructuration. L'agriculture, secteur traditionnellement fort, est en perte de vitesse. En cinq ans, elle a perdu 14 % de ses effectifs. De son côté, l'industrie n'a pas pu absorber cette main-d'œuvre car elle est liée à l'agriculture. L'industrie vauclusienne est d'abord agro-alimentaire. Au total, elle n'a créé que 1 400 emplois en cinq ans. Reste le tertiaire, administration et tourisme notamment, qui est la grande chance du département.

En gagnant 12 % d'effectifs en cinq ans et en employant 58 % de la population active, ce secteur a permis au département de conserver sa relative prospérité. Mais le département est dynamique sur le plan démographique (30 % de la population a moins de vingt ans) et beaucoup de jeunes arrivent sur le marché du travail. Ces évolutions contradictoires se retrouvent... à l'ANPE où 15 000 personnes, soit plus de 10 % de la population active, sont inscrites (moyenne nationale : 7,5 %)

Philippe LAURAND

Deux radios se sont tues

Sud Radio et Radio Andorre ont cessé d'émettre

LE conseil général des vallées d'Andorre a ordonné jeudi soir la fermeture des installations de Sud-Radio et de RAdio-Andorre, dont les émetteurs se trouvent sur le territoire de la principauté. L'arrêt des émissions est intervenue vers 21 h 15.

La décision a été prise à l'issue d'une réunion extraordinaire du conseil général des vallées, où les délégués permanents des deux coprinces — le président de la République française et l'évêque espagnol de la Seo d'Urgel — avaient refusé de signer le protocole d'accord à l'expiration de la concession (accordée le 29 mars 1961).

Il y a quelques semaines, le gouvernement administratif de la province avait fait savoir qu'il ne renouvellerait pas sa concession, car il entendait préparer sa propre radio nationale. (Voir *Combat socialiste* du 24 mars).

Prison avec sursis requise dans l'affaire du docteur Peignaux

La 20e chambre de la cour d'appel de Paris a mis en délibéré jusqu'au 4 juin son arrêt concernant les trois médecins accusés d'avoir laissé exercer le docteur Pierre Peignaux, actuellement interné comme dément, et qui avait tué en 1971 un enfant de sept ans, Didier Robouant.

L'avocat général, M. Fernand Beck, a réclamé jeudi une peine d'amende contre le docteur Jules Troncin, quatre-vingt-deux ans, président du Conseil de l'ordre de Seine-Saint-Denis lorsque le docteur Peignaux, déjà interné à six reprises, a pu s'y inscrire en 1968.

Contre les professeurs Pierre Deniker et Lucien Colonna, médecins à l'hôpital Sainte-Anne, où le « docteur fou » a été hospitalisé à trois reprises et qui lui ont accordé une permission de sortie quelques jours avant la mort de l'enfant, l'avocat général a réclamé « *des peines sévères de prison avec sursis* ».

M. Beck a estimé que, contrairement au premier jugement du tribunal correctionnel qui avait relaxé les trois inculpés, ceux-ci ont enfreint la déontologie qui stipule : « *Un médecin ne doit pas exercer dans des conditions risquant de compromettre la qualité des soins et des actes médicaux.* »

M. Beck a déclaré : « *Il y a une curieuse solidarité dans cette affaire entre les membres du corps médical.* »

A propos de la permission dont a bénéficié le médecin fou, cinq jours avant la folle opération de l'appendicite qui a entraîné la mort du petit Robouand, M. Beck s'est écrié : « *On a lâché le docteur Peignaux dans la nature sans personne pour s'occuper de lui. Pour moi, il ne fallait pas laisser sortir cet homme. C'est un fou et un fou qui fait des opérations chirurgicales.* »

Les avocats des deux professeurs, Mes Goust et François Sarda, ont fait valoir qu'on ne pouvait retenir le docteur Peignaux, qui était en « *placement libre* » à Sainte-Anne. « *Libre de ne pas rentrer comme il l'a fait le 6 mars 1971. Et libre aussi d'exercer la médecine, puisqu'il n'avait pas été suspendu ou radié par le Conseil de l'ordre.*

Appel à la grève générale à Bangui

UN appel à la grève générale émanant d'un Comité central de manifestation a été lancé jeudi soir dans la capitale centrafricaine pour vendredi, jour de la prestation de serment du président David Dacko.

Cet appel, qui affirme que « *le scrutin du 15 mars (qui a vu la victoire de David Dacko) n'est qu'un scénario parfaitement orchestré par l'Elysée* », le Comité central de manifestation accuse la Cour supême de Bangui de ne pas avoir indiqué si la plainte des quatre candidats de l'opposition (Abel Goumba, Ange Patassé, Henri Maidou et François Pehoua) réclamant l'annulation de l'élection du 15 mars est recevable.

Le Comité central de manifestation invite « *le peuple centrafricain à dire non, le 3 avril, au couronnement de David Dacko* ».



Elle ne manque pas de souffle

Linda Grant a voyagé dans le monde entier à la recherche d'objets très communs. Contrairement aux autres collectionneurs, elle ne laisse pas à ses trouvailles le temps de prendre la poussière sur les rayons d'une vitrine : ils deviennent instruments de musique, quels qu'ils soient. Ses dernières acquisitions : une vieille cuisinière à gaz et un poêle.

Elle est déjà passée maître dans l'art de l'aspirateur et des montants de lits, et nous entonne un blues sur un vieil évier. (Photo Interpress)

• **Environ trois cents Chinois,** à bord de neuf jonques, ont tenté, jeudi, de rejoindre à Hong-Kong leurs quatre mille compatriotes qui s'y sont réfugiés il y a deux jours pour fuir le tremblement de terre qui, selon des prédictions astrologiques, devrait incessamment frapper le sud-est de la Chine.

le chauffage urbain
un service public
pour le meilleur confort de tous
intercommunale de l'agglomération grenobloise (anciennement S.D.C.V.G.)
25, avenue de Constantine — Grenoble — Tél. 22-60-36

SOCIETE D'EXPLOITATION
L'Entreprise
JEAN ET HUILLIER s.a.
Travaux Publics et Routiers
Siège Social :
Les Pras, PIZANÇON B. P. 30
26300 BOURG-DE-PEAGE ☎ (75) 70.17.96